

# AVIS DE CONVOCATION



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE

**LE MERCREDI 24 AVRIL 2013**

à 10 heures, au siège de la société  
75 avenue de la Grande-Armée, 75116 Paris

Paris, le 20 mars 2013

Madame, Mademoiselle, Monsieur, cher(e) actionnaire,

L'Assemblée Générale ordinaire et extraordinaire des actionnaires de Peugeot S.A. aura lieu le mercredi 24 avril 2013 à 10 heures au siège de la société, sous la présidence de Monsieur Thierry Peugeot, Président du Conseil de Surveillance.

En tant qu'actionnaire, cette Assemblée sera pour vous l'occasion de vous informer sur l'activité du groupe PSA Peugeot Citroën et surtout de vous exprimer lors d'un échange avant le vote des résolutions qui vous sont soumises. L'Assemblée Générale est un moment privilégié d'information et de dialogue.

Votre participation est importante. Pour prendre part à cette Assemblée, vous trouverez toutes les informations utiles dans les pages qui suivent. Je vous remercie par avance de toute l'attention que vous accorderez aux résolutions soumises à votre vote.

En espérant vivement vous compter parmi nous, je vous prie d'agréer, Madame, Mademoiselle, Monsieur, cher(e) actionnaire, l'assurance de ma considération distinguée.

**Philippe Varin**  
Président du Directoire

# SOMMAIRE

RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE	3
COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?	4
ORDRE DU JOUR	8
RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES PROJETS DE RÉSOLUTIONS PRÉSENTÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 24 AVRIL 2013	10
TEXTE DES PROJETS DE RÉSOLUTIONS	19
GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE AU 20 MARS 2013	35
EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ EN 2012	50
RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A. AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES	57
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	58
DEMANDE D'ENVOI DES DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS	71

Pour tout renseignement sur la société ou la participation à l'Assemblée, le service **Relations actionnaires** est à votre disposition :




Par téléphone : Numéro Vert 0800 424 091  
(appel gratuit depuis un poste fixe)



Par courrier : PSA Peugeot Citroën - Communication Financière  
75, avenue de la Grande-Armée - 75116 Paris



Par e-mail : [communication-financiere@mpsa.com](mailto:communication-financiere@mpsa.com)



# RAPPORT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

2012 a été une année particulièrement difficile et éprouvante pour le Groupe, pour ses collaborateurs, ses fournisseurs, ses concessionnaires et ses actionnaires.

Dans un contexte de crise de la zone euro et de contraction forte du marché automobile européen, principalement dans les pays d'Europe du sud comme l'Espagne et l'Italie, mais aussi en France, le Groupe a été particulièrement touché.

Il a cependant posé les bases de son rebond en engageant d'importantes actions pour préparer son avenir, poursuivre son internationalisation et sa stratégie de montée en gamme, la diversification de ses marques et enfin préserver sa trésorerie.

Une Alliance stratégique majeure a été signée avec General Motors afin de développer des synergies et des économies d'échelle, fondamentales dans l'industrie automobile. C'est ainsi qu'ont été signés fin 2012, trois projets de développement de véhicules sous les marques Peugeot, Citroën et Opel et destinés à être montés sur des plateformes du Groupe, ainsi qu'une joint-venture dans le domaine des achats.

Une augmentation de capital liée à cette Alliance a été réalisée, marquant l'entrée de General Motors au capital de PSA à hauteur de 7 %, et à laquelle a souscrit l'actionnaire de référence montrant ainsi sa confiance dans l'avenir du Groupe.

En Chine, marché stratégique pour le Groupe, celui-ci a poursuivi son développement avec la montée en puissance de DPCA, et la mise en place de sa nouvelle joint-venture CAPSA.

La Russie, troisième zone de développement international après la Chine et l'Amérique latine, a vu le démarrage industriel du site de Kaluga avec la production de la Peugeot 408.

Notre Groupe a également dû prendre des décisions lourdes et douloureuses.

En France, un important plan de restructuration incluant l'arrêt de la production sur le site d'Aulnay en 2014 a été engagé. Il comporte un dispositif d'accompagnement social très complet, permettant de proposer une solution à tous les salariés concernés.

Le Groupe a en même temps confirmé sa volonté de préserver son ancrage industriel en France, avec notamment la signature d'un accord de compétitivité à Sevelnord permettant d'engager avec Toyota la production en commun d'un futur véhicule utilitaire.

Symbole de cet ancrage industriel fort, l'usine de Sochaux a fêté 100 ans de production en septembre dernier.

La garantie de l'État a été obtenue pour Banque PSA Finance afin de lui permettre de continuer son activité de financement des clients et des concessionnaires.

Afin de maintenir un haut niveau de trésorerie, le Groupe a procédé à la vente de différents actifs immobiliers et a cédé 75 % du capital de GEFCO à Russian Railways pour lui permettre d'accélérer son développement.

L'année 2012 a également vu le lancement avec succès de plusieurs véhicules comme la Peugeot 208, ou les véhicules équipés de la technologie Hybride diesel (Citroën DS5, Peugeot 3008, 508, 508 RXH), le Groupe devenant ainsi le leader mondial de cette technologie et le numéro 2 européen des véhicules hybrides.

La stratégie de montée en gamme et de développement du « luxe à la française » a été poursuivie avec le succès de la gamme DS de Citroën.

Votre Conseil de Surveillance a approuvé les projets de résolutions proposés par le Directoire et qui sont soumis à votre vote.

Il vous propose également de renouveler les mandats de MM. Jean-Philippe Peugeot, Robert Peugeot, Henri Philippe Reichstul et Geoffroy Roux de Bezieux, de nommer comme nouveau membre du Conseil de Surveillance Madame Patricia Barbizet et de ratifier la cooptation de M. Louis Gallois nommé membre référent.

Afin de mieux associer les salariés aux orientations stratégiques de l'entreprise, il vous est également proposé de nommer au Conseil de Surveillance Madame Anne Valleron en qualité de représentant des salariés actionnaires et de M. Jean-François Kondratiuk en qualité de représentant des salariés.

Dans cet esprit, et afin de resserrer la gouvernance du Groupe, MM. Ernest-Antoine Seillière et Joseph Toot Jr. ont accepté de mettre fin, par anticipation, à leurs mandats. Le Conseil de Surveillance tient à les remercier vivement et chaleureusement pour la qualité de leur contribution aux travaux du Conseil.

Enfin, lors de sa réunion du 12 mars 2013, le Conseil de Surveillance a nommé, par anticipation, à compter du 2 avril, un nouveau Directoire resserré autour de Philippe Varin afin de poursuivre et accélérer la mise en place des étapes du redressement du Groupe.

# COMMENT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ?

## QUI PEUT PARTICIPER À L'ASSEMBLÉE ?

Vous pouvez **assister personnellement** à l'Assemblée Générale ou bien **voter par correspondance ou par procuration**.

Les deux conditions requises sont :

- ▶ la détention d'actions Peugeot S.A. (quel que soit le nombre en votre possession) ;
- ▶ la justification de votre qualité d'actionnaire au plus tard le vendredi 19 avril 2013 à 0 h 00, heure de Paris.

## VOTRE PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EST FACILITÉE

**Vous n'avez pas besoin d'immobiliser vos titres pour participer à l'Assemblée Générale.**

### SI VOS ACTIONS SONT NOMINATIVES

*(compte nominatif pur ou nominatif administré)*

Votre qualité d'actionnaire résulte de l'inscription de vos actions dans le registre des actionnaires nominatifs tenu par Peugeot S.A.

Vous n'avez donc **aucune démarche particulière** à faire pour apporter cette preuve.

### SI VOS ACTIONS SONT AU PORTEUR

*(compte titres ou PEA tenus par une banque, un intermédiaire financier)*

Votre qualité d'actionnaire est certifiée par « **l'attestation de participation** » délivrée par la banque ou l'intermédiaire financier gestionnaire de votre compte titres.

Elle atteste que vous êtes bien actionnaire **trois jours ouvrés avant la date de l'Assemblée**.

Votre banque ou votre intermédiaire financier établira cette attestation et la joindra à votre demande de carte d'admission ou à votre formulaire de vote/procuration, lors de la transmission de votre formulaire à la Société Générale – Service des Assemblées.

En cas de vente de tout ou partie de vos titres, alors que vous auriez déjà effectué les démarches de participation à l'Assemblée, c'est votre banque ou votre intermédiaire financier qui se chargera de faire annuler votre participation à notre Assemblée.



## COMMENT VOUS INFORMER ?

Les actionnaires peuvent se procurer les documents relatifs à l'Assemblée prévus aux articles R. 225-83 et R. 225-88 du Code de commerce par simple demande adressée à la Société Générale – Service des Assemblées. Ces documents sont également mis à la disposition des actionnaires au siège social de la société.

Dans ce cadre, le document de référence 2012 est à votre disposition sur simple demande.

**Vous pouvez également consulter à compter de son dépôt à l'AMF le document de référence 2012 sur le site [www.psa-peugeot-citroen.com](http://www.psa-peugeot-citroen.com).**

## COMMENT TRANSMETTRE VOS QUESTIONS ÉCRITES AU PRÉSIDENT DU DIRECTOIRE AU PLUS TARD LE 18 AVRIL 2013 ?



### PAR LETTRE RECOMMANDÉE AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION :

PSA Peugeot Citroën  
Communication Financière  
75, avenue de la Grande-Armée – 75116 Paris



### PAR E-MAIL : [communication-financiere@mpsa.com](mailto:communication-financiere@mpsa.com)

Votre demande doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte.

Les réponses aux questions écrites pourront être publiées directement sur le site Internet de la société, <http://www.psa-peugeot-citroen.com/Actionnaire>, Rubrique Assemblée Générale.

## COMMENT TRANSMETTRE VOS DEMANDES D'INSCRIPTION À L'ORDRE DU JOUR DE POINTS OU DE PROJETS DE RÉOLUTION ?

Les actionnaires remplissant les conditions légales et réglementaires peuvent effectuer des demandes d'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions.

Les **demandes d'inscription à l'ordre du jour de points ou de projets de résolutions** présentés par les actionnaires doivent être envoyées au siège social par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Président du Directoire ou par voie électronique à l'adresse [communication-financiere@mpsa.com](mailto:communication-financiere@mpsa.com) à compter de la publication du présent avis et doivent parvenir à la société au plus tard vingt-cinq jours avant l'Assemblée Générale, soit **au plus tard le 30 mars 2013**.

Les actionnaires devront joindre à leur demande les documents requis par les dispositions légales et réglementaires.

Les projets de résolution présentés, ainsi que la liste des points ajoutés, à l'ordre du jour, le cas échéant par les actionnaires, seront publiés sur le site Internet de la société, <http://www.psa-peugeot-citroen.com/Actionnaire>, Rubrique Assemblée Générale.



## COMMENT VOTER ?

### VOUS DÉSIREZ ASSISTER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Pour faciliter votre accès à l'Assemblée, vous pouvez demander une carte d'admission. Il vous suffit pour cela de cocher la **case A** en partie supérieure du formulaire, de dater et signer en bas du formulaire, d'inscrire vos nom, prénom et adresse en bas à droite du formulaire ou de les vérifier s'ils y figurent déjà.

**Pour les actions inscrites au nominatif**, vous transmettez votre demande, directement, à l'aide de l'enveloppe-réponse T jointe au pli de convocation.

**Pour les actions inscrites au porteur**, vous transmettez votre demande à votre banque ou intermédiaire financier gestionnaire de votre compte-titres, qui joindra l'attestation de participation avant de les faire suivre à la Société Générale – Service des Assemblées, BP 81236, 44312 Nantes cedex 3.

La demande doit être faite le plus tôt possible.

UNE CARTE D'ADMISSION VOUS SERA ADRESSÉE.

### VOUS NE POUVEZ PAS ASSISTER À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Pour voter, vous avez le choix entre trois options :

#### 1 VOTER PAR CORRESPONDANCE

- ▶ cochez la **case 1** du formulaire ;
- ▶ indiquez votre vote ;
- ▶ **datez et signez** en bas du formulaire.

Si vous désirez voter « contre » une résolution ou vous « abstenir » (l'abstention étant assimilée à un vote contre), vous noircissez la case correspondant au numéro de la résolution concernée. Vous ne noircissez aucune case si vous votez « pour » à chaque résolution.

#### 2 DONNER PROCURATION À VOTRE CONJOINT, À VOTRE PARTENAIRE AVEC LEQUEL VOUS AVEZ CONCLU UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITÉ, À UN AUTRE ACTIONNAIRE OU À TOUTE AUTRE PERSONNE PHYSIQUE OU MORALE DE VOTRE CHOIX

- ▶ cochez la **case 3** du formulaire ;
- ▶ précisez l'identité (nom, prénom) et l'adresse de la personne qui vous représentera ;
- ▶ **datez et signez** en bas du formulaire.

**Pour les actions inscrites au nominatif**,

Vous transmettez votre demande, directement, à l'aide de l'enveloppe-réponse T jointe au pli de convocation.

**Pour les actions inscrites au porteur**,

Vous transmettez votre formulaire à votre banque ou intermédiaire financier gestionnaire de votre compte-titres, qui joindra l'attestation de participation avant de les faire suivre à la Société Générale – Service des Assemblées.

#### 3 DONNER PROCURATION AU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (LE PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE) OU SANS INDICATION DE MANDATAIRE

- ▶ cochez la **case 2** du formulaire ;
- ▶ **datez et signez** en bas du formulaire.

Il est précisé que pour toute procuration d'un actionnaire sans indication de mandataire, le Président de l'Assemblée émettra un vote favorable à l'adoption de projets de résolutions présentés ou agréés par le Directoire et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions.

Conformément à l'article R. 225-79 du Code de commerce, la notification à la société de la désignation et de la révocation d'un mandataire (nom, prénom et adresse de l'actionnaire et du mandataire) peut s'effectuer par voie électronique à l'adresse [psa-ag-mandataire@mps.com](mailto:psa-ag-mandataire@mps.com), trois jours au moins avant la date de l'Assemblée, **soit le 21 avril 2013**.

Votre choix peut porter sur les possibilités suivantes :

Cochez la **case A.**

Remplissez un des trois **cadres 1, 2 ou 3** ci-dessous.

Vous devez faire établir une attestation de participation par votre teneur de compte qui la joindra à ce formulaire.

Cochez ici et suivez les instructions.

Cochez ici.

Cochez ici et inscrivez les coordonnées de cette personne.





# ORDRE DU JOUR

## ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

- ▶ Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2012.
- ▶ Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2012.
- ▶ Affectation des résultats.
- ▶ Approbation d'une convention réglementée relative aux engagements de souscription pris par FFP et Établissements Peugeot Frères dans le cadre de l'augmentation de capital réalisée par la société en mars 2012.
- ▶ Approbation de conventions réglementées conclues dans le cadre de la cession par la société de 75 % du capital de la société GEFCO.
- ▶ Approbation d'une convention réglementée relative à la constitution d'un gage-espèces en garantie d'obligations de paiement des sociétés Automobiles Peugeot, Automobiles Citroën et Peugeot Citroën Automobiles.
- ▶ Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Jean-Philippe PEUGEOT).
- ▶ Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Robert PEUGEOT).
- ▶ Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Henri Philippe REICHSTUL).
- ▶ Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Geoffroy ROUX de BEZIEUX).
- ▶ Nomination d'un membre du Conseil de Surveillance (Mme Patricia BARBIZET).
- ▶ Ratification de la cooptation d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Louis GALLOIS).
- ▶ Nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires (Mme Anne VALLERON).
- ▶ Nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés (M. Jean-François KONDRATIUK).
- ▶ Autorisation donnée au Directoire à l'effet de permettre à la société d'opérer sur ses propres actions dans la limite de 10 % du capital.





## ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

- ▶ Autorisation donnée au Directoire de réduire le capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société dans la limite de 10 % du capital.
- ▶ Autorisation donnée au Directoire à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la société, sous conditions de performance.
- ▶ Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des titres donnant directement ou indirectement accès au capital de la société ou de filiales, et/ou d'augmenter le capital social par incorporations de réserves, bénéfices, primes ou autres avec maintien du droit préférentiel de souscription.
- ▶ Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital de la société ou de filiales avec suppression du droit préférentiel de souscription, par offre au public.
- ▶ Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital de la société ou de filiales avec suppression du droit préférentiel de souscription, par une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier.
- ▶ Autorisation donnée au Directoire à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'augmentation du capital de la société ou de filiales avec ou sans droit préférentiel de souscription.
- ▶ Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance et ne donnant pas lieu à augmentation du capital de la société.
- ▶ Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet de procéder à une ou des augmentations du capital social réservées aux salariés, avec suppression du droit préférentiel de souscription.
- ▶ Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la société.
- ▶ Modification de l'article 10 des statuts afin de permettre la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires, en application de l'article L. 225-71 du Code de commerce.
- ▶ Modification de l'article 10 des statuts afin de permettre la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés.
- ▶ Modification de l'article 10 des statuts afin de permettre l'élection, par les salariés, d'un salarié membre du Conseil de Surveillance de la société, en application des articles L. 225-79 et suivants du Code de commerce.
- ▶ Modification des dispositions de l'article 7 des statuts relatives aux déclarations de franchissement de seuils.
- ▶ Modification de l'article 11 des statuts relative aux Assemblées Générales – Vote électronique
- ▶ Pouvoirs pour formalités.



# RAPPORT DU DIRECTOIRE SUR LES PROJETS DE RÉSOLUTIONS

PRÉSENTÉES À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 24 AVRIL 2013

Mesdames, Messieurs, Chers Actionnaires,

Nous vous avons réunis en Assemblée Générale mixte (ordinaire et extraordinaire) afin de vous prononcer sur les projets de résolutions ayant pour objet les points suivants :

Nous vous rappelons que les différentes informations devant figurer dans le rapport annuel et dans le rapport de gestion du Directoire sont incluses dans le document de référence 2012 qui sera déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) et mis à votre disposition conformément aux dispositions légales et réglementaires, notamment sur le site Internet du groupe PSA Peugeot Citroën ([www.psa-peugeot-citroen.com](http://www.psa-peugeot-citroen.com)). Pour de plus amples détails, nous vous invitons à consulter les tables de concordance du document de référence 2012, qui renvoient aux paragraphes pertinents du document de référence 2012.

## RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

### I. APPROBATION DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE 2012 ET AFFECTATION DES RÉSULTATS (Première, deuxième et troisième résolutions)

Nous vous proposons d'approuver les comptes sociaux (première résolution) et consolidés (deuxième résolution) de Peugeot S.A. (la « société ») au titre l'exercice clos le 31 décembre 2012, tels qu'ils vous auront été présentés.

Les comptes sociaux de la société au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012 font ressortir un bénéfice de 61 213 741,24 euros, contre un bénéfice de 444 119 935,37 euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les comptes consolidés font ressortir un résultat négatif net part du Groupe de 5 010 millions d'euros, contre un résultat de 588 millions d'euros au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2011.

Les informations détaillées concernant les comptes annuels pour l'exercice 2012, ainsi que la marche des affaires sociales au cours de l'exercice 2012, figurent dans le document de référence 2012.

La troisième résolution a pour objet de décider de l'affectation du résultat de l'exercice 2012, qui fait ressortir un bénéfice de 61 213 741,24 euros.

Compte tenu des résultats du Groupe en 2012, de la nécessité de doter la réserve légale conformément aux dispositions de l'article L. 232-10 du Code de commerce suite à l'augmentation de capital réalisée le 29 mars 2012, et afin d'affecter en priorité les ressources financières au développement du Groupe, il vous est proposé de doter la réserve légale à hauteur de 3 060 688 euros et d'affecter le solde du bénéfice au compte « Report à nouveau », dont le solde bénéficiaire serait porté à 2 200 509 439,02 euros.

Il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des exercices 2009 et 2011, le dividende versé au titre de l'exercice 2010 s'étant élevé à 1,10 euro par action.



## II. APPROBATION DE CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2012 (Quatrième, cinquième et sixième résolutions)

Les quatrième à sixième résolutions portent sur l'approbation des conventions réglementées, au sens des articles L. 225-86 et suivants du Code de commerce, qui ont été autorisées par le Conseil de Surveillance et conclues par la société au cours de l'exercice 2012, et qui font l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux Comptes.

Pour répondre aux exigences de bonne gouvernance d'entreprise, le Directoire a décidé de soumettre ces conventions à l'approbation de l'Assemblée Générale dans le cadre de trois résolutions séparées.

La quatrième résolution concerne la signature, le 29 février 2012, entre la société et les sociétés FFP et Établissement Peugeot Frères, d'une lettre relative aux engagements de souscription pris à titre irrévocable par les sociétés FFP et Établissement Peugeot Frères dans le cadre de l'augmentation de capital réalisée par la société en mars 2012. La signature de cette lettre a été autorisée par le Conseil de Surveillance dans sa séance du 27 février 2012.

La cinquième résolution concerne la conclusion des conventions suivantes par la société, dans le cadre de la réalisation de la cession de 75 % du capital et des droits de vote de la société GEFCO à la société JSC Russian Railways :

- un contrat de prestation de services transitoires intitulé « *Transition Services Agreement* » conclu avec GEFCO le 20 décembre 2012, prévoyant la poursuite de prestations de services réciproques, pendant une période de six à douze mois en fonction du service concerné, ces services pouvant éventuellement être assurés pour une durée complémentaire de six mois, et ce afin d'assurer, pour la société et pour GEFCO, une bonne transition suite à la cession du contrôle de GEFCO. Ces services transitoires portent sur l'assistance en matière notamment juridique, d'achats, de ressources humaines, d'immobilier, de financement et d'informatique. La conclusion de ce contrat a été autorisée par le Conseil de Surveillance dans sa séance du 18 décembre 2012 ;
- une convention intitulée « *Shareholder Loan Agreement* » conclue avec GEFCO le 18 décembre 2012, concernant la mise à disposition par la société, à titre transitoire, au bénéfice de GEFCO d'une facilité de crédit sous forme d'avance en compte courant d'actionnaire, pour un montant de 350 millions d'euros, son remboursement étant prévu dès la mise en place d'un refinancement externe par GEFCO et au plus tard le 30 juin 2013.

Cette convention a été autorisée par le Conseil de Surveillance dans sa séance du 18 décembre 2012 ;

- trois conventions intitulées « *Delegation Agreement* » conclues le 18 décembre 2012, l'une avec GEFCO et la société Automobiles Citroën, la seconde avec GEFCO et la société Automobiles Peugeot, et la troisième avec GEFCO et la société Peugeot Citroën Automobiles, chacune de ces conventions ayant pour objet de sécuriser les droits de la société au titre du *Shareholder Loan Agreement* mentionné ci-dessus. Dans le cadre de ces conventions, Automobiles Citroën, Automobiles Peugeot et Peugeot Citroën Automobiles pourront chacune être amenée, en cas de défaut de paiement de GEFCO au titre de la facilité de crédit consentie par la société, à s'acquitter auprès de la société des montants par ailleurs dus par elles à GEFCO au titre d'un contrat de prestations de services logistiques qu'elles ont toutes trois signé avec GEFCO, et ce à hauteur du montant du remboursement de ladite facilité de crédit.

Ces conventions ont chacune été autorisées par le Conseil de Surveillance dans sa séance du 18 décembre 2012.

La sixième résolution concerne la constitution, par la société, d'un gage-espèces dans le cadre d'un programme de cession de créances commerciales auquel participent les sociétés Automobiles Citroën, Automobiles Peugeot et Peugeot Citroën Automobiles, le gage-espèces étant constitué en faveur de l'établissement financier cessionnaire des créances, et ce afin de garantir notamment les obligations de paiement d'Automobiles Citroën, Automobiles Peugeot et Peugeot Citroën Automobiles au titre de la documentation du programme.

La mise en place de ce gage-espèces, qui a donné lieu à signature le 20 décembre 2012 d'une convention intitulée « *Cash Collateral Agreement* », a été autorisée par le Conseil de Surveillance dans sa séance du 18 décembre 2012.

Les conventions ainsi soumises à votre approbation dans le cadre des résolutions visées ci-dessus sont plus précisément présentées dans le rapport spécial des Commissaires aux Comptes sur les conventions et engagements réglementés, qui figure dans la brochure « Avis de Convocation », laquelle est accessible sur l'espace Actionnaires du site Internet du groupe PSA Peugeot Citroën ([www.psa-peugeot-citroen.com](http://www.psa-peugeot-citroen.com)).

## III. MANDATS DE MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

(Septième, huitième, neuvième, dixième, onzième, douzième, treizième et quatorzième résolutions)

### Renouvellement de mandats

(Septième, huitième, neuvième et dixième résolutions)

Les mandats de membre du Conseil de Surveillance de MM. Jean-Philippe PEUGEOT, Robert PEUGEOT, Henri Philippe REICHSTUL et Geoffroy ROUX de BEZIEUX arrivent à expiration à l'issue de la présente Assemblée Générale.

Sur proposition du Conseil de Surveillance, et afin de permettre au Conseil de continuer de bénéficier de leur expertise et de leur connaissance du Groupe, le renouvellement de ces membres est proposé à l'Assemblée par les septième, huitième, neuvième et dixième résolutions.

Conformément aux dispositions des statuts de la société, ces mandats seraient chacun renouvelés pour une durée de quatre ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2017 à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

### Nomination d'un membre

(Onzième résolution)

La onzième résolution a pour objet de nommer Mme Patricia BARBIZET en qualité de membre du Conseil de Surveillance pour une durée de quatre ans, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2017 à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.



Le comité des nominations a examiné la situation de cette candidature et a apprécié notamment que Mme Patricia BARBIZET pourrait faire bénéficier le Conseil de Surveillance de ses compétences financières.

Elle est indépendante au sens du code AFEP-MEDEF.

### **Ratification d'une cooptation** (Douzième résolution)

Le Conseil de Surveillance, réuni le 12 février 2013, a procédé à la cooptation de M. Louis GALLOIS, en qualité de membre du Conseil de Surveillance, pour la durée restant à courir du mandat de M. Marc FRIEDEL, démissionnaire, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale ordinaire appelée en 2014 à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013.

La **douzième résolution** a pour objet de soumettre à votre approbation la ratification de cette cooptation, conformément à l'article L. 225-78 du Code de commerce.

M. Louis GALLOIS a en outre été désigné en tant que membre référent et nommé au comité stratégique du Conseil de Surveillance.

Il est indépendant au sens du code AFEP-MEDEF.

### **Nomination d'un représentant des salariés actionnaires** (Treizième résolution)

Les actions détenues par les salariés du Groupe dans le cadre des dispositifs d'épargne salariale représentant plus de 3 % du capital, la société est tenue en application de l'article L. 225-71 du Code de commerce de procéder à la nomination d'un représentant des salariés actionnaires.

La **treizième résolution** a pour objet de nommer Mme Anne VALLERON en qualité de membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires. Cette nomination serait effectuée sous réserve de la modification des statuts de la société, telle que proposée par la vingt-cinquième résolution soumise à votre

Assemblée. Mme Anne VALLERON a été désignée par les conseils de surveillance des fonds communs de placement d'entreprise (FCPE) investis en actions Peugeot S.A. en application de la procédure prescrite par la loi et définie par les statuts de la société tels que modifiés par la vingt-cinquième résolution.

Compte tenu de sa qualité de salariée, Mme Anne VALLERON ne pourrait être qualifiée de membre indépendant du Conseil de Surveillance au sens du code AFEP-MEDEF.

### **Nomination d'un représentant des salariés** (Quatorzième résolution)

La **quatorzième résolution** a pour objet de nommer M. Jean François KONDRATIUK en qualité de membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés.

Cette nomination traduit le souhait du Directoire et du Conseil de Surveillance de mieux associer les salariés à la définition de la stratégie de l'entreprise, conformément à l'esprit de l'accord national interprofessionnel conclu entre les partenaires sociaux en janvier 2013 et du projet de loi de sécurisation de l'emploi.

Cette nomination serait effectuée sous réserve de la modification des statuts de la société, telle que proposée par la vingt-sixième résolution soumise à votre Assemblée. Compte tenu de l'adoption prochaine de dispositions législatives relatives à la représentation des salariés au sein des conseils, M. Jean François KONDRATIUK serait nommé pour une durée de deux ans, et ce, afin de ne pas préjuger du futur dispositif légal en matière de représentation des salariés.

Compte tenu de sa qualité de salarié, M. Jean François KONDRATIUK ne pourrait être qualifié de membre indépendant du Conseil de Surveillance au sens du code AFEP-MEDEF.

Les renseignements relatifs à l'expérience professionnelle des personnes dont le renouvellement ou la nomination sont proposés et au nombre d'actions qu'elles détiennent sont détaillés dans la brochure Avis de Convocation.

## **IV. AUTORISATION D'OPÉRER SUR SES PROPRES ACTIONS DANS LA LIMITE DE 10 % DU CAPITAL** (Quinzième résolution)

Par la **quinzième résolution**, il vous est proposé de renouveler l'autorisation de rachat d'actions de la société, qui avait été donnée par l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012 et qui vient à expiration le 24 octobre 2013, étant précisé que cette précédente autorisation n'a pas été mise en œuvre par la Directoire.

Cette autorisation porterait sur un maximum de 22 696 271 actions, ce qui correspond au nombre de titres qui pourraient être rachetés au regard du plafonnement légal des titres en autodétention à 10 % du capital, compte tenu du montant du capital et du nombre de titres détenus par la société. Au 31 décembre 2012, la société détenait 12 788 628 actions, soit environ 3,60 % du capital, ce chiffre étant inchangé au 12 mars 2013.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de cette autorisation serait fixé à 15 euros par action, le montant maximal alloué à ce programme de rachat s'élevant à 340 444 065 euros.

La mise en œuvre éventuelle de cette autorisation de rachat serait soumise à l'accord préalable de l'État, conformément aux engagements pris par le Groupe dans le cadre du soutien accordé par l'État sous la forme d'une garantie de certaines émissions de titres de créances de la société Banque PSA Finance.

Sous cette réserve, les opérations pourraient être réalisées à tout moment, à l'exclusion des périodes d'offre publique sur le capital de la société, et par tous moyens, en Bourse ou de gré à gré, conformément aux dispositions de l'article L. 225-209 du Code de commerce et aux règles édictées par l'Autorité des Marchés Financiers.

Les finalités de ces opérations de rachat d'actions pourraient être : la réduction du capital de la société, la couverture des plans d'options d'achat d'actions, l'attribution gratuite d'actions sous conditions de performance, la cession ou la remise d'actions dans le cadre d'opérations d'actionnariat salarié, la remise d'actions dans le cadre d'opérations financières donnant accès au capital, le recours à un prestataire de services d'investissement afin d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre de la société ou la remise dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport.

Cette autorisation serait consentie pour une durée maximale de dix-huit mois à compter de la présente Assemblée, soit jusqu'au 30 novembre 2014.



# RÉSOLUTIONS DE LA COMPÉTENCE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

## V. AUTORISATION DE RÉDUIRE LE CAPITAL PAR VOIE D'ANNULATION D'ACTIONS RACHETÉES PAR LA SOCIÉTÉ

(Seizième résolution)

La seizième résolution renouvelle l'autorisation donnée au Directoire de procéder à la réduction du capital par voie d'annulation de toute ou partie des actions que la société détient, ou pourra détenir, en conséquence de toute autorisation de rachat d'actions conférée par l'Assemblée notamment au titre de la quinzième résolution ci-avant, dans la limite de 10 % du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois.

La mise en œuvre éventuelle de cette autorisation de rachat serait soumise à l'accord préalable de l'État, conformément aux

engagements pris par le Groupe dans le cadre du soutien accordé par l'État sous la forme d'une garantie de certaines émissions de titres de créances de la société Banque PSA Finance.

Cette autorisation, donnée pour une période de vingt-quatre mois, se substituerait à celle votée lors de l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012, au titre de laquelle le Directoire n'a procédé à aucune annulation d'actions au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

## VI. AUTORISATION À L'EFFET DE PROCÉDER À DES ATTRIBUTIONS GRATUITES D'ACTIONS SOUS CONDITIONS DE PERFORMANCE

(Dix-septième résolution)

Par la dix-septième résolution, il vous est proposé de renouveler, pour une durée de 26 mois, l'autorisation de procéder à des attributions gratuites d'actions sous conditions de performance, qui avait été conférée au Directoire par l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012 et qui vient à expiration le 24 juin 2013, étant précisé que cette précédente autorisation n'a donné lieu à aucune attribution gratuite d'actions.

En vertu de l'autorisation ainsi soumise à votre approbation, le Directoire aurait la possibilité de procéder, en une ou plusieurs fois, à des attributions gratuites d'actions, existantes ou à émettre, de la société, sous conditions de performance, au profit de membres du personnel salarié et/ou de mandataires sociaux de la société ou de sociétés et groupements d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, et ce dans la limite de 0,85 % du capital social, soit un pourcentage identique à celui qui résultait de l'autorisation résultant de la résolution approuvée par l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012.

L'objectif de cette résolution est de permettre d'associer plus étroitement les dirigeants et salariés à la performance économique du Groupe.

Il est rappelé que, conformément aux statuts de la Société, la mise en œuvre éventuelle de cette autorisation par le Directoire serait soumise à l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

Une éventuelle attribution gratuite d'actions aux mandataires sociaux serait soumise à l'accord préalable de l'État, conformément aux engagements pris par le Groupe dans le cadre du soutien accordé par l'État sous la forme d'une garantie de certaines émissions de titres de créances de la société Banque PSA Finance.

L'attribution des actions aux bénéficiaires serait soumise, d'une part à une période d'acquisition d'au moins deux années suivie d'une période de conservation minimale de deux années (sauf en cas de période d'acquisition supérieure à quatre années), et d'autre part, à la condition d'une présence effective dans le Groupe à l'issue de la période d'acquisition sauf cas particuliers définis dans le plan

d'attribution (*i.e.* décès, invalidité, etc.). L'attribution des actions permettrait ainsi de fidéliser les divers talents du Groupe en les associant à la performance à moyen terme du titre Peugeot S.A.

Pour l'ensemble des bénéficiaires, l'acquisition définitive des actions attribuées gratuitement serait soumise à des conditions de performance, déterminées par le Directoire en accord avec le Conseil de Surveillance, évaluées sur plusieurs années et fixées par référence à des objectifs internes et/ou externes au Groupe. Pour mémoire, dans le cadre du dernier plan d'attribution gratuite d'actions mis en œuvre au sein du Groupe (plan d'attribution décidé en 2010), l'acquisition définitive des actions gratuites par chaque bénéficiaire était ainsi soumise à l'atteinte d'objectifs en termes de résultat opérationnel courant du Groupe cumulé sur trois ans, hors Faurecia mais incluant la part des activités menées en Chine, mises en équivalence dans les résultats.

Ainsi, en cas de mise en œuvre de cette autorisation, l'attribution définitive des actions à chaque bénéficiaire pourra être nulle, partielle ou totale, en fonction du niveau d'atteinte des objectifs qui seront définis dans le ou les plan(s) d'attribution d'actions gratuites.

Conformément à la réglementation applicable, pour toute éventuelle attribution gratuite d'actions aux membres du Directoire, le Conseil de Surveillance soit déciderait que ces actions ne pourront pas être cédées par les intéressés avant la cessation de leurs fonctions, soit fixerait la quantité de ces actions qu'ils seraient tenus de conserver au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions.

En application des dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, un rapport du Directoire rendra compte, le cas échéant, des opérations intervenues en exécution de cette autorisation.

Par ailleurs, et comme cela avait déjà été le cas pour l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012, il convient de noter qu'il n'est pas proposé à l'Assemblée Générale de résolution visant à conférer une autorisation au Directoire de consentir des options de souscription ou d'achat d'actions de la société.





## VII. AUTORISATIONS ET DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCE À L'EFFET D'ÉMETTRE DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT ACCÈS AU CAPITAL, AVEC OU SANS DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION

(Dix-huitième, dix-neuvième, vingtième et vingt et une résolutions)

Votre Directoire dispose d'autorisations et de délégations de compétences ayant pour objet l'émission d'actions et/ou de valeurs mobilières donnant accès au capital de la société, en France, à l'étranger et/ou sur les marchés internationaux, avec maintien ou avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, qui lui ont été conférées par l'Assemblée Générale mixte du 31 mai 2011 et qui viennent toutes à échéance en 2013.

Par les dix-huitième, dix-neuvième, vingtième et vingt et unième résolutions, il vous est proposé de renouveler ces autorisations et délégations, dans les conditions ci-après exposées, afin de permettre au Directoire de disposer de toute la flexibilité nécessaire dans le choix des émissions envisageables et des possibilités offertes par les marchés financiers.

Il vous est proposé de fixer comme suit les limites des montants des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu des dix-septième, dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions :

- ▶ le montant nominal maximal des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires en vertu de la dix-huitième résolution serait fixé à 177 424 496 euros, soit 50 % du capital social tel que constaté au 12 mars 2013.

Sur ce plafond de 177 424 496 euros s'imputerait par ailleurs le montant nominal total des augmentations de capital qui seraient réalisées immédiatement et/ou à terme, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en vertu de la dix-neuvième et de la vingtième résolution, ainsi que le montant nominal total des augmentations de capital réservées aux salariés qui seraient réalisées en vertu de la vingt-troisième résolution ci-après.

Ce plafond de 177 424 496 euros constituerait donc le plafond nominal global applicable à l'ensemble des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées avec ou sans droit préférentiel de souscription en vertu des résolutions précitées ;

- ▶ le montant nominal maximal des augmentations du capital social susceptibles d'être réalisées, immédiatement et/ou à terme, avec suppression du droit préférentiel de souscription, que ce soit dans le cadre d'offres au public en vertu de la dix-neuvième résolution ou dans le cadre de placements privés en vertu de la vingtième résolution, ferait en outre l'objet d'un plafond spécifique, qui serait fixé à 70 969 799 euros, soit 20 % du capital social tel que constaté au 12 mars 2013, ce montant constituant donc un sous plafond au regard du plafond de 177 424 496 euros visé ci-dessus ;
- ▶ les plafonds ci-dessus incluent le montant nominal des titres qui seraient émis en cas d'utilisation de l'autorisation, conférée par la vingt et unième résolution, d'augmenter la taille d'une émission, dans la limite de 15 %, afin de satisfaire à des sursouscriptions.

Ces plafonds d'augmentation de capital s'entendent compte non tenu du montant nominal des actions supplémentaires qui seraient à émettre afin de préserver (conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement) les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la société.

S'agissant des valeurs mobilières représentatives de créances donnant, immédiatement et/ou à terme, accès au capital susceptibles d'être émises en vertu des dix-huitième, dix-neuvième, vingtième et vingt et unième résolutions, il vous est proposé de fixer les limites de montants suivantes :

- ▶ le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances susceptibles d'être émises avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires en vertu de la dix-huitième résolution serait fixé à 1 500 000 000 euros (ou, en cas d'émission en autres monnaies ou unité de compte, la contrevaletur en euro de ce montant à la date de décision d'émission).

Sur ce plafond de 1 500 000 000 euros s'imputerait par ailleurs le montant nominal total des valeurs mobilières représentatives de créances qui seraient émises, avec suppression du droit préférentiel de souscription, en vertu de la dix-neuvième et de la vingtième résolution.

Ce plafond de 1 500 000 000 euros constituerait donc le plafond nominal global applicable à l'ensemble des valeurs mobilières représentatives de créances susceptibles d'être réalisées avec ou sans droit préférentiel de souscription en vertu des résolutions précitées ;

- ▶ le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances susceptibles d'être émises avec suppression du droit préférentiel de souscription, que ce soit dans le cadre d'offres au public en vertu de la dix-neuvième résolution ou dans le cadre de placements privés en vertu de la vingtième résolution, ferait en outre l'objet d'un plafond spécifique, qui serait fixé à 600 000 000 euros (ou, en cas d'émission en autres monnaies ou unité de compte, la contrevaletur en euro de ce montant à la date de décision d'émission), ce montant constituant donc un sous plafond au regard du plafond de 1 500 000 000 euros visé ci-dessus ;
- ▶ les plafonds ci-dessus incluent le montant nominal des valeurs mobilières représentatives de créances qui seraient émises en cas d'utilisation de l'autorisation conférée par la vingt et unième résolution d'augmenter la taille d'une émission, dans la limite de 15 %, afin de satisfaire à des sursouscriptions.

Les plafonds ci-dessus ne s'appliquent ni au montant des valeurs mobilières représentatives de créances donnant droit à l'attribution de titres de créance qui seraient émises sur le fondement de la délégation conférée par la vingt-deuxième résolution ci-après, ni au montant de tous titres de créance dont l'émission serait par ailleurs décidée ou autorisée par le Directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce et aux dispositions des statuts de la société.

Il est rappelé que, conformément aux statuts de la société, la réalisation par le Directoire de toute émission de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital, avec ou sans droit préférentiel de souscription, est soumise à autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

Il est par ailleurs également rappelé qu'en cas d'offre publique portant sur les titres de la société, ces autorisations seraient automatiquement suspendues pendant la période d'offre publique et que leur mise en œuvre devrait faire l'objet d'une approbation ou d'une confirmation par l'Assemblée Générale, conformément à la législation en vigueur.



**Délégation de compétence à l'effet de procéder à des augmentations de capital par émissions de valeurs mobilières, avec maintien du droit préférentiel de souscription, ou par incorporations de réserves, bénéfices, primes ou autres**  
(Dix-huitième résolution)

La **dix-huitième résolution** a pour objet de déléguer au Directoire la compétence pour décider l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires de la société ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou de toute société dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social, et ce dans la limite des plafonds indiqués ci-avant.

Le Directoire serait notamment autorisé à procéder à des augmentations du capital de la société par incorporation au capital de bénéfices, réserves, primes, ou tout autre élément susceptible d'être incorporé au capital de la société, avec attribution d'actions gratuites et/ou élévation de la valeur nominale des actions existantes.

Les valeurs mobilières donnant accès à des actions pourraient notamment consister en des bons de souscription d'actions ordinaires, des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Ces valeurs mobilières pourraient également revêtir la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou indéterminée.

L'émission en vertu de cette délégation de valeurs mobilières donnant accès au capital emporterait renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises pourraient donner droit.

Cette délégation se substituerait à la délégation consentie par l'Assemblée Générale mixte du 31 mai 2011 dans sa quinzième résolution, laquelle a été utilisée en 2012, la société ayant procédé en mars 2012 à une augmentation de capital de 999 013 088,96 euros par émission de 120 799 648 actions avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires.

Cette délégation serait consentie pour une durée de 26 mois.

**Délégation de compétence à l'effet de procéder à des augmentations de capital par émissions de valeurs mobilières, avec suppression du droit préférentiel de souscription**  
(Dix-neuvième et vingtième résolutions)

Les **dix-neuvième** et **vingtième résolutions** ont pour objet de déléguer au Directoire la compétence pour décider l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires de la société ainsi que de toutes valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou de toute société dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social, et ce dans la limite des plafonds indiqués ci-avant.

Le Directoire estime en effet nécessaire de disposer de la possibilité de recourir à de telles opérations. La suppression du droit préférentiel de souscription permet, d'une manière générale, de disposer d'une plus grande flexibilité pour saisir les opportunités offertes par le marché, et peut s'avérer nécessaire pour procéder à des augmentations de capital dans les meilleures conditions selon les conditions de marché ou la nature des titres à émettre. Depuis l'ordonnance n° 2009-80 du 22 janvier 2009, la suppression du droit préférentiel de souscription peut en particulier permettre de réaliser des opérations dans le cadre de placements privés, c'est-à-dire dans le cadre d'une offre qui s'adresse exclusivement à des personnes fournissant le service d'investissement de gestion de portefeuille pour compte de tiers, à des « investisseurs qualifiés » ou à un cercle restreint d'investisseurs, sous réserve que ces derniers agissent pour compte propre.

À cet effet, et conformément à la recommandation émise par l'Autorité des Marchés Financiers le 6 juillet 2009, deux résolutions distinctes sont soumises à votre approbation afin de vous permettre d'exprimer un vote distinct sur, d'une part, les opérations par offre au public (dix-neuvième résolution) et, d'autre part, sur les opérations par placement privé (vingtième résolution).

Ces deux délégations emporteraient chacune de plein droit renonciation, de la part des actionnaires, à leur droit préférentiel de souscription aux actions ou autres valeurs mobilières qui pourraient être ainsi émises. S'agissant de la dix-neuvième résolution, le Directoire pourra néanmoins réserver aux actionnaires un délai de priorité leur permettant de souscrire les actions ou autres valeurs mobilières avant le public.

Les valeurs mobilières donnant accès à des actions pourraient notamment consister en des bons de souscription d'actions ordinaires, des titres de créances ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires. Ces valeurs mobilières pourraient également revêtir la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou indéterminée.

L'émission en vertu de ces deux délégations de valeurs mobilières donnant accès au capital emporterait renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires auxquelles les valeurs mobilières qui seraient émises pourraient donner droit.

Par ailleurs, et conformément à la réglementation, le prix d'émission de chacune des actions qui seraient créées par souscription, conversion, échange ou exercice de bons de souscription, serait au moins égal à la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de la Bourse de Paris précédant sa fixation, diminuée d'une décote maximale de 5 %.

Outre les plafonds indiqués ci-avant, il est précisé que, conformément à la loi, les émissions de titres de capital qui seraient réalisées dans le cadre d'opérations par placement privé en vertu de la vingtième résolution seraient limitées à 20 % du capital par an.

Ces deux délégations se substitueraient aux délégations consenties par l'Assemblée Générale mixte du 31 mai 2011 dans, respectivement, les seizième et dix-septième résolutions, lesquelles n'ont pas fait l'objet d'une utilisation par le Directoire.

Chacune de ces deux délégations serait consentie pour une durée de 26 mois.

**Autorisation à l'effet de pouvoir augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre d'augmentations de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription**  
(Vingt et unième résolution)

En complément des dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions présentées ci-avant, il vous est proposé, par la **vingt et unième résolution**, de conférer au Directoire l'autorisation à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre dans le cadre de toute émission de titres donnant accès au capital, immédiatement et/ou à terme, qui serait réalisée avec ou sans droit préférentiel de souscription en application des dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions précitées.

Ce type d'autorisation, connu sous le nom d'option de sur-allocation a pour objet de permettre à la société de satisfaire aux éventuelles sursouscriptions en conférant au Directoire la faculté d'augmenter la taille d'une émission, et ce, dans les 30 jours suivant la clôture de la souscription de l'émission initiale et au même prix que celui fixé pour cette émission initiale.

En vertu de cette autorisation, le Directoire aurait la faculté d'augmenter la taille d'une émission, dans la limite de 15 % du





nombre de titres émis dans le cadre de l'émission initiale, et en tout état de cause dans le respect des plafonds applicables à cette émission initiale, tels que résultant des dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions.

Cette autorisation renouvelle l'autorisation qui avait été conférée au Directoire par l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012 et qui vient à expiration le 30 juillet 2013. Elle serait consentie pour une durée identique à la durée des délégations de compétences conférées par les dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions ci-avant, soit 26 mois.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, le Directoire, s'il faisait usage de l'une des délégations d'émission sans droit préférentiel de souscription résultant des dix-neuvième à vingt et unième résolutions, établirait au moment de cette utilisation

un rapport complémentaire décrivant les conditions définitives de l'opération ainsi que son incidence sur la situation des titulaires de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital, en particulier en ce qui concerne leur quote-part des capitaux propres. Ce rapport ainsi que le rapport complémentaire du Commissaire aux comptes seraient mis à disposition des actionnaires dans les conditions définies par le Code de commerce.

Par ailleurs, et en application des dispositions de l'article R. 225-113 du Code de commerce, nous vous renvoyons au document de référence 2012 pour connaître la marche des affaires sociales depuis le début de l'exercice en cours (document de référence 2012 mis à votre disposition conformément aux dispositions légales et réglementaires, notamment sur le site Internet du groupe PSA Peugeot Citroën : [www.psa-peugeot-citroen.com](http://www.psa-peugeot-citroen.com)).

## **VIII. DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À L'EFFET D'ÉMETTRE DES VALEURS MOBILIÈRES DONNANT DROIT À L'ATTRIBUTION DE TITRES DE CRÉANCE ET NE DONNANT PAS LIEU À AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ**

(Vingt-deuxième résolution)

Par la **vingt-deuxième résolution**, il vous est proposé de déléguer au Directoire la compétence à l'effet de créer ou d'émettre toutes valeurs mobilières donnant droit, immédiatement et/ou à terme, à l'attribution de titres de créance.

L'objectif de cette résolution est de permettre au Directoire de disposer d'une flexibilité accrue dans le cadre de ses émissions d'instruments de dette, et notamment de pouvoir émettre tout type de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres tels qu'obligations, titres assimilés, titres subordonnés à durée déterminée ou non, ou tous autres titres conférant un droit de créance sur la société de créance.

En tout état de cause, cette délégation ne pourra pas donner lieu à émission de titres donnant, d'une manière ou d'une autre, accès au capital.

Cette délégation serait accordée dans la limite d'un montant d'un milliard d'euros, cette limite ne s'appliquant pas aux titres de créance dont l'émission est par ailleurs de la compétence du Directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce et aux dispositions des statuts de la société, comme par exemple les obligations simples.

Cette délégation serait consentie pour une durée de 26 mois.

Il est rappelé que, conformément aux statuts de la société, la réalisation par le Directoire de toute émission en vertu de cette délégation sera soumise à autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

## **IX. DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À L'EFFET DE PROCÉDER À UNE OU DES AUGMENTATIONS DU CAPITAL SOCIAL RÉSERVÉES AUX SALARIÉS**

(Vingt-troisième résolution)

La présente Assemblée Générale ayant à se prononcer, dans le cadre des dix-huitième, dix-neuvième et vingtième résolutions, sur des délégations de compétence relatives à des augmentations de capital, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-129-6 alinéa 1<sup>er</sup> du Code de commerce, il vous est soumis une résolution ayant pour objet de déléguer au Directoire la compétence de décider la réalisation d'une ou plusieurs augmentation(s) de capital réservée(s) aux salariés (**vingt-troisième résolution**).

Dans le cadre de cette délégation, le Directoire disposerait de la faculté de réaliser une ou plusieurs augmentation(s) de capital par émission d'actions ordinaires, dans la limite d'un montant nominal maximum de 15 000 000 euros, soit 4,22 % du capital constaté au 12 mars 2013. Le montant de toute augmentation de capital ainsi réalisée s'imputerait sur le plafond de 50 % du capital fixé par la dix-huitième résolution.

Il est rappelé que, conformément aux statuts de la société, la réalisation par le Directoire de toute augmentation de capital en vertu

de cette délégation serait soumise à autorisation préalable du Conseil de Surveillance.

Les augmentations de capital seraient réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise ou de groupe de la société et des sociétés françaises et étrangères qui lui sont liées au sens des articles L. 225-180 du Code de commerce et L. 3332-2 du Code du travail, la délégation emportant de plein droit renonciation, de la part des actionnaires, à leur droit préférentiel de souscription.

Conformément à l'article L. 3332-19 du Code de travail, le prix d'émission des actions ne pourrait être ni supérieur à la moyenne des derniers cours cotés aux vingt séances de Bourse précédant le jour de la décision fixant la date d'ouverture de la souscription, ni inférieur au montant résultant de l'application à cette moyenne de la décote prévue à ce même article L. 3332-19 précité du Code de travail.

Cette délégation de compétence serait octroyée pour une durée de vingt-six mois.



## X. DÉLÉGATION DE COMPÉTENCE À L'EFFET D'ÉMETTRE DES BONS DE SOUSCRIPTION D'ACTIONS EN PÉRIODE D'OFFRE PUBLIQUE PORTANT SUR LES TITRES DE LA SOCIÉTÉ

(Vingt-quatrième résolution)

Par la **vingt-quatrième résolution**, il vous est proposé de renouveler la délégation de compétence conférée au Directoire par l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012 aux termes de la quatorzième résolution.

En application des articles L. 233-32 II et L. 233-33 du Code de commerce, cette délégation permettrait au Directoire d'émettre au profit des actionnaires, en période d'offre publique non sollicitée portant sur les titres de la société, des bons de souscription d'action à conditions préférentielles et à les attribuer gratuitement aux actionnaires de la société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique.

Cette résolution tend à donner à la société les outils aux fins de chercher la pleine valorisation de ses titres, dans l'hypothèse où le prix proposé dans le cadre de l'offre publique serait considéré comme insuffisant, en incitant l'initiateur à renchérir le prix de son offre ou à renoncer à son offre.

Ce mécanisme est strictement encadré par la loi et le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers. Conformément à la loi, cette délégation de compétence serait subordonnée au « principe

de réciprocité » et ne pourrait être mise en œuvre que dans le cas où une offre publique serait le fait d'une entité qui elle-même n'aurait pas l'obligation – si elle faisait l'objet d'une offre – d'obtenir l'approbation de l'Assemblée pour prendre des mesures de défense pendant l'offre, ou qui est contrôlée par une entité qui n'appliquerait pas cette obligation.

Ces bons deviendraient caducs de plein droit dès que l'offre ou toute autre offre concurrente éventuelle échouerait, deviendrait caduque ou serait retirée.

Le montant nominal maximum prévu pour l'augmentation de capital qui pourrait résulter de l'exercice des bons de souscription d'actions s'ils étaient émis serait sans changement par rapport à la résolution en vigueur, de 260 millions d'euros et le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis ne pourrait excéder un nombre égal au nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons.

Cette autorisation serait donnée pour une durée expirant à la fin de la période d'offre de toute offre publique visant la société et déposée dans les dix-huit mois à compter de l'Assemblée.

## XI. MODIFICATIONS DES STATUTS DE LA SOCIÉTÉ

(Vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-septième, vingt-huitième et vingt-neuvième résolutions)

### Insertion dans les statuts d'un article 10.1 : Nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires

(Vingt-cinquième résolution)

Par la **vingt-cinquième résolution**, il vous est proposé de modifier l'article 10.1 des statuts de la société afin de permettre la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires en application des dispositions de l'article L. 225-71 du Code de commerce.

Cette modification statutaire est requise par la loi compte tenu du maintien de l'actionnariat salarié au-dessus du seuil de 3 % du capital au 31 décembre 2012. Pour information, le pourcentage d'actionnariat salarié ressortait à 3,07 % au 31 décembre 2011 et à 3,03 % au 31 décembre 2012 pour le périmètre défini par l'article L. 225-102 du Code de commerce.

### Modification de l'article 10-I des statuts : Nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés

(Vingt-sixième résolution)

La **vingt-sixième résolution** a pour objet la modification de l'article 10 des statuts afin de permettre la désignation d'un représentant des salariés au Conseil de Surveillance, afin de mieux associer les salariés à la définition de la stratégie de l'entreprise conformément à l'esprit de l'accord national interprofessionnel conclu entre les partenaires sociaux en janvier 2013, et du projet de loi de sécurisation de l'emploi.

### Insertion dans les statuts d'un article 10.2 : Élection par les salariés d'un salarié membre du Conseil de Surveillance

(Vingt-septième résolution)

La **vingt-septième résolution** vous est proposée en application des dispositions de l'alinéa 5 de l'article L. 225-71 du Code de commerce, qui prévoit que lorsqu'une Assemblée se prononce sur la nomination d'un représentant des salariés actionnaires, elle se prononce également sur l'adoption d'un dispositif d'élection d'un ou plusieurs membres du Conseil de Surveillance par le personnel de la société et de ses filiales directes ou indirectes.

Le Directoire n'est pas favorable à l'adoption de cette résolution, compte tenu d'une part, de l'adoption prochaine de dispositions législatives relatives à la représentation des salariés au sein des conseils (projet de loi de sécurisation de l'emploi), et d'autre part, de ce qu'il est proposé par ailleurs à l'Assemblée, par la quatorzième résolution, de procéder à la nomination d'un représentant des salariés au Conseil de Surveillance.



**Modifications des dispositions de l'article 7 des statuts relatives aux déclarations de franchissement de seuils**  
(Vingt-huitième résolution)

Par la **vingt-huitième résolution**, il vous est proposé de mettre à jour les dispositions statutaires relatives aux déclarations de franchissement de seuils, afin de prendre en compte les différents cas d'assimilation désormais prévus pour les obligations légales de déclarations depuis la loi n° 2012-387 du 22 mars 2012.

Les seuils dont le franchissement à la hausse devra donner lieu à déclaration sont inchangés par rapport à la version actuelle des statuts (2 % pour le premier seuil et 1 % pour chacun des seuils suivants).

**Modification de l'article 11 des statuts relative au vote électronique aux Assemblées Générales**  
(Vingt-neuvième résolution)

La **vingt-neuvième résolution** a pour objet d'introduire à l'article 11 des statuts la possibilité d'utiliser des moyens de télécommunication (internet) par les actionnaires pour le vote à distance ou le vote par procuration, ainsi que pour la participation aux Assemblées Générales à distance, sur décision du Directoire.

**XII. POUVOIRS**  
(Trentième résolution)

La **trentième résolution** est une résolution usuelle qui concerne la délivrance des pouvoirs nécessaires à l'accomplissement des publicités et des formalités légales.



Nous vous remercions de bien vouloir approuver par votre vote celles des résolutions ci-dessus agréées par le Directoire.

**Le Directoire**

# TEXTE DES PROJETS DE RÉSOLUTIONS

Quinze résolutions sont proposées à l'approbation de l'Assemblée Générale des actionnaires délibérant comme Assemblée Générale ordinaire et quinze résolutions sont soumises à l'Assemblée délibérant comme Assemblée Générale extraordinaire.

## I. ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE

### PREMIÈRE RÉSOLUTION

Approbation des comptes sociaux de l'exercice 2012

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance des comptes annuels, des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance ainsi que du rapport établi par les Commissaires aux Comptes sur les comptes annuels de

l'exercice clos le 31 décembre 2012, approuve les comptes sociaux de l'exercice 2012 tels qu'ils lui ont été présentés et qui font ressortir un bénéfice s'élevant à 61 213 741,24 euros, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### DEUXIÈME RÉSOLUTION

Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2012

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance des comptes consolidés, des rapports du Directoire et du Conseil de Surveillance ainsi que du rapport des

Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés, approuve les comptes consolidés de l'exercice 2012, tels qu'ils viennent de lui être présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

### TROISIÈME RÉSOLUTION

Affectation des résultats

L'Assemblée Générale, sur proposition du Directoire, décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2012 comme suit :

- bénéfice de l'exercice : 61 213 741,24 euros ;
- dotation à la réserve légale : 3 060 688 euros.

Le solde de 58 153 053,24 euros est affecté au poste « Report à nouveau » dont le solde créditeur se trouve ainsi porté à un montant de 2 200 509 439,02 euros.

Il est rappelé qu'aucun dividende n'a été versé au titre des exercices 2009 et 2011, le dividende versé au titre de l'exercice 2010 s'étant élevé à 1,10 euro par action.



## QUATRIÈME RÉSOLUTION

Approbation d'une convention réglementée relative aux engagements de souscription pris par FFP et Établissements Peugeot Frères dans le cadre de l'augmentation de capital réalisée par la société en mars 2012

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes en application de l'article L. 225-88 du Code de commerce

sur les conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants dudit Code sur les conventions et engagements réglementés, approuve la convention visée au point 1.1.1. dudit rapport.

## CINQUIÈME RÉSOLUTION

Approbation de conventions réglementées conclues dans le cadre de la cession par la société de 75 % du capital de la société GEFCO

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes en application de l'article L. 225-88 du Code de commerce

sur les conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants dudit Code sur les conventions et engagements réglementés, approuve les conventions visées au point 1.2.1. dudit rapport.

## SIXIÈME RÉSOLUTION

Approbation d'une convention réglementée relative à la constitution d'un gage-espèces en garantie d'obligations de paiement des sociétés Automobiles Peugeot, Automobiles Citroën et Peugeot Citroën Automobiles

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport spécial établi par les Commissaires aux Comptes en application de l'article L. 225-88 du Code de commerce

sur les conventions visées par les articles L. 225-86 et suivants dudit Code sur les conventions et engagements réglementés, approuve la convention visée au point 1.2.2. dudit rapport.

## SEPTIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Jean-Philippe PEUGEOT)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de

Monsieur Jean-Philippe PEUGEOT pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2017 à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

## HUITIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Robert PEUGEOT)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de

Monsieur Robert PEUGEOT pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2017 à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

## NEUVIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Henri Philippe REICHSTUL)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de

Monsieur Henri Philippe REICHSTUL pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2017 à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

## DIXIÈME RÉSOLUTION

Renouvellement du mandat d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Geoffroy ROUX de BEZIEUX)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, renouvelle le mandat de membre du Conseil de Surveillance de

Monsieur Geoffroy ROUX de BEZIEUX pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2017 à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.



## ONZIÈME RÉSOLUTION

Nomination d'un membre du Conseil de Surveillance (Mme Patricia BARBIZET)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, nomme Madame Patricia BARBIZET en qualité de membre du

Conseil de Surveillance pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2017 à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

## DOUZIÈME RÉSOLUTION

Ratification de la cooptation d'un membre du Conseil de Surveillance (M. Louis GALLOIS)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, ratifie la décision du Conseil de Surveillance du 12 février 2013 de coopter Monsieur Louis GALLOIS en qualité de membre du Conseil

de Surveillance en remplacement de Monsieur Marc FRIEDEL, démissionnaire, pour la durée restant à courir de son mandat, soit jusqu'à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2014 à statuer sur les comptes de l'exercice 2013.

## TREIZIÈME RÉSOLUTION

Nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires (Mme Anne VALLERON)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, sous condition suspensive de l'adoption de la vingt-cinquième résolution soumise à la présente Assemblée Générale, nomme Madame Anne VALLERON

en qualité de membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires, pour une durée de quatre ans qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2017 à statuer sur les comptes de l'exercice 2016.

## QUATORZIÈME RÉSOLUTION

Nomination d'un représentant des salariés en tant que membre du Conseil de Surveillance (M. Jean-François KONDRATIUK)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, sous condition suspensive de l'adoption de la vingt-sixième résolution soumise à la présente Assemblée Générale, nomme Monsieur Jean-François KONDRATIUK en qualité de membre du Conseil de Surveillance,

et ce pour une durée de deux ans, conformément aux dispositions des Statuts tels modifiés en vertu de la vingt-sixième résolution précitée, qui prendra fin à l'issue de l'Assemblée Générale appelée en 2015 à statuer sur les comptes de l'exercice 2014.

## QUINZIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire à l'effet de permettre à la société d'opérer sur ses propres actions dans la limite de 10 % du capital

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, et conformément aux dispositions des articles L. 225-209 et suivants du Code de commerce :

1. Autorise le Directoire, avec faculté de subdélégation, à acquérir ou faire acquérir, en une ou plusieurs fois et aux époques que le Directoire déterminera, des actions de la société, dans la limite de 22 696 271 actions, étant précisé que la société ne pourra à aucun moment détenir plus de 10 % de son capital ;
2. Décide que ces actions pourront être acquises et conservées, dans le respect des conditions légales et réglementaires applicables, en vue :
  - (a) de réduire le capital de la société par voie d'annulation d'actions,
  - (b) de céder des actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux de la société ou de sociétés et/ou de groupements qui lui sont liés dans les conditions légales et réglementaires, lors de l'exercice d'options d'achat d'actions,
  - (c) de procéder à l'attribution gratuite d'actions à des salariés et/ou des mandataires sociaux et/ou de la société ou de sociétés ou de groupements qui lui sont liés dans les conditions légales et réglementaires,

- (d) de procéder à des opérations d'actionnariat salarié réservées aux adhérents à un plan d'épargne d'entreprise, réalisée dans les conditions des articles L. 3331-1 et suivants du Code du travail par cession des actions acquises préalablement par la société dans le cadre de la présente résolution, ou prévoyant une attribution gratuite de ces actions au titre d'un abondement en titres de la société et/ou en substitution de la décote,
- (e) de remettre des actions lors de l'exercice de droits attachés à des titres financiers donnant droit, par conversion, remboursement, échange ou de toute autre manière, à l'attribution d'actions de la société,
- (f) d'assurer la liquidité ou d'animer le marché du titre de la société par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement agissant dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à une Charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers,
- (g) de remettre des actions (à titre de paiement, d'échange ou d'apport) dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, dans les limites fixées par la réglementation applicable ;





3. Décide que l'acquisition de ces actions, ainsi que leur cession ou transfert, pourront être effectués par tous moyens et à toute époque, sauf en période d'offre publique sur le capital de la société, dans les limites permises par la réglementation en vigueur, sur le marché ou hors marché, y compris par acquisition ou cession de blocs ou l'utilisation de tous instruments financiers optionnels ou dérivés, négociés sur un marché réglementé ou de gré à gré et notamment par toutes options d'achat ;
4. Décide que le prix maximum d'achat est fixé à 15 euros par action, le Directoire ayant la faculté d'ajuster ce montant en cas d'opérations sur le capital de la société, notamment d'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription ou par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission suivie de la création et de l'attribution gratuite d'actions ordinaires, de division ou de regroupement des actions ordinaires. Le montant maximal que la société pourra affecter à la mise en œuvre de la présente résolution est fixé à 340 444 065 euros ;
5. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation à toute personne habilitée par la loi, pour mettre en œuvre la présente autorisation, passer tous ordres sur tous marchés ou procéder à toute opération hors marché, conclure tous accords, établir tous documents, effectuer toutes démarches, déclarations et formalités auprès de toutes autorités et de tous organismes, affecter ou réaffecter les actions acquises aux différents objectifs dans les conditions légales et réglementaires applicables et, d'une manière générale, faire tout ce qui sera nécessaire pour l'exécution des décisions qui auront été prises par le Directoire dans le cadre de la présente autorisation ;
6. Fixe à dix-huit mois à compter du jour de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation, laquelle se substitue, à compter de la date de la présente Assemblée, à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012 dans sa dixième résolution.

## II. ASSEMBLÉE DÉLIBÉRANT COMME ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE

### SEIZIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire de réduire le capital par voie d'annulation d'actions rachetées par la société, dans la limite de 10 % du capital

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes :

1. Autorise le Directoire, dans les conditions prévues par l'article 9 des statuts, à procéder sur ses seules délibérations, en une ou plusieurs fois, à l'annulation de tout ou partie des actions de la société que la société détient ou qu'elle viendrait à détenir, dans la limite de dix pour cent du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois ;
2. Décide que la différence entre la valeur comptable des actions annulées et leur montant nominal sera imputée sur tous postes de réserves ou de primes ;

3. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdéléguer, pour procéder, s'il y a lieu, à une ou plusieurs réductions de capital en conséquence de l'annulation des actions précitées et en particulier modifier les statuts, effectuer toutes formalités de publicité et prendre toutes dispositions pour permettre directement ou indirectement la réalisation de cette ou ces réductions de capital ;
4. Fixe à vingt-quatre mois à compter de la date de la présente Assemblée la durée de validité de la présente autorisation, laquelle se substitue, à compter de la date de la présente Assemblée, à l'autorisation conférée par l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012 dans sa douzième résolution.

### DIX-SEPTIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire à l'effet de procéder à des attributions gratuites d'actions existantes ou à émettre de la société, sous conditions de performance

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et conformément aux articles L. 225-197-1 et suivants du Code de commerce :

1. Autorise le Directoire à procéder, en une ou plusieurs fois, au bénéfice des salariés, ou de certains d'entre eux, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de la société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, à des attributions gratuites d'actions ordinaires, existantes ou à émettre, de la société sous conditions de performance ;
2. Décide que le nombre d'actions ainsi attribuées ne pourra représenter plus de 0,85 % du capital social constaté au jour de la décision du Directoire, étant précisé que ce nombre maximal d'actions existantes ne tient pas compte du nombre d'actions supplémentaires qui pourraient être attribuées en raison d'un ajustement du nombre d'actions initialement attribuées à la suite d'une opération sur le capital de la société ;
3. Décide que :
  - (a) l'attribution des actions à leurs bénéficiaires deviendra définitive au terme d'une période d'acquisition dont la durée sera fixée par le Directoire étant entendu que cette durée ne pourra être inférieure à deux ans,





- (b) les bénéficiaires devront conserver lesdites actions pendant une durée fixée par le Directoire, étant précisé que le délai de conservation ne pourra être inférieur à deux ans à compter de l'attribution définitive des dites actions. Toutefois, l'Assemblée Générale autorise le Directoire, dans la mesure où la période d'acquisition pour tout ou partie d'une ou plusieurs attributions serait au minimum de quatre ans, à n'imposer aucune période de conservation pour les actions considérées. Pour autant que de besoin, il est rappelé que le Directoire pourra prévoir des durées de période d'acquisition et de conservation supérieures aux durées minimales fixées ci-dessus, et
- (c) par dérogation à ce qui précède, l'attribution définitive pourra avoir lieu avant le terme de la période d'acquisition en cas d'invalidité des bénéficiaires correspondant au classement dans la deuxième ou la troisième des catégories prévues à l'article L. 341-4 du Code de la Sécurité sociale, et que, dans une telle hypothèse, les actions deviendront alors immédiatement librement cessibles ;
- 4. Prend acte que, pour les actions qui seraient attribuées aux membres du Directoire, le Conseil de Surveillance pourra soit décider que les actions ne pourront être cédées avant la cessation de leurs fonctions, soit fixer la quantité des actions devant être conservées au nominatif jusqu'à la cessation de leurs fonctions ;
- 5. Prend acte que, en cas d'attribution gratuite d'actions à émettre par la société, la présente autorisation emporte de plein droit, au profit des bénéficiaires desdites attributions d'actions à émettre, renonciation des actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires qui seront émises au fur et à mesure de l'attribution définitive des actions, et à tout droit aux actions ordinaires attribuées gratuitement sur le fondement de la présente autorisation ;
- 6. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les limites et conditions légales et réglementaires, pour la mise en œuvre de la présente autorisation, et notamment :
  - ▶ arrêter la liste des bénéficiaires et le nombre d'actions attribuées à chacun d'eux,
  - ▶ déterminer si les actions ordinaires à attribuer gratuitement consisteront en des actions à émettre ou en des actions existantes,
  - ▶ fixer les conditions et critères d'attribution des actions et notamment les critères de performance à satisfaire pour que l'attribution devienne définitive,
  - ▶ fixer et, le cas échéant, modifier, toutes les dates et modalités des attributions gratuites d'actions qui seraient effectuées en vertu de la présente autorisation,
  - ▶ prévoir la faculté de suspendre provisoirement les droits à attribution dans les conditions prévues par la loi et les règlements applicables,
  - ▶ prévoir la faculté de procéder, selon les modalités qu'il déterminera, le cas échéant, pendant la période d'acquisition, à tous ajustements de manière à préserver les droits des bénéficiaires en fonction des éventuelles opérations sur le capital de la société, et en particulier déterminer les conditions dans lesquelles le nombre d'actions attribuées gratuitement sera ajusté,
  - ▶ en cas d'émission d'actions nouvelles, augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, déterminer la nature et les montants des réserves, bénéfices ou primes à incorporer au capital en vue de la libération desdites actions, imputer, s'il le juge opportun, les frais des augmentations de capital sur le montant des primes afférentes à ces augmentations et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation, constater la réalisation des augmentations de capital, procéder aux modifications statutaires consécutives, et
  - ▶ plus généralement, faire le nécessaire en vue de la bonne fin des opérations.

La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée et prive d'effet, pour sa partie non utilisée, l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012 dans sa treizième résolution.

## DIX-HUITIÈME RÉOLUTION

Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet de procéder à l'émission, avec maintien du droit préférentiel de souscription, d'actions ordinaires de la société et/ou de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital de la société ou de filiales, et/ou de procéder à l'augmentation du capital social de la société par incorporations de réserves, bénéfices, primes ou autres

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire ainsi que du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-127 à L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-129-4, L. 225-130, L. 225-132 à L. 225-134 et L. 228-91 et suivants :

1. Délègue au Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, la compétence pour procéder, sur ses seules délibérations, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera :
  - (a) à l'émission, en France ou à l'étranger, d'actions de la société et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens (conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière permise par la loi), immédiatement et/ou à terme, à des actions existantes ou à émettre, de la société ou de sociétés dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social (les « Filiales »), et/ou
  - (b) à l'augmentation du capital de la société par incorporation au capital de bénéfices, réserves, primes, ou tout autre élément susceptible d'être incorporé au capital de la société, avec attribution d'actions gratuites et/ou élévation de la valeur nominale des actions existantes ;
2. Décide que sont expressément exclues de la présente délégation les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;
3. Décide que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou d'une Filiale, émises en vertu de la présente délégation pourront consister notamment en des titres de créance ou en des bons, ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires, et revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non, et pourront être libellées en euros, en devises étrangères, ou dans une unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;



4. Décide que le montant nominal total des augmentations du capital de la société susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 177 424 496 euros, étant précisé que :
- (a) le plafond ci-dessus constitue le plafond nominal global applicable à l'ensemble des augmentations du capital de la société susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que des délégations et autorisations conférées par les dix-neuvième, vingtième, vingt et unième et vingt-troisième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale, le montant nominal total des augmentations de capital qui résulteraient des délégations et autorisations précitées s'imputant par conséquent sur le plafond ci-dessus, et
  - (b) au plafond ci-dessus s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre afin de préserver (conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement) les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la société ;
5. Décide que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la société ou de Filiales, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1 500 000 000 euros (ou, en cas d'émission en autres monnaies ou unité de compte, la contrevaletur en euro de ce montant à la date de décision d'émission), étant précisé que :
- (a) le plafond ci-dessus constitue le plafond nominal maximal global applicable à l'ensemble des émissions de valeurs mobilières représentatives de créance susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que des délégations et autorisations conférées par les dix-neuvième, vingtième et vingt et unième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale, le montant nominal total des émissions de valeurs mobilières représentatives de créances qui résulteraient des délégations et autorisations précitées s'imputant par conséquent sur le plafond ci-dessus, et
  - (b) le plafond ci-dessus ne s'applique (i) ni au montant des valeurs mobilières représentatives de créances donnant droit à l'attribution de titres de créance qui seraient émises sur le fondement de la délégation conférée par la vingt deuxième résolution soumise à la présente Assemblée Générale, (ii) ni au montant de tous titres de créance dont l'émission serait par ailleurs décidée ou autorisée par le Directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce et aux dispositions des statuts de la société ;
6. En cas d'émission d'actions de la société ou autres valeurs mobilières décidées en vertu du paragraphe 1 (a) de la présente résolution :
- (a) décide que les actionnaires auront, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit préférentiel de souscription auxdites actions ou, selon le cas, auxdites valeurs mobilières à émettre par la société,
  - (b) prend acte du fait que le Directoire aura la faculté d'instituer au profit des actionnaires un droit de souscription à titre réductible auxdites actions ou, selon le cas, auxdites valeurs mobilières à émettre par la société, qui s'exercera proportionnellement à leurs droits et, en tout état de cause, dans la limite de leurs demandes,
  - (c) décide, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, que si les souscriptions à titre irréductible et, le cas échéant, à titre réductible, n'ont pas absorbé la totalité de l'émission d'actions ou, selon le cas, de valeurs mobilières, le Directoire pourra, à son choix et dans l'ordre qu'il déterminera, utiliser l'une ou plusieurs des facultés suivantes : (i) répartir librement entre les personnes de son choix tout ou partie des titres non souscrits, (ii) offrir lesdits titres au public, et/ou (iii) limiter l'émission au montant des souscriptions reçues à condition que ledit montant atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée,
  - (d) décide qu'en cas d'émission de bons de souscription d'actions de la société, l'émission pourra être réalisée par souscription en numéraire dans les conditions de souscription prévues ci-dessus, ou par attribution gratuite aux propriétaires d'actions anciennes, étant précisé que dans ce dernier cas le Directoire aura la faculté de décider que les droits d'attribution formant rompus ne seront pas négociables et que les titres correspondants seront vendus,
  - (e) prend acte du fait qu'en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la société, la présente délégation emporte, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles lesdites valeurs mobilières donneront droit immédiatement ou à terme ;
7. Décide qu'en cas d'augmentation de capital par incorporation de bénéfices, réserves, primes ou autres, décidée en vertu du paragraphe 1 (b) de la présente résolution, les droits formant rompus ne seront pas négociables et les actions correspondantes seront vendues, les sommes provenant de la vente étant allouées aux titulaires des droits, 30 jours au plus tard après la date d'inscription à leur compte du nombre entier d'actions attribuées ;
8. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre la présente délégation, et notamment pour :
- (a) décider de toute augmentation de capital et, le cas échéant, y surseoir,
  - (b) arrêter les montants, caractéristiques, modalités et conditions de toute émission, et notamment la nature des titres à émettre, leur prix d'émission, avec ou sans prime, leur date de jouissance, qui pourra être rétroactive, les modalités de leur libération, ainsi que, le cas échéant, les conditions d'attribution de bons, leur durée et conditions d'exercice, déterminer les modalités d'exercice des droits attachés aux titres à émettre et les conditions dans lesquelles ces titres donneront accès à des actions de la société ou d'une Filiale, modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,
  - (c) décider, en cas d'émission de titres de créance, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur durée (déterminée ou indéterminée), les conditions et modalités de leur rémunération, ainsi que toutes les conditions et modalités d'émission, y compris l'octroi de garanties ou de sûretés, et de remboursement, le cas échéant par voie de remise d'actifs de la société,
  - (d) déterminer, compte tenu des dispositions légales, les modalités selon lesquelles la société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger, sur le marché ou hors marché, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme, en vue de les annuler ou non, ainsi que la possibilité de suspendre l'exercice des droits d'attribution attachés aux valeurs mobilières à émettre,
  - (e) procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires et, le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès à terme au capital,



- (f) imputer le cas échéant les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale,
- (g) constater la réalisation de chaque augmentation de capital et modifier corrélativement les statuts,
- (h) plus généralement, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la

cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

La présente délégation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée et prive d'effet, pour sa partie non utilisée, la délégation consentie par l'Assemblée Générale mixte du 31 mai 2011 dans sa quinzième résolution.

## DIX-NEUVIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet de procéder à l'émission, avec suppression du droit préférentiel de souscription dans le cadre d'offre(s) au public, de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital de la société ou de filiales

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-127 à L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-129-4, L. 225-135, L. 225-136, L. 225-148, et L. 228-92 et suivants :

1. Délégué au Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, la compétence pour procéder, sur ses seules délibérations, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, en France ou à l'étranger, par voie d'offre(s) au public avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens (conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière permise par la loi), immédiatement et/ou à terme, à des actions existantes ou à émettre, de la société ou de sociétés dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social (les « Filiales »), ces actions ou autres valeurs mobilières pouvant notamment être émises à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la société dans le cadre d'une offre publique comportant un échange et réalisée, en France ou à l'étranger selon les règles locales, sur des titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-148 du Code de commerce ;
2. Décide que sont expressément exclues de la présente délégation les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;
3. Décide que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou d'une Filiale, émises en vertu de la présente délégation pourront consister notamment en des titres de créance ou en des bons, ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires, et revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non, et pourront être libellées en euros, en devises étrangères, ou dans une unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
4. Prend acte que les offres au public qui seraient décidées en vertu de la présente délégation, pourront le cas échéant être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions réalisées simultanément, à des offres visées au II de l'article L. 411-2 du Code monétaire et financier, décidées en application de la vingtième résolution soumise à la présente Assemblée Générale ;
5. Décide que le montant nominal total des augmentations du capital de la société susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 70 969 799 euros, étant précisé que :
  - (a) le plafond ci-dessus constitue le plafond nominal global applicable à l'ensemble des augmentations du capital de la société

susceptibles d'être réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription en vertu de la présente délégation ainsi que des délégations et autorisations conférées par les vingtième et vingt et unième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale, le montant nominal total des augmentations de capital qui résulteraient des délégations et autorisations précitées s'imputant donc sur le plafond ci-dessus,

- (b) indépendamment du plafond ci-dessus, le montant nominal total de l'ensemble des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que des délégations et autorisations conférées par les dix-huitième, vingtième et vingt et unième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale ne pourra par ailleurs excéder le plafond global fixé au paragraphe 4 de la dix-huitième résolution précitée, et
  - (c) aux plafonds visés aux alinéas précédents s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre afin de préserver (conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement) les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la société ;
6. Décide que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la société ou de Filiales, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 600 000 000 euros (ou, en cas d'émission en autres monnaies ou unité de compte, la contrevaletur en euro de ce montant à la date de décision d'émission), étant précisé que :
    - (a) le plafond ci-dessus constitue le plafond nominal global applicable à l'ensemble des émissions de valeurs mobilières représentatives de créance susceptibles d'être réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription en vertu de la présente délégation ainsi que des délégations et autorisations conférées par les vingtième et vingt et unième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale, le montant nominal total des émissions de valeurs mobilières représentatives de créance qui résulteraient des délégations et autorisations précitées s'imputant donc sur le plafond ci-dessus, et
    - (b) indépendamment du plafond ci-dessus, le montant nominal total de l'ensemble des émissions de valeurs mobilières représentatives de créance susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que des délégations et autorisations conférées par les dix-huitième, vingtième et vingt et unième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale ne pourra par ailleurs excéder le plafond global fixé au paragraphe 5 de la dix-huitième résolution précitée, et
    - (c) les plafonds visés aux alinéas précédents ne s'appliquent (i) ni au montant des valeurs mobilières représentatives de créances



donnant droit à l'attribution de titres de créance qui seraient émises sur le fondement de la délégation conférée par la vingt-deuxième résolution soumise à la présente Assemblée Générale, (ii) ni au montant de tous titres de créance dont l'émission serait par ailleurs décidée ou autorisée par le Directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce et aux dispositions des statuts de la société ;

7. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres valeurs mobilières pouvant être émises en application de la présente délégation en laissant toutefois au Directoire la faculté d'instituer au profit des actionnaires, s'il le juge opportun, un droit de priorité à titre irréductible et, le cas échéant, réductible, sur tout ou partie de l'émission, pendant le délai et dans les conditions que le Directoire fixera conformément aux dispositions légales et réglementaires et qui devra s'exercer proportionnellement au nombre d'actions possédées par chaque actionnaire ;

8. Décide, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, que si les souscriptions, y compris le cas échéant celles des actionnaires, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou, selon le cas, de valeurs mobilières, le Directoire pourra, à son choix et dans l'ordre qu'il déterminera, utiliser l'une ou plusieurs des facultés suivantes : (i) répartir librement entre les personnes de son choix tout ou partie des titres non souscrits et/ou (ii) limiter l'émission au montant des souscriptions reçues à condition que ledit montant atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée ;

9. Prend acte qu'en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la société, la présente délégation emporte, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit immédiatement ou à terme ;

10. Décide que :

(a) le prix d'émission des actions nouvelles à émettre par la société sera au moins égal au montant minimum prévu par la réglementation en vigueur au jour de la décision d'émission (soit, à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse, sur le marché Euronext Paris, précédant la date de fixation de ce prix, éventuellement, diminuée d'une décote maximale de 5 % conformément aux dispositions des articles L. 225-136-1° alinéa 1 et R. 225-119 du Code de commerce),

(b) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société sera tel que la somme perçue immédiatement par la société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini à l'alinéa précédent ;

11. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour :

(a) décider de toute augmentation de capital et, le cas échéant, y surseoir,

(b) arrêter les montants, caractéristiques, modalités et conditions de toute émission, et notamment la nature des titres à émettre, leur prix d'émission, avec ou sans prime, leur date de jouissance, qui pourra être rétroactive, les modalités de leur libération, ainsi que, le cas échéant, les conditions d'attribution de bons, leur durée et conditions d'exercice, déterminer les modalités d'exercice des droits attachés aux

titres à émettre et les conditions dans lesquelles ces titres donneront accès à des actions de la société ou d'une Filiale, modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,

(c) décider, en cas d'émission de titres de créance, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur durée (déterminée ou indéterminée), les conditions et modalités de leur rémunération, ainsi que toutes les conditions et modalités d'émission, y compris l'octroi de garanties ou de sûretés, et de remboursement, le cas échéant par voie de remise d'actifs de la société,

(d) déterminer, compte tenu des dispositions légales, les modalités selon lesquelles la société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger, sur le marché ou hors marché, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme, en vue de les annuler ou non, ainsi que la possibilité de suspendre l'exercice des droits d'attribution attachés aux valeurs mobilières à émettre,

(e) procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, et le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès à terme au capital,

(f) en cas d'émission de valeurs mobilières à l'effet de rémunérer des titres apportés dans le cadre d'une offre publique ayant une composante d'échange : arrêter la liste des valeurs mobilières apportées à l'échange, fixer les conditions de l'émission, la parité d'échange ainsi que, le cas échéant, le montant de la soulte en espèces à verser sans que les modalités de détermination de prix prévues au paragraphe 10 de la présente résolution trouvent à s'appliquer, et déterminer les modalités de l'émission dans le cadre, soit d'une offre publique d'échange, d'une offre alternative d'achat ou d'échange, soit d'une offre publique proposant l'achat ou l'échange des titres visés contre un règlement en titres et en numéraire, soit d'une offre publique d'achat ou d'échange à titre principal, assortie d'une offre publique d'échange ou d'une offre publique d'achat à titre subsidiaire, ou de toute autre forme d'offre publique conforme à la loi et la réglementation applicables à ladite offre publique,

(g) imputer le cas échéant les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale,

(h) constater la réalisation de chaque augmentation de capital et modifier corrélativement les statuts,

(i) plus généralement, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

La présente délégation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée et prive d'effet, pour sa partie non utilisée, la délégation consentie par l'Assemblée Générale mixte du 31 mai 2011 dans sa seizième résolution.





## VINGTIÈME RÉOLUTION

Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital de la société ou de filiales avec suppression du droit préférentiel de souscription, par une offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 225-127 à L. 225-129, L. 225-129-2, L. 225-129-4, L. 225-135, L. 225-136, L. 228-92 et suivants :

1. Délègue au Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, la compétence pour procéder, sur ses seules délibérations, en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, en France ou à l'étranger, par voie d'offre visée à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, d'actions de la société ou de toutes valeurs mobilières donnant accès par tous moyens (conversion, échange, remboursement, présentation d'un bon ou de toute autre manière permise par la loi), immédiatement et/ou à terme, à des actions existantes ou à émettre, de la société ou de sociétés dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social (les « Filiales ») ;
2. Décide que sont expressément exclues de la présente délégation les émissions d'actions de préférence et de valeurs mobilières donnant accès par tous moyens, immédiatement ou à terme, à des actions de préférence ;
3. Décide que les valeurs mobilières donnant accès au capital de la société ou d'une Filiale, émises en vertu de la présente délégation pourront consister notamment en des titres de créance ou en des bons, ou être associées à l'émission de tels titres, ou encore en permettre l'émission comme titres intermédiaires, et revêtir notamment la forme de titres subordonnés ou non, à durée déterminée ou non, et pourront être libellées en euros, en devises étrangères, ou dans une unité monétaire quelconque établie par référence à plusieurs monnaies ;
4. Prend acte que les offres visées à l'article L. 411-2 II du Code monétaire et financier décidées en vertu de la présente délégation pourront le cas échéant être associées, dans le cadre d'une même émission ou de plusieurs émissions réalisées simultanément, à des offres au public décidées en application de la dix-neuvième résolution soumise à la présente Assemblée Générale ;
5. Décide que le montant nominal total des augmentations du capital de la société susceptibles d'être réalisées immédiatement et/ou à terme en vertu de la présente délégation ne pourra être supérieur à 70 969 799 euros, étant précisé que :
  - (a) le plafond ci-dessus est commun au plafond fixé au paragraphe 5 de la dix-neuvième résolution soumise à la présente Assemblée Générale et s'impute sur ce dernier,
  - (b) indépendamment du plafond ci-dessus, le montant nominal total de l'ensemble des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que des délégations et autorisations conférées par les dix-huitième, dix-neuvième et vingtième et vingt et unième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale ne pourra par ailleurs excéder le plafond global fixé au paragraphe 4 de la dix-huitième résolution précitée,
  - (c) en tout état de cause, et indépendamment des plafonds visés aux deux alinéas précédents, les émissions de titres de capital réalisées en vertu de la présente délégation ne pourront excéder les limites prévues par la réglementation applicable (soit, à titre indicatif, à ce jour, 20 % du capital de la société par an), ces limites étant appréciées à la date de la décision du Directoire d'utiliser la délégation conférée par la présente résolution, et
  - (d) aux plafonds visés aux alinéas précédents, s'ajoutera, le cas échéant, le montant nominal des actions à émettre afin de préserver (conformément aux dispositions législatives et réglementaires et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement) les droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès au capital de la société ;
6. Décide que le montant nominal maximal des valeurs mobilières représentatives de créances donnant accès au capital de la société ou de Filiales, susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 600 000 000 euros (ou, en cas d'émission en autres monnaies ou unité de compte, la contre valeur en euro de ce montant à la date de décision d'émission), étant précisé que :
  - (a) le plafond ci-dessus est commun au plafond fixé au paragraphe 6 de la dix-neuvième résolution soumise à la présente Assemblée Générale et s'impute sur ce dernier,
  - (b) indépendamment du plafond ci-dessus, le montant nominal total de l'ensemble des émissions de valeurs mobilières représentatives de créance susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ainsi que des délégations et autorisations conférées par les dix-huitième, dix-neuvième et vingt et unième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale ne pourra par ailleurs excéder le plafond global fixé au paragraphe 5 de la dix-huitième résolution précitée, et
  - (c) les plafonds visés aux alinéas précédents ne s'appliquent (i) ni au montant des valeurs mobilières représentatives de créances donnant droit à l'attribution de titres de créance qui seraient émises sur le fondement de la délégation conférée par la vingt-deuxième résolution soumise à la présente Assemblée Générale, (ii) ni au montant de tous titres de créance dont l'émission serait par ailleurs décidée ou autorisée par le Directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce et aux dispositions des statuts de la société ;
7. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions et autres aux valeurs mobilières pouvant être émises en application de la présente délégation ;
8. Décide, conformément à l'article L. 225-134 du Code de commerce, que si les souscriptions, y compris le cas échéant celles des actionnaires, n'ont pas absorbé la totalité d'une émission d'actions ou, selon le cas, de valeurs mobilières, le Directoire pourra, à son choix et dans l'ordre qu'il déterminera, utiliser l'une ou plusieurs des facultés suivantes : (i) répartir librement entre les personnes de son choix tout ou partie des titres non souscrits et/ou (ii) limiter l'émission au montant des souscriptions reçues à condition que ledit montant atteigne les trois quarts au moins de l'émission décidée ;
9. Prend acte qu'en cas d'émission de valeurs mobilières donnant accès à des actions nouvelles de la société, la présente délégation emportera, au profit des porteurs de ces valeurs mobilières, renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions auxquelles ces valeurs mobilières donneront droit immédiatement ou à terme ;



**10. Décide que :**

- (a) le prix d'émission des actions nouvelles à émettre par la société sera au moins égal au montant minimum prévu par la réglementation en vigueur au jour de la décision d'émission (soit, à ce jour, la moyenne pondérée des cours des trois dernières séances de Bourse, sur le marché Euronext Paris, précédant la date de fixation de ce prix, éventuellement, diminuée d'une décote maximale de 5 % conformément aux dispositions des articles L. 225-136-1° alinéa 1 et R. 225-119 du Code de commerce),
- (b) le prix d'émission des valeurs mobilières donnant accès au capital de la société sera tel que la somme perçue immédiatement par la société, majorée, le cas échéant, de celle susceptible d'être perçue ultérieurement par elle, soit, pour chaque action émise en conséquence de l'émission de ces valeurs mobilières, au moins égale au prix d'émission défini à l'alinéa précédent ;

**11. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour :**

- (a) décider de toute augmentation d'attribution de bons, leur durée et conditions d'exercice, déterminer les modalités d'exercice des droits attachés aux titres à émettre et les conditions dans lesquelles ces titres donneront accès à des actions de la société ou d'une Filiale, modifier, pendant la durée de vie des titres concernés, les modalités visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,
- (b) décider, en cas d'émission de titres de créance, de leur caractère subordonné ou non (et, le cas échéant de leur rang de subordination conformément aux dispositions de l'article L. 228-97 du Code de commerce), fixer leur durée

(déterminée ou indéterminée), les conditions et modalités de leur rémunération, ainsi que toutes les conditions et modalités d'émission, y compris l'octroi de garanties ou de sûretés, et de remboursement, le cas échéant par voie de remise d'actifs de la société,

- (c) déterminer, compte tenu des dispositions légales, les modalités selon lesquelles la société aura, le cas échéant, la faculté d'acheter ou d'échanger, sur le marché ou hors marché, les valeurs mobilières émises ou à émettre immédiatement ou à terme, en vue de les annuler ou non, ainsi que la possibilité de suspendre l'exercice des droits d'attribution attachés aux valeurs mobilières à émettre,
- (d) procéder à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires, et le cas échéant, les stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, et fixer les modalités selon lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires de valeurs mobilières ou autres droits donnant accès à terme au capital,
- (e) imputer le cas échéant les frais des augmentations de capital sur le montant des primes qui y sont afférentes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour doter la réserve légale,
- (f) constater la réalisation de chaque augmentation de capital et modifier corrélativement les statuts,
- (g) plus généralement, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

La présente délégation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée et prive d'effet, pour sa partie non utilisée, la délégation consentie par l'Assemblée Générale mixte du 31 mai 2011 dans sa dix-septième résolution.

## VINGTIÈME ET UNIÈME RÉSOLUTION

Autorisation donnée au Directoire à l'effet d'augmenter le nombre de titres à émettre en cas d'émission, avec ou sans droit préférentiel de souscription, de valeurs mobilières donnant directement ou indirectement accès au capital de la société ou de filiales

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et conformément aux dispositions de l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, autorise le Directoire, pour chacune des émissions décidées en application des dix-huitième, dix-neuvième ou vingtième résolutions soumises à la présente Assemblée Générale, à augmenter le nombre de titres à émettre, et ce au même prix que celui fixé pour l'émission initiale, dans les délais et limites posées par la réglementation applicable au

jour de l'émission initiale (soit, à titre indicatif, à ce jour, dans les 30 jours de la clôture de la souscription et dans la limite de 15 % de l'émission initiale) et dans la limite par ailleurs du ou des plafond(s) mentionné(s) dans la résolution en vertu de laquelle l'émission initiale aura été décidée.

La présente autorisation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée et prive d'effet l'autorisation consentie par l'Assemblée Générale mixte du 31 mai 2011 dans sa dix-huitième résolution.

## VINGT-DEUXIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance et ne donnant pas lieu à augmentation du capital de la société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes et conformément aux dispositions du Code de commerce et notamment de ses articles L. 228-91 et suivants :

- 1. délègue au Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, la compétence pour procéder, sur ses seules délibérations,**

en une ou plusieurs fois, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera, à l'émission, en France ou à l'étranger, à l'émission de toutes valeurs mobilières donnant droit à l'attribution, immédiatement et/ou à terme, de titres de créance, tels que obligations, titres assimilés, titres subordonnés à durée déterminée ou non, ou tous autres titres conférant, dans une même émission, un même droit de créance sur la société, libellés soit en euros, soit en devises étrangères, soit en toute autre unité monétaire établie par référence à plusieurs devises ;



2. décide que le montant nominal maximal des valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créances susceptibles d'être émises en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 1 000 000 000 euros (ou, en cas d'émission en autres monnaies ou unité de compte, la contrevaletur en euro de ce montant à la date de décision d'émission), étant précisé que le plafond ci-dessus, d'une part, sera le cas échéant majoré de toute prime éventuelle de remboursement au-dessus du pair et, d'autre part, ne s'applique pas au montant de tous titres de créances dont l'émission serait par ailleurs décidée ou autorisée par le Directoire conformément à l'article L. 228-40 du Code de commerce et aux dispositions des statuts de la société ;
3. confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les conditions fixées par la loi et les statuts, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour :
  - (a) décider de toute émission et, le cas échéant, y surseoir,
  - (b) arrêter les montants, modalités et conditions de toute émission, et notamment la nature et les caractéristiques des valeurs

mobilières et titres de créances concernés, ceux-ci pouvant comporter notamment un taux d'intérêt fixe ou variable et une prime de remboursement au-dessus du pair, fixe ou variable ; fixer les modalités d'amortissement et/ou de remboursement anticipé des valeurs mobilières à émettre ainsi que des titres de créance auxquels les valeurs mobilières donneraient droit à attribution, le cas échéant avec une prime fixe ou variable, ou encore les modalités de rachat par la société ; modifier, pendant la durée de vie des valeurs mobilières concernées ainsi que celle des titres de créances auxquelles elles donneraient droit à attribution, les caractéristiques visées ci-dessus, dans le respect des formalités applicables,

- (c) plus généralement, passer toute convention, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, à la cotation et au service financier des titres émis en vertu de la présente délégation ainsi qu'à l'exercice des droits qui y sont attachés.

La présente délégation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée.

## VINGT-TROISIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet de procéder à une ou des augmentations du capital social réservées aux salariés, avec suppression du droit préférentiel de souscription

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes, et conformément aux dispositions des articles L. 225-129-2, L. 225-129-6, L. 225-138, L. 225-138-1 du Code de commerce et de l'article L. 3332-1 du Code du travail :

1. Délègue au Directoire, dans les conditions prévues à l'article 9 des statuts, la compétence de décider, une ou plusieurs augmentations du capital de la société, dans les conditions prévues aux articles L. 3332-18 à L. 3332-20 du Code du travail, par l'émission d'actions ordinaires de la société, réservées aux salariés adhérents à un plan d'épargne entreprise ou de groupe de la société ou des sociétés françaises ou étrangères, qui lui sont liées au sens des articles L. 225-180 du Code de commerce et L. 3344-1 du Code du travail ;
2. Décide que sont expressément exclues de la présente délégation les émissions d'actions de préférence ;
3. Décide que le montant total des augmentations de capital social susceptibles d'être réalisées en vertu de la présente délégation ne pourra excéder 15 000 000 euros, étant précisé que le montant nominal des augmentations de capital réalisées en vertu de la présente délégation s'imputera sur le plafond fixé au paragraphe 4 de la dix-huitième résolution soumise à la présente Assemblée Générale ;
4. Décide de supprimer le droit préférentiel de souscription des actionnaires aux actions pouvant être émises dans le cadre de la présente délégation ;
5. Confère tous pouvoirs au Directoire, avec faculté de subdélégation dans les limites et conditions légales et réglementaires, pour mettre en œuvre la présente délégation et notamment pour :

- (i) fixer le montant de l'augmentation ou des augmentations de capital dans la limite du plafond autorisé, l'époque de leur réalisation ainsi que les conditions et modalités de chaque augmentation,
- (ii) arrêter le prix d'émission des actions nouvelles conformément aux dispositions des articles L. 3332-18 à L. 3332-20 du Code du travail, leur mode de libération, les délais de souscription et les modalités de l'exercice du droit de souscription des bénéficiaires tels que définis ci-dessus,
- (iii) imputer les frais droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital sur le montant des primes correspondantes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital,
- (iv) prévoir la faculté de procéder, selon les modalités qu'il déterminera, le cas échéant, à tous ajustements requis en conformité avec les dispositions légales et réglementaires,
- (v) prévoir, le cas échéant, une réallocation des actions attribuées en cas de refus de souscription aux actions par un ou plusieurs bénéficiaires,
- (vi) constater la réalisation des augmentations du capital, procéder aux modifications corrélatives des statuts de la société, accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités et, plus généralement, faire le nécessaire.

La présente délégation est consentie pour une durée de vingt-six mois à compter de la présente Assemblée et se substitue à la délégation consentie par l'Assemblée Générale mixte du 31 mai 2011 dans sa dix-neuvième résolution.





## VINGT-QUATRIÈME RÉSOLUTION

Délégation de compétence donnée au Directoire à l'effet d'émettre des bons de souscription d'actions en période d'offre publique portant sur les titres de la société

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire et du rapport spécial des Commissaires aux Comptes :

1. Délégué au Directoire, en application des dispositions des articles L. 233-32 II et L. 233-33 du Code de commerce, la compétence d'émettre, en une ou plusieurs fois, en cas d'offre publique portant sur les titres de la société, des bons permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la société et d'attribuer gratuitement lesdits bons à tous les actionnaires de la société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique, dans les proportions et aux époques qu'il appréciera ;
2. Fixe à 260 000 000 euros le plafond du montant nominal de l'augmentation de capital pouvant résulter de l'exercice desdits bons, étant précisé que ce montant sera le cas échéant majoré du montant correspondant à la valeur nominale des titres nécessaires à la réalisation des ajustements susceptibles d'être effectués conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables et, le cas échéant, aux stipulations contractuelles prévoyant d'autres cas d'ajustement, pour préserver les droits des porteurs de ces bons, et décide que le nombre maximum de bons de souscription pouvant être émis en vertu de la présente délégation ne pouvant excéder un nombre égal au nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons ;
3. Prend acte que les bons émis au titre de la présente délégation ne seront pas exerçables et deviendront caducs de plein droit dès que l'offre et toute offre concurrente éventuelle échoueraient, deviendraient caduques ou seraient retirées, et décide que, dans ce cas, la présente délégation sera réputée n'avoir pas été utilisée et conservera en conséquence tous ses effets, les bons ainsi devenus caducs n'étant pas pris en compte pour le calcul du nombre maximum de bons, tel qu'indiqué au point 2 ci-dessus, pouvant être émis au titre d'une utilisation ultérieure de la présente délégation ;
4. Prend acte que la présente délégation emporte renonciation par les actionnaires à leur droit préférentiel de souscription aux actions de

la société auxquelles les bons de souscription émis en vertu de la présente résolution donneraient droit ;

5. Donne tous pouvoirs au Directoire pour la mise en œuvre de la présente délégation, et notamment pour :
  - fixer les conditions relatives à l'émission et à l'attribution gratuite de ces bons, avec faculté d'y surseoir ou d'y renoncer, et le nombre de bons à émettre,
  - fixer les conditions d'exercice de ces bons, qui doivent être relatives aux termes de l'offre ou de toute offre concurrente éventuelle, ainsi que les autres caractéristiques de ces bons, et notamment le prix d'exercice ou les modalités de détermination de ce prix,
  - fixer les modalités suivant lesquelles sera assurée, le cas échéant, la préservation des droits des titulaires des bons, conformément aux dispositions légales, réglementaires ou contractuelles,
  - fixer les conditions de toute augmentation de capital résultant de l'exercice de ces bons, fixer la date de jouissance des actions à émettre et, s'il le juge opportun, imputer les frais, droits et honoraires occasionnés par les augmentations de capital sur le montant des primes correspondantes et prélever sur ce montant les sommes nécessaires pour porter la réserve légale au dixième du nouveau capital après chaque augmentation de capital,
  - constater les augmentations du capital social résultant de l'exercice des bons, procéder aux modifications corrélatives des statuts de la société, accomplir ou faire accomplir tous actes et formalités et, plus généralement, faire le nécessaire ;
6. Fixe la présente délégation à une durée expirant à la fin de la période d'offre de toute offre publique visant la société et déposée dans les dix-huit mois à compter de la date de la présente Assemblée, la présente délégation privant d'effet, à compter de la date de la présente Assemblée, à la délégation conférée par l'Assemblée Générale mixte du 25 avril 2012 dans sa quatorzième résolution.

## VINGT-CINQUIÈME RÉSOLUTION

Modification de l'article 10 des statuts afin de permettre la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires, en application de l'article L. 225-71 du Code de commerce

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide d'ajouter un paragraphe 10.1 à l'article 10 des statuts de la société, intitulé « Conseil de Surveillance », ainsi rédigé :

« 10.1) Membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires

- (i) *Lorsqu'à la clôture d'un exercice, la part du capital détenue – dans le cadre prévu par les dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce – par le personnel de la société et des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 dudit Code, représente plus de 3 % du capital social, un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires est élu par l'Assemblée Générale ordinaire, parmi les candidats proposés par les conseils de surveillance des Fonds Commun de Placement d'Entreprise régis par l'article L. 214-40 du Code monétaire et financier détenant des actions de la société (les*

*« FCPE »), selon les modalités fixées par la réglementation en vigueur ainsi que par les présents statuts.*

- (ii) *Le ou les candidat(s) à l'élection au poste de membre du Conseil de Surveillance de la société représentant les salariés actionnaires est (sont) désigné(s) dans les conditions suivantes :*
- a) *l'ensemble des conseils de surveillance des FCPE, spécialement réunis à cet effet, désigne conjointement au moins un et au plus trois candidat(s) au poste de membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires et, ce, parmi les membres des conseils de surveillance de ces FCPE qui représentent les salariés porteurs de parts et qui auront fait acte de candidature ;*
  - b) *lors de la réunion précitée des conseils de surveillance des FCPE, chaque membre de ces conseils de surveillance dispose d'une voix lors du vote sur chaque candidat déclaré. Sous réserve de recueillir au moins la majorité des voix des membres des conseils de surveillance présents ou représentés, ou le cas échéant votant à*



distance, lors de ladite réunion, le ou les candidat(s), dans la limite de trois, recueillant le plus grand nombre de votes émis sont désignés pour être proposé(s) à la nomination, par l'Assemblée Générale des actionnaires de la société, en tant que membre du Conseil de Surveillance de la société représentant les salariés actionnaires ;

- c) en cas d'égalité de voix entre deux candidats déclarés, et dans la mesure où ces deux candidats ne pourraient être tous deux proposés à la nomination comme membre du Conseil de Surveillance de la société en raison de la limite de trois visée au paragraphe (ii) alinéa b) ci-dessus, seul sera désigné pour être proposé à la nomination de membre du Conseil de Surveillance de la société celui dont le contrat de travail avec la société ou une société qui lui est liée au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce a la plus ancienne date d'entrée en vigueur.

- (iii) Préalablement à la désignation des candidats au poste de membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires, le Président du Directoire, avec faculté de subdélégation, arrête un règlement de Désignation des Candidats (le « Règlement ») précisant le calendrier et l'organisation des procédures de désignation prévues au paragraphe (ii) ci-dessus.

Le Règlement sera porté à la connaissance des membres des conseils de surveillance de FCPE, dans le cadre de la procédure de désignation prévue au paragraphe (ii) ci-dessus, par tout moyen et notamment, sans que les moyens d'information énumérés ci-après soient considérés comme exhaustifs, par voie d'affichage et/ou par communication électronique, avant la tenue effective de la réunion des conseils de surveillance de FCPE dans le cadre de la procédure prévue au paragraphe (ii).

- (iv) Le membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires est élu par l'Assemblée Générale ordinaire des actionnaires de la société dans les conditions applicables à toute nomination de membre du Conseil de Surveillance. En cas de pluralité de candidats désignés en application des dispositions paragraphe (ii) ci-dessus, le Directoire présente à l'Assemblée Générale les candidats au moyen de résolutions distinctes, et agréé le cas échéant l'une de ces résolutions. Celui des candidats qui aura recueilli le plus grand nombre de voix des actionnaires à l'Assemblée Générale ordinaire sera élu membre du Conseil de Surveillance de la société représentant les salariés actionnaires.

Ce membre du Conseil de Surveillance n'est pas pris en compte pour la détermination du nombre maximal de membres du Conseil de Surveillance fixé par l'article 10 – I des présents statuts.

- (v) La durée des fonctions du membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires est identique à la durée visée au paragraphe I de l'article 10 des présents statuts.

Cependant, son mandat prend fin de plein droit, avec effet immédiat, en cas de perte de la qualité de salarié de la société ou d'une société lui est liée au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, en cas de perte de la qualité de membre d'un conseil de surveillance de FCPE ou de perte de la qualité de porteur de parts d'un FCPE.

En cas de vacance du poste de membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires, l'ensemble des conseils de surveillance des FCPE sera spécialement réuni afin de procéder à la désignation des candidats à son remplacement dans les conditions prévues au présent article 10.1 des statuts.

Si la désignation des candidats survient trois mois ou plus avant la plus prochaine Assemblée Générale, la nomination du remplaçant sera soumise au vote de ladite plus prochaine Assemblée Générale ordinaire.

Si la désignation des candidats survient moins de trois mois avant la plus prochaine Assemblée Générale, la nomination du remplaçant sera soumise au vote de l'Assemblée Générale suivante. Toutefois, dans la mesure où un seul candidat serait désigné par les conseils de surveillance des FCPE pour pourvoir au remplacement et dans la mesure où il serait possible de pourvoir à ce remplacement par voie de cooptation, le Conseil de Surveillance pourra nommer ce candidat comme membre du Conseil de Surveillance, sous réserve de ratification de cette nomination par la plus proche Assemblée Générale.

Jusqu'à la nomination d'un nouveau membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires, le Conseil de Surveillance se réunira et délibérera valablement.

Les dispositions du paragraphe II de l'article 10 des statuts relatives au nombre d'actions que doit posséder chaque membre du Conseil de Surveillance pendant la durée de son mandat ne sont pas applicables à ce membre du Conseil de Surveillance.

Le mandat du membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires est régi par l'ensemble des dispositions statutaires de la société et par les dispositions légales et réglementaires applicables à tout membre du Conseil de Surveillance, sous réserve des dispositions spécifiques du présent article 10.1 des statuts.

- (vi) Les dispositions du présent article 10.1 cesseront de s'appliquer si, à la clôture d'un exercice, le pourcentage du capital de la société détenu par ses salariés et ceux des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, représente moins de 3 % du capital. Dans cette hypothèse, tout mandat de membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires en cours expirera à son terme. »

## VINGT-SIXIÈME RÉOLUTION

Modification de l'article 10 des statuts afin de permettre la nomination d'un membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide d'ajouter après le premier alinéa du I de l'article 10 des statuts de la société, intitulé « Conseil de Surveillance », les dispositions suivantes :

« Le Conseil de Surveillance comprend un membre ayant le statut de salarié de la société, ou d'une société qui lui est liée au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, nommé par l'Assemblée Générale en qualité de représentant des salariés.

Sous réserve des dispositions des deux paragraphes ci-dessus, le mandat du représentant des salariés membre du Conseil de Surveillance est régi par l'ensemble des dispositions statutaires de la société et par les dispositions légales et réglementaires applicables à tout membre du Conseil de Surveillance.

La durée de son mandat est de deux ans.

Toutefois, son mandat prend fin de plein droit en cas de perte de la qualité de salarié de la société ou d'une société lui est liée au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce. »



## VINGT-SEPTIÈME RÉSOLUTION

Modification de l'article 10 des statuts afin de permettre l'élection, par les salariés, d'un salarié en tant que membre du Conseil de Surveillance de la société, en application des articles L. 225-79 et suivants du Code de commerce

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide d'ajouter un paragraphe 10.2 à l'article 10 des statuts de la société intitulé « Conseil de Surveillance », ainsi rédigé :

*« Un membre du Conseil de Surveillance de la société est élu par le personnel salarié de la société et de ses filiales directes ou indirectes dont le siège social est fixé en France, en application des dispositions des articles L. 225-79 et suivants du Code de commerce.*

*Les modalités de cette élection sont fixées par les dispositions du Code de commerce et par les présents statuts.*

*La durée de ses fonctions est celle prévue pour tout membre du Conseil de Surveillance par les présents statuts. Toutefois, son mandat prend fin de plein droit en cas de rupture de son contrat de travail conformément à l'article L. 225-32 du Code de commerce.*

*Pour le siège à pourvoir, l'élection a lieu au scrutin majoritaire à deux tours.*

*Sont électeurs et éligibles les salariés de la société et de ses filiales, qui remplissent les conditions requises par le Code de commerce. Chaque candidature doit comporter, outre le nom du candidat, celui de son suppléant en cas de vacance.*

*Est déclaré élu le candidat ayant obtenu au premier tour la majorité absolue des suffrages exprimés, au second tour la majorité relative.*

*Les élections sont organisées de telle manière qu'un deuxième tour puisse avoir lieu au plus tard un mois avant le terme normal du mandat du membre du Conseil de Surveillance sortant.*

*Le Président du Directoire arrête un Règlement d'Élections (le « Règlement ») précisant le calendrier et l'organisation de la procédure de vote, qui sera porté à la connaissance des salariés au moins deux mois avant l'ouverture de la période de vote.*

*Le scrutin se déroule le même jour sur le lieu de travail et pendant les horaires de travail.*

*Chaque bureau de vote est composé trois membres électeurs, la présidence étant assurée par le plus âgé d'entre eux. Le bon déroulement des opérations de vote est placé sous la responsabilité du bureau.*

*Le dépouillement a lieu dans chaque bureau de vote après la clôture du scrutin, en présence des membres du bureau et de tout électeur désirant y assister. Le procès-verbal est établi pour chaque bureau dès la fin du dépouillement et signé par les membres du bureau de vote.*

*Les procès-verbaux sont transmis au siège social de la société où il sera constitué un bureau centralisateur des résultats en vue d'établir le procès-verbal récapitulatif et de procéder à la proclamation des résultats. Le bureau centralisateur des résultats est composé de trois membres électeurs.*

*Les modalités de vote non précisées par le Code de commerce ou les présents statuts sont arrêtées par le Règlement.*

*Ce membre du Conseil de Surveillance n'est pas pris en compte pour la détermination du nombre maximal de membres du Conseil de Surveillance fixé par l'article L. 225-69 du Code de commerce. »*



## VINGT-HUITIÈME RÉSOLUTION

### Modification des dispositions de l'article 7 des statuts relatives aux déclarations de franchissement de seuils

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide de modifier l'article 7 des statuts de la société comme suit :

<i>(ancienne rédaction)</i>	<i>(nouvelle rédaction)</i>
<b>Article 7</b>	<b>Article 7</b>
<b>Régime des titres</b>	<b>Régime des titres</b>
Les actions sont nominatives ou au porteur au choix de l'actionnaire.	<i>(inchangé)</i>
La société est en droit de demander l'identification des détenteurs des titres conférant immédiatement ou à terme le droit de vote dans ses propres Assemblées, ainsi que les quantités détenues, le tout dans les conditions prévues par la législation en vigueur.	<i>(inchangé)</i>
Outre l'obligation légale d'information portant sur la détention d'actions de la société, toute personne physique ou morale qui vient à posséder, directement ou indirectement, un nombre d'actions représentant plus de 2 % du capital de la société devra informer celle-ci, dans les cinq jours francs suivant l'inscription en compte desdites actions, du nombre total d'actions détenues, cette déclaration devant être renouvelée à chaque fois qu'un nouveau seuil de 1 % est franchi.	Outre les obligations de déclaration de franchissement de seuils prévues par les textes légaux et réglementaires, toute personne physique ou morale, agissant seule et/ou de concert, qui vient à posséder, directement ou indirectement, de quelque manière que ce soit, au sens des articles L. 233-7 et suivants du Code de commerce, un nombre de titres représentant une fraction égale ou supérieure à 2 % du capital social ou des droits de vote est tenue d'en informer la société par écrit, dans un délai de quatre (4) jours de Bourse à compter du franchissement de ce seuil, en indiquant le nombre total d'actions et de droits de vote en sa possession à la date de la déclaration.
Cette obligation statutaire d'information s'applique même au-delà du premier seuil légal de 5 %.	Au-delà du seuil susvisé de 2 %, l'obligation de déclaration prévue à l'alinéa précédent s'applique dans, le même délai et selon les mêmes modalités, chaque fois qu'un seuil supplémentaire de 1 % du capital social ou des droits de vote est franchi, y compris au-delà des seuils de déclaration prévus par les dispositions légales et réglementaires.
	Pour l'application des alinéas précédents, sont assimilés aux actions ou aux droits de vote possédés les actions ou droits de vote énumérés à l'article L. 233-9-I du Code de commerce.
À la demande d'un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble au moins 5 % du capital, les actions excédant la fraction qui aurait dû être déclarée à la société, dans le cadre de l'obligation de déclaration de franchissement des seuils ci-dessus, seront privées du droit de vote jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de la régularisation de la notification non effectuée.	En cas de non-respect de la présente obligation statutaire d'information, l'actionnaire défaillant sera privé du droit de vote pour la partie excédant la fraction qui aurait dû être déclarée si, à l'occasion d'une Assemblée Générale, le défaut de déclaration ayant été constaté, un ou plusieurs actionnaires détenant ensemble 5 % au moins du capital en font la demande consignée dans le procès-verbal de cette Assemblée Générale. La privation du droit de vote s'appliquera pour toute Assemblée d'actionnaires se tenant jusqu'à l'expiration d'un délai de deux ans suivant la date de régularisation de la déclaration.



## VINGT-NEUVIÈME RÉOLUTION

### Modification de l'article 11 des statuts relative aux Assemblées Générales – Vote électronique

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Directoire, décide d'ajouter après le dernier alinéa de l'article 11 des statuts de la société, intitulé « Assemblées d'actionnaires », les dispositions suivantes :

*« Le vote à distance s'exerce dans les conditions fixées par la législation en vigueur.*

*Les actionnaires peuvent notamment, dans les conditions fixées par la loi et les règlements, adresser le formulaire de procuration et de vote par correspondance établi par la société ou son établissement centralisateur, soit sous forme de papier, soit, sur décision du Directoire publiée dans l'avis de réunion et dans l'avis de convocation, par télétransmission, y compris Internet.*

*Les votes par correspondance sont pris en compte à la condition que les bulletins de vote parviennent à la société trois jours au moins avant l'Assemblée. Toutefois, les formulaires électroniques de vote à distance peuvent être reçus par la société jusqu'à la veille de la réunion de l'Assemblée Générale, au plus tard à 15 heures, heure de Paris.*

*Ceux des actionnaires qui utilisent à cette fin, dans les délais exigés, le formulaire électronique de vote proposé sur le site Internet mis en place par le centralisateur de l'Assemblée, sont assimilés aux actionnaires présents ou représentés.*

*Si le Directoire le décide au moment de la convocation de l'Assemblée, les actionnaires peuvent recourir à un formulaire de demande d'admission,*

*de procuration ou de vote à distance sous format électronique ; la signature électronique utilisée doit alors résulter de l'emploi d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec le formulaire de vote auquel elle s'attache et pouvant notamment consister en un identifiant et un mot de passe, ou tout autre moyen prévu ou autorisé par la réglementation en vigueur.*

*La procuration ou le vote ainsi exprimés avant l'Assemblée par ce moyen électronique, ainsi que l'accusé de réception qui en est donné, seront considérés comme des écrits non révocables et opposables à tous, étant précisé qu'en cas de cession de titres intervenant avant le troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société invalidera ou modifiera en conséquence, selon le cas, la procuration ou le vote exprimé avant cette date et cette heure.*

*Sur décision du Directoire publiée dans l'avis de réunion, le vote qui intervient pendant l'Assemblée Générale peut être exprimé par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant l'identification des actionnaires.*

*Sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité, les actionnaires qui participent à l'Assemblée par visioconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification et dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par décret en Conseil d'État. »*

Les autres dispositions de l'article 11 restent inchangées.

## TRENTIÈME RÉOLUTION

### Pouvoirs pour formalités

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du procès-verbal de la présente Assemblée pour effectuer toutes les formalités légales ou administratives et faire tous dépôts et publicités prévus par la législation en vigueur.

# GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE AU 20 MARS 2013

## CONSEIL DE SURVEILLANCE

### ► PRÉSIDENT

Thierry Peugeot

### ► VICE-PRÉSIDENTS

Jean-Philippe Peugeot

Jean-Louis Silvant

### ► MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Louis Gallois (coopté le 12 février 2013)

Pamela Knapp

Jean-Paul Parayre

Robert Peugeot

Thierry Pilenko

Henri Philippe Reichstul

Dominique Reiniche

Marie-Hélène Roncoroni

Geoffroy Roux de Bézieux

### ► CENSEURS

François Michelin

Roland Peugeot

Marc Friedel (depuis le 12 février 2013)

Lors du Conseil de Surveillance du 12 mars 2013, MM. Ernest-Antoine Seillière et Joseph F. Toot Jr. ont accepté de mettre fin par anticipation à leurs mandats au Conseil de Surveillance avec effet au 23 avril 2013.

## DIRECTOIRE

### ► PRÉSIDENT

Philippe Varin

### ► MEMBRES DU DIRECTOIRE

Grégoire Olivier

Guillaume Faury

Frédéric Saint-Geours

Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon

Jean-Christophe Quémard

Le 12 mars 2013, le Conseil de Surveillance a nommé, par anticipation, un Directoire resserré à compter du 2 avril 2013. Le Directoire sera composé de 4 membres au lieu de 6 précédemment : Philippe Varin, Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon, Grégoire Olivier et Jean-Christophe Quémard.





## INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUR LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DONT LA RATIFICATION DE LA COOPTATION EST PROPOSÉE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

### **Louis Gallois**

Date du premier mandat au Conseil  
de Surveillance : 12 février 2013

Échéance du mandat en cours : 2014

Nationalité française

Né le 26 janvier 1944

Adresse professionnelle :  
Commissaire Général à l'Investissement  
32 rue de Babylone  
75007 Paris  
France

**Membre référent du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.  
(coopté le 12 février 2013)**

**Membre du comité stratégique**

**Membre référent**

**Mandats exercés au 20 mars 2013 :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Membre du Conseil de Surveillance de MICHELIN		√

**Fonctions exercées au 20 mars 2013 :**

- Commissaire Général à l'Investissement,
- Membre du Conseil d'Administration de l'École Centrale de Paris,
- Président de la Fédération Nationale des Associations d'accueil et de rénovation sociale.

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Président exécutif d'EADS,
- Président de la Fondation de la Cité des Sciences et des Technologies (Villette Entreprises).

**Expertise et expérience professionnelle :**

Diplômé d'HEC et de l'ENA, M. Louis Gallois a exercé à la Direction du Trésor avant de devenir Directeur de cabinet de M. Jean-Pierre Chevènement au Ministère de la Recherche et de la Technologie, puis Directeur général de l'Industrie au Ministère de l'Industrie, chargé de mission au Ministère de l'Économie, des Finances et de la Privatisation et de retrouver le cabinet de M. Chevènement au Ministère de la Défense. Il a ensuite occupé les fonctions de Président Directeur Général de SNECMA puis d'AEROSPATIALE. Président de la SNCF de 1996 à 2006, il prend par la suite la co-présidence exécutive du groupe EADS, devient Président exécutif d'AIRBUS puis Président exécutif d'EADS jusqu'en juin 2012. Sa cooptation sera soumise à la ratification de l'Assemblée Générale des actionnaires de Peugeot S.A. du 24 avril 2013.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 20 mars 2013 : 100 actions.**





# INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUR LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DONT LA NOMINATION EST PROPOSÉE À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

## Patricia Barbizet

Nationalité française

Née le 17 avril 1955

Adresse professionnelle :  
Artémis  
12, rue François-1<sup>er</sup>  
75008 Paris  
France

## Candidature au titre de membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.

### Mandats exercés au 20 mars 2013 :

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Directeur général non mandataire et membre du Conseil de Surveillance de FINANCIERE PINAULT SCA*		
Directeur général et administrateur d'ARTEMIS*		
Vice-Présidente du Conseil d'Administration de PPR, Administrateur*	√	
Représentant permanent d'Artémis au Conseil d'Administration de SEBDO LE POINT, Administrateur*		
Chairman of the Board of Directors de CHRISTIE'S INTERNATIONAL Plc		
Administrateur de la SOCIÉTÉ NOUVELLE DU THÉÂTRE MARIGNY*		
Administrateur d'Air FRANCE-KLM	√	
Représentant permanent d'ARTEMIS au Conseil d'Administration d'AGEFI, Administrateur*		
Membre du Conseil de Surveillance d'YVES SAINT LAURENT*		
Administrateur du FONDS STRATÉGIQUE D'INVESTISSEMENT		
Administrateur de TOTAL	√	
Membre du Conseil de gérance de SC VIGNOBLE CHATEAU LATOUR*		
Board member de GUCCI GROUP N.V.		

### Autres fonctions exercées à ce jour :

- *Administratore Delegato* Administratore de PALAZZO GRASSI.

### Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices : aucun.

- Non Executive Director de TAWA Plc,
- Administrateur de TF1,
- Administrateur de Bouygues,
- Directeur Général Délégué de Sté Nouvelle du Théâtre Marigny,
- Administrateur de Fnac 2009 - Administrateur de PIASA,
- Président du Conseil d'Administration de PIASA,
- Président-directeur général de PIASA,

\* Mandats exercés au sein du Groupe PPR ou du groupe de son actionnaire majoritaire, Artémis.

### Expertise et expérience professionnelle :

Diplômée de l'École Supérieure de Commerce de Paris en 1976. Patricia Barbizet a débuté sa carrière au sein du groupe Renault en tant que trésorier de Renault Véhicules Industriels, puis directeur financier de Renault Crédit International. Elle a rejoint le groupe Pinault en 1989 en tant que directeur financier. En 1992, elle devient directeur général d'Artémis, puis, en 2004, directeur général de Financière Pinault. Elle a été président du conseil de surveillance du groupe Pinault Printemps Redoute jusqu'en mai 2005 et est devenue vice-président du conseil d'administration de PPR en mai 2005. Patricia Barbizet est également administrateur aux conseils d'administration des sociétés Total, Air France-KLM et Fonds stratégique d'investissement.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 20 mars 2013 : 0 action.



---

**Anne Valleron**

Nationalité française

Née le 1<sup>er</sup> juillet 1953

Adresse professionnelle :  
PSA Peugeot Citroën  
Centre technique de La Garenne  
92250 La Garenne Colombes  
France

**Candidature au titre de membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés actionnaires****Fonctions exercées à ce jour au sein du groupe PSA Peugeot Citroën :**

- Chargée de mission au sein de la direction de la recherche et du développement (DRD),
- Présidente du Conseil de Surveillance du FCPE « des salariés du groupe PSA Peugeot Citroën »,
- Déléguée syndicale centrale (CFE-CGC) pour PCA.

**Autres fonctions exercées à ce jour :**

- Vice-Présidente du Conseil d'Administration du CETIM (Centre d'Études des Techniques et Industries Mécaniques),
- Conseiller économique et social régional d'Île de France,
- Conseiller prud'homme section encadrement au tribunal de NANTERRE.

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices : aucun.**

**Expertise et expérience professionnelle :**

Diplômée de l'École Centrale de Lyon, Mme Anne VALLERON a débuté sa carrière en 1976 au sein d'Automobiles Citroën. Après avoir exercé des fonctions dans la recherche et le développement sur les moteurs diesel, elle a été promue chef de service pour la mise au point des moteurs XU essence puis chef de projet des motorisations EW. Elle exerçait dernièrement des fonctions dans la gestion de projet au sein de la DRD.

**Nombre de parts du FCPE « des salariés du groupe PSA Peugeot Citroën » détenues au 20 mars 2013 : 1 349 parts.**

---

**Jean François Kondratiuc**

Nationalité française

Né le 24 mars 1950

Adresse professionnelle :  
Peugeot Citroën automobiles S.A. Poissy  
45 rue J.P. Timbaud  
78300 Poissy  
France

**Candidature au titre de membre du Conseil de Surveillance représentant les salariés****Fonctions exercées à ce jour au sein du groupe PSA Peugeot Citroën :**

- Technicien méthode à l'unité de montage de Poissy,
- Délégué du personnel,
- Délégué syndical (Force Ouvrière) au site de PCA Poissy,
- Représentant du personnel au Comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT),
- Secrétaire du Comité de Groupe Européen.

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices : aucun.**

**Expertise et expérience professionnelle :**

Titulaire d'un baccalauréat scientifique, M. Jean François Kondratiuc a rejoint le Groupe en 1970 et exerce depuis cette date des fonctions de technicien-méthode au sein du bureau « méthodes » de l'unité de production de Poissy (en charge d'études spéciales). Il consacre une part substantielle de son temps à ses fonctions de représentant salarial et syndical.

**Nombre de parts du FCPE « des salariés du groupe PSA Peugeot Citroën » détenues au 20 mars 2013 : 190 parts.**

---

## INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUR LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DONT LE RENOUVELLEMENT EST PROPOSÉ À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Les fiches relatives aux membres du Conseil dont le renouvellement est proposé figurent dans la section « Informations et renseignements sur les membres du Conseil de Surveillance – Mandats exercés au 31 décembre 2012 » en pages 39 et suivantes de la présente brochure de convocation.



# INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUR LES MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

## MANDATS EXERCÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

### Thierry Peugeot

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 19 décembre 2002

Échéance du mandat en cours : 2016

Nationalité française

Né le 19 août 1957

Adresse professionnelle :  
PSA Peugeot Citroën  
75, avenue de la Grande-Armée  
75016 Paris  
France

### Président du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.

Président du comité des rémunérations

Membre du comité des nominations et de la gouvernance

Membre du comité stratégique

Au 31 décembre 2012, M. Thierry Peugeot est également :

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Vice-Président et Directeur général délégué des Établissements Peugeot Frères		
Administrateur et Membre du comité des participations de FFP	√	
Administrateur de SOCIÉTÉ ANONYME DE PARTICIPATIONS – SAPAR		
Administrateur de FAURECIA	√	√
Administrateur de COMPAGNIE INDUSTRIELLE DE DELLE - CID		
Administrateur d'AIR LIQUIDE	√	
Membre du Conseil de Surveillance de GEFCO SA		
Représentant permanent de CID au Conseil d'Administration et Membre du comité des rémunérations de LISI	√	
Gérant de SCI du Doubs		

### Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Administrateur de La FRANÇAISE DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES – LFPP.

### Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'ESSEC, M. Thierry Peugeot a débuté sa carrière au sein du groupe Marrel en tant que Responsable export Moyen-Orient, Afrique Anglophone puis Directeur d'Air Marrel America. En 1988, il rejoint le groupe PSA Peugeot Citroën. D'abord Chef de zone Asie du Sud-Est chez Automobiles Peugeot, il est successivement Directeur général de Peugeot do Brasil et Directeur général de SLICA à Lyon (principale filiale commerciale de Peugeot). En 2000, il devient Responsable des Grands Comptes Internationaux d'Automobiles Citroën puis Directeur des Services et Pièces de la marque Citroën et Membre du comité des Directeurs du Groupe. Il est nommé en décembre 2002, Président du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 1 450 actions.

**Jean-Philippe Peugeot**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 16 mai 2001

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 7 mai 1953

Adresse professionnelle :  
Établissements Peugeot Frères  
75, avenue de la Grande-Armée  
75016 Paris  
France

**Vice-Président du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.****Président du comité des nominations et de la gouvernance****Membre du comité des rémunérations****Membre du comité stratégique****Au 31 décembre 2012, M. Jean-Philippe Peugeot est également :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Président Directeur Général, Membre du comité de l'éthique, de la gouvernance et des nominations et Membre des Participations et de l'Immobilier des Établissements Peugeot Frères		
Vice-Président, Président du comité des nominations et des Rémunérations, Membre du comité d'investissements, Membre du comité financier et d'audit et Membre du comité des participations de FFP	√	
Membre du Conseil de Surveillance et du comité stratégique d'IMMOBILIÈRE DASSAULT	√	
Gérant de MAILLOT I		
Président d'OLDSCOOL		

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Membre du Conseil de Surveillance et du comité des rémunérations de LINEDATA SERVICES,
- Administrateur de LA FRANÇAISE DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES – LFPPF,
- Administrateur d'IMMEUBLES ET PARTICIPATIONS DE L'EST,
- Administrateur de SIMANTE SL.

**Expertise et expérience professionnelle :**

M. Jean-Philippe Peugeot est diplômé de l'Institut Supérieur de Gestion. Il a effectué toute sa carrière chez Automobiles Peugeot. Il a notamment été Directeur d'une filiale commerciale d'Automobiles Peugeot pendant huit ans et Directeur de Peugeot Parc Alliance pendant quatre ans.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 232 actions.****Jean-Louis Silvant**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 24 mai 2006

Échéance du mandat en cours : 2016

Nationalité française

Né le 7 février 1938

Adresse professionnelle :  
La Martinerie  
35, rue de la Fontaine  
37370 Neuvy-le-Roi  
France

**Vice-Président du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.****Membre du comité des nominations et de la gouvernance****Membre du comité des rémunérations****Membre du comité stratégique****Au 31 décembre 2012, M. Jean-Louis Silvant est également :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Gérant de SILVANT-INVEST		
Administrateur de PEUGEOT SUISSE		√

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Président de la CLOSERIE DES TILLEULS,
- Administrateur de RESIDEAL SANTE.

**Expertise et expérience professionnelle :**

M. Jean-Louis SILVANT est diplômé de l'École Nationale Supérieure des Arts et Métiers. M. Jean-Louis Silvant a intégré le groupe PSA Peugeot Citroën en 1961. Il a occupé de nombreux postes de direction, notamment dans les domaines de la production des ressources humaines et des études. Il a été Directeur général adjoint de Peugeot S.A. de 1992 à 1998 et membre du comité exécutif du groupe PSA Peugeot Citroën de 1998 à 2002.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 1 742 actions.**

**Pamela Knapp**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 31 mai 2011

Échéance du mandat en cours : 2017

Nationalité allemande

Née le 8 mars 1958

Adresse professionnelle :

GfK SE

Nordwestring 101

90419 Nuremberg

Allemagne

**Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.**

**Membre du comité financier et d'audit**

**Au 31 décembre 2012, Mme Pamela Knapp est également :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Membre du Directoire du groupe GfK SE	√	
Administrateur MONIER HOLDINGS SCA		

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Aucun.

**Expertise et expérience professionnelle :**

Madame Pamela Knapp est diplômée de l'Université de Harvard (Advanced Management Program) et de l'Université de Berlin (Master en économie). Elle a débuté sa carrière à la Deutsche Bank AG, puis a exercé en tant que consultant en M&A avant de prendre plusieurs fonctions de direction au sein du groupe Siemens AG, dont la direction financière de la division « Power Transmission & Distribution » de 2004 à 2009. Elle occupe les fonctions de Directeur financier et des ressources humaines du groupe GfK SE depuis 2009.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 1 000 actions.**

**Jean-Paul Parayre**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 11 décembre 1984

Échéance du mandat en cours : 2017

Nationalité française

Né le 5 juillet 1937

Adresse professionnelle :

203, avenue Molière

1050 Bruxelles

Belgique

**Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.**

**Président du comité financier et d'audit**

**Membre du comité stratégique**

**Au 31 décembre 2012, M. Jean-Paul Parayre est également :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Président du Conseil de Surveillance de VALLOUREC	√	
Administrateur de BOLLORÉ	√	
Administrateur de la SOCIÉTÉ FINANCIÈRE DU PLANIER		
Gérant B de STENA INTERNATIONAL SARL		
Président du Conseil de Surveillance de STENA MARITIME		

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Administrateur de STENA INTERNATIONAL B.V.,
- Administrateur de SNEF.

**Expertise et expérience professionnelle :**

Ancien élève de l'École Polytechnique et ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées, M. Jean-Paul Parayre a successivement exercé en tant que Conseiller Technique au cabinet de M. Jacques Chirac, Secrétaire d'État aux Affaires sociales puis au cabinet de M. Xavier Ortolí, Ministre de l'Économie et des Finances, puis Ministre du Développement Industriel et Scientifique. Il a ensuite exercé plusieurs fonctions de direction dans des groupes industriels et de services. Entre 1977 et 1984, il préside le Directoire de PSA Peugeot Citroën. Entre 1984 et 1990, il est Directeur général puis Président du Directoire de Dumez avant de devenir vice-Président Directeur Général de Lyonnaise des Eaux Dumez de 1990 à 1992. Il intègre le groupe Bolloré en 1994 en tant que vice-Président Directeur Général jusqu'en 1999. Il occupe également la fonction de Président Directeur Général de Saga entre 1996 et 1999. Depuis 2000, il est Président du Conseil de Surveillance de Vallourec.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 126 228 actions.**



**Robert Peugeot**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 6 février 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 25 avril 1950

Adresse professionnelle :

FFP

75, avenue de la Grande-Armée

75016 Paris

France

**Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.****Président du comité stratégique****Membre du comité des nominations et de la gouvernance****Membre du comité financier et d'audit****Au 31 décembre 2012, M. Robert Peugeot est également :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Président Directeur Général de FFP	✓	
Membre du Conseil de Surveillance d'HERMES INTERNATIONAL	✓	
Membre du Conseil de Surveillance d'IDI EMERGING MARKETS S.A.		
Représentant permanent de FFP au Conseil de Surveillance de ZODIAC AEROSPACE	✓	
Administrateur de SOFINA	✓	
Administrateur d'IMERYS	✓	
Administrateur des Établissements Peugeot Frères		
Administrateur de HOLDING REINIER S.A.		
Administrateur de SANEF		
Administrateur de FAURECIA	✓	✓
Administrateur de DKSH AG	✓	
Gérant de Sarl CHP GESTION		
Gérant de SCI RODOM		
Représentant permanent de FFP, Président de FFP INVEST		
Représentant permanent de FFP INVEST, Président de FINANCIÈRE GUIRAUD SAS.		

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Président Directeur Général de SIMANTE, SL,
- Administrateur de LA FRANÇAISE DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES – LFPE,
- Administrateur d'IMMEUBLES ET PARTICIPATIONS DE L'EST,
- Administrateur d'ALPINE Holding,
- Administrateur de WRG – WASTE RECYCLING GROUP LIMITED,
- Administrateur de B-1998 SL,
- Administrateur de FCC CONSTRUCCION S.A.

**Expertise et expérience professionnelle :**

Après ses études à l'École Centrale de Paris et de l'INSEAD, Robert Peugeot a occupé différents postes de responsabilité au sein du groupe PSA Peugeot Citroën et a été membre du comité exécutif du Groupe entre 1998 et 2007, en charge des fonctions de l'innovation et de la Qualité. Il est membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. depuis février 2007, membre du comité financier, membre du comité des nominations et de la gouvernance et en préside le comité stratégique depuis décembre 2009.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 150 actions.****Thierry Pilenko**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 25 avril 2012

Échéance du mandat en cours : 2016

Nationalité française

Né le 17 juillet 1957

Adresse professionnelle :

Technip SA

89 avenue de la Grande-Armée

75116 Paris

Paris

**Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.****Membre du comité financier et d'audit****Au 31 décembre 2012, M. Thierry Pilenko est également :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Président Directeur Général de TECHNIP	✓	
Administrateur D'HERCULES OFFSHORE	✓	

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Administrateur de CGGVERITAS.

**Expertise et expérience professionnelle :**

Diplômé de l'Institut Français du Pétrole et de l'École Nationale Supérieure de Géologie de Nancy, M. Thierry PILENKO a effectué sa carrière pendant une vingtaine d'années au sein du groupe Schlumberger au sein duquel il a été nommé Directeur général de Schlumberger Sema en 2001. Il a ensuite été Président Directeur Général du groupe Veritas DGC. Il est actuellement Président Directeur Général du groupe Technip.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 2 000 actions.**

**Henri Philippe Reichstul**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 23 mai 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 12 avril 1949

Adresse professionnelle :

Rua dos Pinheiros, 870  
20° Andar – cjs. 201 –  
CEP 05422-001 São Paulo  
SP Brasil

**Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.**

**Membre du comité stratégique**

**Au 31 décembre 2012, M. Henri Philippe Reichstul est également :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Administrateur de GAFISA		
Administrateur de SEMCO PARTNERS		
Administrateur de FOSTER WHEELER	√	
Administrateur de REPSOL YPF S.A. et Membre de la « Comision Delegada »	√	

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Président Directeur Général de BRENCO,
- Administrateur d'ASHMORE ENERGY INTERNATIONAL.

**Expertise et expérience professionnelle :**

Diplômé en économie de l'université de São Paulo, post graduate work à Oxford, puis professeur d'économie dans l'enseignement supérieur, M. Henri Philippe Reichstul a exercé au Brésil plusieurs postes au sein de la haute fonction publique avant d'occuper divers postes de Président et Administrateur de sociétés, dont la présidence de Petrobras (1999-2001).

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 25 actions.**

**Dominique Reiniche**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 25 avril 2012

Échéance du mandat en cours : 2016

Nationalité française

Née le 13 juillet 1955

Adresse professionnelle :

Coca-Cola Europe  
27 rue Camille-Desmoulins  
92130 Issy Les Moulineaux  
France

**Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.**

**Membre du comité stratégique**

**Au 31 décembre 2012, Mme Dominique Reiniche est également :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Présidente Europe, The COCA-COLA COMPANY		
Administrateur d'AXA	√	

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Présidente de COCA-COLA ENTREPRISES,
- Membre du Conseil de Surveillance d'AXA,
- Membre du comité consultatif France d'ING Direct.

**Expertise et expérience professionnelle :**

Diplômée de l'ESSEC, Mme Dominique REINICHE a débuté sa carrière au sein de Procter & Gamble France, a ensuite été nommée Directeur Marketing et Stratégie chez Kraft Jacobs Suchard France avant de rejoindre Coca-Cola Enterprise France en 1994. Après avoir assumé plusieurs fonctions de direction au sein de Coca-Cola Enterprise France, elle est depuis 2005 Présidente Europe de The Coca-Cola Company. Elle est également vice-Présidente de l'Union of European Beverages Associations et d'ECR Europe et Membre du comité exécutif et du Conseil de la Confederation of the Food and Drink Industries of the EU.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 100 actions.**

**Marie-Hélène Roncoroni**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 2 juin 1999

Échéance du mandat en cours : 2017

Nationalité française

Née le 17 novembre 1960

Adresse professionnelle :

FFP

75, avenue de la Grande-Armée

75016 Paris

France

**Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.****Membre du comité financier et d'audit**

Au 31 décembre 2012, Mme Marie-Hélène Roncoroni est également :

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Vice-Présidente de FFP	√	
Administrateur de SOCIÉTÉ ANONYME DE PARTICIPATIONS – SAPAR		
Administrateur des ÉTABLISSEMENTS PEUGEOT FRÈRES		
Administrateur d'ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE		
Représentant permanent de SOCIÉTÉ ANONYME DE PARTICIPATION – SAPAR au Conseil d'Administration de la SOCIÉTÉ DES IMMEUBLES DE FRANCHE-COMTE		
Présidente du comité des participations, Membre du comité d'investissements, Membre du comité des nominations et des rémunérations de FFP	√	
Membre du Conseil de Surveillance de ONET SA		

**Autres mandats :**

- Administrateur de L'INSTITUT DIDEROT,
- Administrateur et vice-Présidente de la FONDATION PSA Peugeot Citroën.

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Administrateur d'IMMEUBLES ET PARTICIPATIONS DE L'EST,
- Administrateur de SIMANTE SL,
- Représentant permanent d'IMMEUBLES DE FRANCHE-COMTE au Conseil d'Administration de la SA COMTOISE DE PARTICIPATION,
- Administrateur de LA FRANÇAISE DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES – LFPE,
- Représentant permanent de LA SOCIÉTÉ ASSURANCES MUTUELLES DE FRANCE au Conseil d'Administration d'AZUR – GMF MUTUELLES D'ASSURANCES ASSOCIÉES (expiré en 2012).

**Expertise et expérience professionnelle :**

Mme Marie-Hélène Roncoroni est diplômée de l'Institut d'Études Politiques de Paris. Elle a débuté sa carrière dans un cabinet d'audit anglo-saxon avant d'occuper des fonctions à la direction financière du Groupe et à la direction des Relations Industrielles et Humaines.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 230 actions.

**Geoffroy Roux de Bézieux**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 23 mai 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 31 mai 1962

Adresse professionnelle :

Omea Telecom

12, rue Belgrand

92300 Levallois

France

**Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.****Membre du comité des nominations et de la gouvernance****Membre du comité des rémunérations**

Au 31 décembre 2012, M. Geoffroy Roux de Bézieux est également :

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Président d'OMEA TELECOM (VIRGIN MOBILE)		
Administrateur de PARROT S.A.	√	

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Vice-Président du Conseil de Surveillance de SELOGER.COM,
- Administrateur d'IMS – INTERNATIONAL METAL SERVICE.

**Expertise et expérience professionnelle :**

Diplômé de l'ESSEC, M. Geoffroy Roux de Bézieux a exercé diverses fonctions au sein du groupe L'Oréal de 1986 à 1996. Il est le Président fondateur de The Phone House, premier réseau indépendant de vente de téléphones mobiles, revendu à Carphone Warehouse dont il a été Directeur général Europe (2000-2003), puis Chief Operating Officer (2003-2006). Il est depuis 2006 Président fondateur d'Omea Telecom (Virgin Mobile).

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 1 000 actions.

**Ernest-Antoine Seillière**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 22 juin 1994

Échéance du mandat en cours : 2016

Nationalité française

Né le 20 décembre 1937

Adresse professionnelle :

Wendel

89, rue Taitbout

75009 Paris

France

**Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.**

**Membre du comité des nominations et de la gouvernance**

**Membre du comité des rémunérations**

**Membre du comité stratégique**

**Au 31 décembre 2012, M. Ernest-Antoine Seillière est également :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Président du Conseil de Surveillance de WENDEL	✓	
Membre du Conseil de Surveillance d'HERMES INTERNATIONAL S.A.	✓	
Administrateur de BUREAU VERITAS	✓	
Censeur de WENDEL-PARTICIPATIONS		

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Administrateur de SOFISAMC (Suisse),
- Administrateur de WENDEL-PARTICIPATIONS,
- Président Directeur Général de SOCIÉTÉ LORRAINE DE PARTICIPATIONS SIDÉRURGIQUES – SLPS,
- Président du Conseil de Surveillance d'ORANJE – NASSAU GROEP B.V.,
- Membre du Conseil de Surveillance de BUREAU VERITAS,
- Membre du Conseil de Surveillance de EDITIS HOLDING,
- Membre du Conseil de Surveillance de GRAS-SAVOYE,
- Administrateur de LEGRAND.

**Expertise et expérience professionnelle :**

M. Ernest-Antoine Seillière est diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, licencié en droit, ancien élève de l'École Nationale d'Administration et du Center for International Affairs de Harvard. Ancien conseiller des Affaires étrangères puis conseiller technique de plusieurs ministres, il est entré dans le groupe Wendel en 1976, où il a occupé plusieurs fonctions, dont celles d'administrateur Directeur général (1978-1987) puis de Président Directeur Général (1987-2002) de CGIP et de Directeur général adjoint, puis de Président de Marine-Wendel (1992-2002). Après la fusion des deux sociétés, il est devenu Président Directeur Général de Wendel Investissement, avant d'en devenir Président du Conseil de Surveillance en 2005. Après avoir présidé le MEDEF de 1997 à 2005, il a été Président de BusinessEurope (2005-2009).

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 600 actions.**

**Joseph F. Toot Jr**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 24 mai 2000

Échéance du mandat en cours : 2016

Nationalité américaine

Né le 13 juin 1935

Adresse professionnelle :

2826 Coventry LN.N.W

Canton, Ohio 44708

États-Unis

**Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT S.A.**

**Membre du comité des rémunérations**

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Administrateur de ROCKWELL AUTOMATION INC.,
- Administrateur de ROCKWELL COLLINS,
- Administrateur de THE TIMKEN COMPANY.

**Expertise et expérience professionnelle :**

M. Joseph F. Toot Jr est diplômé de Princeton University (AB) et d'un Master of Business Administration de Harvard Business School. Ancien Chief Executive Officer et Président de The Timken Company, il a été administrateur de Rockwell Automation Inc., administrateur indépendant de Timken Company et administrateur de Rockwell Collins.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 150 actions.**

**Marc Friedel**

Date du premier mandat au Conseil de Surveillance : 26 juin 1996

Échéance du mandat en cours : 2017

Nationalité française

Né le 21 juillet 1948

Adresse professionnelle :

266 rue Marcadet

75018 Paris

France

**Censeur**

**Jusqu'au 12 février 2013, membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. et membre du comité financier et d'audit**

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Membre du Conseil de Surveillance des PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE,
- Représentant de SOFINACTION au Conseil d'Administration de SNVB.

**Expertise et expérience professionnelle :**

M. Marc Friedel, ancien élève de l'École Normale Supérieure, agrégé de l'Université et diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris, a effectué l'essentiel de sa carrière professionnelle au sein de la société Berger-Levrault, société cotée sur Euronext Paris dont il a assuré la Présidence de 1989 à 1999.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 230 actions.**

**Roland Peugeot**

Date du premier mandat de censeur  
au Conseil de Surveillance :  
16 mai 2001

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 20 mars 1926

Adresse professionnelle :  
Établissements Peugeot Frères  
75, avenue de la Grande-Armée  
75016 Paris  
France

**Censeur**

**Au 31 décembre 2012, M. Roland Peugeot est également :**

**Mandats**

Président d'honneur des Établissements Peugeot Frères

Président d'honneur du FOOTBALL CLUB SOCHAUX MONTBÉLIARD –  
FCSM

Société cotée

Société du Groupe

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Administrateur de FFP,
- Administrateur d'Établissements Peugeot Frères,
- Représentant permanent d'Établissements Peugeot Frères au Conseil d'Administration de LFPF – LA FRANÇAISE DE PARTICIPATIONS FINANCIÈRES.

**Expertise et expérience professionnelle :**

M. Roland Peugeot est diplômé de l'Université Américaine de Harvard – Boston.

M. Roland Peugeot a occupé plusieurs postes de Président à l'intérieur du groupe PSA Peugeot Citroën, et notamment la présidence du Conseil de Surveillance de 1972 à 1998. Il a été membre du Conseil d'Administration d'Automobiles Peugeot de 1982 à 1996.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 15 204 actions.**

**François Michelin**

Date du premier mandat de censeur au  
Conseil de Surveillance : 25 juillet 2006

Échéance du mandat en cours : 2016

Nationalité française

Né le 15 juin 1926

Adresse professionnelle :  
Pardevi  
23, place des Carmes-Déchaux  
63040 Clermont-Ferrand  
France

**Censeur**

**Au 31 décembre 2012, M. François Michelin est également :**

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Président de PARTICIPATION ET DÉVELOPPEMENT INDUSTRIELS S.A. – PARDEVI,
- Gérant associé indéfiniment responsable de la COMPAGNIE FINANCIÈRE MICHELIN (Suisse).

**Expertise et expérience professionnelle :**

M. François Michelin est diplômé de licence de mathématiques de la Faculté de Sciences de Paris. En 1955, il devient co-gérant de CGEM, puis unique gérant en 1959. Durant sa période à la gérance de la CGEM, Michelin est devenu l'un des trois premiers manufacturiers mondiaux alors qu'il était au dixième rang mondial

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 150 actions.**





# INFORMATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUR LES MEMBRES DU DIRECTOIRE

## MANDATS EXERCÉS AU 31 DÉCEMBRE 2012

<b>Philippe Varin</b> Date du premier mandat au Directoire : 1 <sup>er</sup> juin 2009 Échéance du mandat en cours : 2013 Nationalité française Né le 8 août 1952 Adresse professionnelle : PSA Peugeot Citroën 75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris France			
<b>Président du Directoire de PEUGEOT S.A.</b> <b>Mandats exercés au 31 décembre 2012 :</b>			
Mandats	Société cotée	Société du Groupe	
Président du Conseil d'Administration de PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.			✓
Administrateur de BANQUE PSA FINANCE			✓
Administrateur de FAURECIA	✓		✓
Administrateur de PCMA HOLDING B.V.			✓
Administrateur non exécutif de BG GROUP PLC.			
<b>Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Président du Conseil d'Administration de GEFCO SA (mandat expiré le 20 décembre 2012),</li> <li>• Administrateur de TATA STEEL EUROPE LIMITED,</li> <li>• Administrateur de TATA STEEL LIMITED,</li> <li>• Administrateur de TATA STEEL UK LIMITED.</li> </ul>			
<b>Expertise et expérience professionnelle :</b> Diplômé de l'École Polytechnique et de l'École des Mines de Paris, M. Philippe Varin a occupé différents postes de responsabilité au sein du groupe Pêchiney jusqu'à sa nomination comme Directeur de la division Rhénalu en 1995, puis Directeur du Secteur Aluminium et membre du comité exécutif en 1999. Il a été nommé en 2003 à la tête du groupe sidérurgique anglo-néerlandais Corus qu'il a quitté pour rejoindre Peugeot S.A. en avril 2009.			
<b>Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 76 400 actions.</b>			
<b>Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon</b> Date du premier mandat au Directoire : 13 mars 2012 Échéance du mandat en cours : 2013 Nationalité française Né le 19 mars 1965 Adresse professionnelle : PSA Peugeot Citroën 75, avenue de la Grande-Armée 75016 Paris France			
<b>Membre du Directoire de PEUGEOT S.A.</b> <b>Directeur financier du groupe PSA Peugeot Citroën</b> <b>Mandats exercés au 31 décembre 2012 :</b>			
Mandats	Société cotée	Société du Groupe	
Administrateur de PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.			✓
Administrateur d'AUTOMOBILES CITROËN			✓
Membre du Conseil de Surveillance de GEFCO SA *			
Administrateur FAURECIA	✓		✓
Président du Conseil de Surveillance de PEUGEOT FINANCE INTERNATIONAL NV			✓
Vice-Président et administrateur Délégué de PSA INTERNATIONAL S.A.			✓
Administrateur de PCMA HOLDING B.V.			✓
Administrateur de DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES COMPANY LTD			✓
Administrateur de CHANGAN PSA AUTOMOBILES CO. LTD			✓
Représentant Permanent de Peugeot S.A. au Conseil d'Administration d'AUTOMOBILES PEUGEOT			✓
<b>Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Président du Conseil de Surveillance de PEUGEOT FINANCE INTERNATIONAL NV,</li> <li>• Représentant Permanent de CITROËN BELUX au sein du Conseil d'Administration de PSA FINANCE BELUX,</li> <li>• Administrateur de GEFCO *</li> </ul>			
* Adoption en 2012 d'une gouvernance à Directoire et Conseil de Surveillance.			
<b>Expertise et expérience professionnelle :</b> Diplômé de l'Université Paris Dauphine et de l'Université de Lancaster (UK), Monsieur Jean-Baptiste Chasseloup de Chatillon est actuellement Directeur financier du groupe PSA Peugeot Citroën et membre du Comité de Direction Générale. Précédemment, il a exercé plusieurs fonctions de direction au sein du Groupe avant d'être nommé Directeur du contrôle de gestion du Groupe en 2007.			
<b>Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 1 000 actions.</b>			

**Guillaume Faury**Date du premier mandat au Directoire :  
17 juin 2009

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 22 février 1968

Adresse professionnelle :

PSA Peugeot Citroën

Centre technique Vélizy A

Route de Gisy

78140 Vélizy-Villacoublay

France

**Membre du Directoire de PEUGEOT S.A.****Jusqu'au 2 avril 2013, Directeur Recherche et développement du groupe PSA Peugeot Citroën****Mandats exercés au 31 décembre 2012 :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Directeur général de PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.		✓
Président du Conseil d'Administration de PEUGEOT CITROËN AUTOMOVEIS PORTUGAL S.A.		✓
Administrateur de PEUGEOT CITROËN AUTOMOVILES ESPAÑA S.A.		✓
Administrateur de CHANGAN PSA AUTOMOBILES CO. LTD		✓

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Administrateur d'APSYS (groupe EADS),
- Administrateur IAE,
- Administrateur IFPEN,
- Administrateur d'EUROCOPTER DEUTSCHLAND GMBH,
- Membre du Conseil de Surveillance d'EUROCOPTER DEUTSCHLAND GmbH.

**Expertise et expérience professionnelle :**

M. Guillaume Faury est diplômé de l'École Polytechnique, de l'École Nationale Supérieure de l'Aéronautique et de l'Espace et titulaire d'un DESS d'Administration des entreprises. Il a occupé différents postes à responsabilité au sein d'Eurocopter, dont il fut notamment membre du comité exécutif et Directeur des programmes Commerciaux de 2006 à 2008. Entré chez PSA Peugeot Citroën en 2009, il est depuis juin 2009 membre du Directoire, Directeur Recherche et développement

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 0 action.****Grégoire Olivier**Date du premier mandat au Directoire :  
6 février 2007

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 19 octobre 1960

Adresse professionnelle :

PSA Peugeot Citroën

3rd Floor, Building 2

1528 Gumei Road

Shanghai Caohejing

Hi-Tech Park

200233 Shanghai

Chine

**Membre du Directoire de PEUGEOT S.A.****Directeur Asie du groupe PSA Peugeot Citroën****Mandats exercés au 31 décembre 2012 :**

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Vice-Président de CHANGAN PSA AUTOMOBILES CO. LTD		✓
Président de PEUGEOT CITROËN (CHINA) AUTOMOTIVE TRADE CO.		✓
Administrateur de DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES COMPANY LTD		✓

**Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :**

- Membre du Conseil de Surveillance de WENDEL,
- Administrateur de PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.,
- Représentant Permanent de Peugeot S.A. au Conseil d'Administration d'AUTOMOBILES PEUGEOT,
- Représentant Permanent de Peugeot S.A. au Conseil d'Administration d'AUTOMOBILES CITROËN.

**Expertise et expérience professionnelle :**

M. Grégoire Olivier est ingénieur en chef de l'École des Mines de Paris, diplômé de l'École Polytechnique et titulaire d'un MBA obtenu à l'Université de Chicago. Après avoir occupé divers postes au sein notamment de Pechiney et d'Alcatel, il est nommé Président du Directoire de SAGEM en 2005. En 2006, il devient Président Directeur Général de FAURECIA puis rejoint PSA Peugeot Citroën en 2007 en tant que Membre du Directoire, Directeur des programmes et de la Stratégie automobile. Il est aujourd'hui Directeur Asie.

**Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 4 000 actions.**



### Frédéric Saint-Geours

Premier mandat au Directoire :  
du 1<sup>er</sup> juillet 1998 au  
1<sup>er</sup> janvier 2008

Nouveau mandat au Directoire à compter  
du 17 juin 2009

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 20 avril 1950

Adresse professionnelle :

PSA Peugeot Citroën

75, avenue de la Grande-Armée

75016 Paris

France

### Membre du Directoire de PEUGEOT S.A.

Jusqu'au 2 avril 2013, Directeur des marques du groupe PSA Peugeot Citroën

Mandats exercés au 31 décembre 2012 :

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Président du Conseil d'Administration de BANQUE PSA FINANCE		✓
Président du Conseil d'Administration d'AUTOMOBILES PEUGEOT		✓
Président du Conseil d'Administration d'AUTOMOBILES CITROËN		✓
Vice-Président de DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES COMPANY LTD		✓
Administrateur de CASINO GUICHARD-PERRACHON	✓	

#### Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Directeur général d'AUTOMOBILES PEUGEOT,
- Représentant Permanent de Peugeot S.A. au Conseil d'Administration d'AUTOMOBILES PEUGEOT,
- Directeur général de BANQUE PSA FINANCE Représentant Permanent d'AUTOMOBILES PEUGEOT au Conseil d'Administration de BANQUE PSA FINANCE,
- Administrateur de CHANGAN PSA AUTOMOBILES CO. LTD.,
- Administrateur de FAURECIA,
- Administrateur de GEFCO,
- Représentant Permanent d'AUTOMOBILES PEUGEOT au Conseil d'Administration de GEFCO,
- Administrateur de PCMA HOLDING B.V.,
- Administrateur de PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES S.A.,
- Membre du Conseil de Surveillance de PEUGEOT DEUTSCHLAND GMBH,
- Administrateur de PEUGEOT ESPAÑA S.A.,
- Président du Conseil de Surveillance de PEUGEOT FINANCE INTERNATIONAL NV,
- Vice-Président et administrateur Délégué de PSA INTERNATIONAL S.A.

#### Autres mandats :

- Président de l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (UIMM)

#### Expertise et expérience professionnelle :

M. Frédéric Saint-Geours est Lauréat de l'Institut d'Études Politiques de Paris, titulaire d'une Licence de Sciences Économiques et Ancien élève de l'École Nationale d'Administration. Entré dans le groupe PSA Peugeot Citroën en 1986, il occupe divers postes, notamment Directeur financier et Directeur de la marque Peugeot. Il est nommé Membre du Directoire, Directeur financier et développement stratégique en juin 2009 et Directeur des marques en janvier 2012.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 2 370 actions.

### Jean-Christophe Quemard

Date du premier mandat au Directoire :  
13 mars 2012

Échéance du mandat en cours : 2013

Nationalité française

Né le 30 septembre 1960

Adresse professionnelle :

PSA Peugeot Citroën

Centre technique Vélizy A

Route de Gisy

78140 Vélizy-Villacoublay

France

### Membre du Directoire de PEUGEOT S.A.

Directeur des programmes du groupe PSA Peugeot Citroën

Mandats exercés au 31 décembre 2012 :

Mandats	Société cotée	Société du Groupe
Administrateur de DONGFENG PEUGEOT CITROËN AUTOMOBILES COMPANY LTD		✓
Administrateur de PCMA HOLDING B.V.		✓
Administrateur IFPEN		

#### Mandats expirés au cours des cinq derniers exercices :

- Administrateur BMW PEUGEOT CITROËN ÉLECTRIFICATION.

#### Expertise et expérience professionnelle :

Diplômé de l'École des Mines de Saint-Étienne et de l'École du Pétrole et des Moteurs, Jean-Christophe Quemard est entré chez PSA Peugeot Citroën en 1986. Il a occupé divers postes, notamment à la direction des plates-formes et techniques automobiles dont il fut Directeur. Nommé Membre du Comité de Direction élargi et Directeur des Achats en 2008, il devient Membre du Comité de Direction Générale en 2009. En septembre 2010, il est nommé Directeur des programmes. Il est également administrateur d'IFP Énergies Nouvelles en qualité de personnalité qualifiée.

Nombre de titres Peugeot S.A. détenus au 31 décembre 2012 : 920 actions.



# EXPOSÉ SOMMAIRE DE LA SITUATION ET DE L'ACTIVITÉ EN 2012

## GROUPE PSA PEUGEOT CITROËN

### FAITS MARQUANTS EN 2012

- **Chiffre d'affaires Groupe à 55,4 milliards d'euros, en baisse de 5,2 %. Chiffre d'affaires de la division Automobile en baisse de 10,3 %.**
- **Résultat opérationnel courant Groupe à - 576 millions d'euros malgré un environnement de marché très difficile en Europe, avec un résultat opérationnel courant de la division Automobile à - 1 504 millions d'euros.**
- **Résultat net part du Groupe à - 5 010 millions d'euros, après les dépréciations comptables de 3 009 millions d'euros sur la valorisation globale de la division Automobile, en application de la norme IAS 36, et de 879 millions d'euros sur la valeur nette des impôts différés en application de la norme IAS 12, afin de refléter la dégradation du marché européen, sans impact sur la solvabilité et la liquidité du Groupe.**
- **Free cash flow à - 1 387 millions d'euros.**
- **Dette nette au 31 décembre 2012 réduite de 211 millions d'euros à - 3 148 millions d'euros, avec une réduction de la dette nette de la division Automobile <sup>(1)</sup> de 712 millions d'euros à - 1 256 millions d'euros.**

### LES CHIFFRES

#### RÉSULTATS CONSOLIDÉS

- **Le chiffre d'affaires Groupe atteint 55 446 millions d'euros en 2012, en repli de - 5,2 %, affecté par la baisse du chiffre d'affaires de la division Automobile à 38,3 milliards d'euros en baisse de - 10,3 %, reflétant principalement la baisse des ventes de 8,8 % hors éléments détachés et un mix géographique défavorable, avec des marchés d'Europe du sud, qui représentent 57 % des ventes européennes du Groupe. Le chiffre d'affaires des autres divisions est en progression pour Faurecia et BPF avec respectivement 17 365 millions d'euros et 1 910 millions d'euros.**
  - **Le résultat opérationnel courant Groupe s'établit à - 576 millions d'euros, contre un résultat positif de 1 093 millions d'euros en 2011.** Ce résultat est principalement dû à la division Automobile qui affiche une perte de - 1 504 millions d'euros sur la période contre - 92 millions d'euros en 2011, impactée par les baisses de volumes et la pression sur les prix. Il reflète également la suspension de l'activité de vente de pièces détachées en Iran depuis le mois de février, ainsi que la déconsolidation de GEFCO. Le résultat de Faurecia à 514 millions d'euros, en baisse de 21 %, est impacté lui aussi par la crise en Europe. Concernant BPF, son résultat en baisse de 26,5 % à 391 millions d'euros, est impacté par la révision de son modèle de provisionnement statistique des créances *retail* au mois de novembre avec un impact exceptionnel de - 136 millions d'euros.
  - **Les produits et charges opérationnels non courants s'élèvent à - 4 122 millions d'euros, contre - 417 millions d'euros en 2011.**
- En application de la norme IAS 36 et de la recommandation AMF, la valeur des actifs corporels et incorporels amortissables de la division Automobile a fait l'objet d'une dépréciation de 3 009 millions d'euros liée à l'ajustement sur la valorisation globale de la division Automobile, afin de refléter notamment les estimations dégradées des marchés européens. Les marchés européens devraient rester durablement proches du niveau de 2012.
- Les dépréciations enregistrées n'entraînent aucune sortie de trésorerie et sont réversibles, elles entraînent un réajustement de la base amortissable des années futures. Le total des actifs corporels et incorporels de la division Automobile s'élève à 13,9 milliards d'euros après dépréciation, sur un Bilan Groupe de 64,8 milliards d'euros.

(1) Sociétés industrielles et commerciales hors Faurecia.v



Sur 2012, les provisions relatives aux nouvelles mesures de réorganisation des activités industrielles et de redéploiement des effectifs, annoncées en juillet 2012, ont été intégrées dans les résultats de 2012 pour 528 millions d'euros, dont 440 millions d'euros sur la division Automobile. Par ailleurs les autres charges opérationnelles non courantes de 855 millions d'euros proviennent des pertes de valeurs constatées sur des actifs spécifiques et des provisions pour contrat onéreux de la division Automobile, dont 612 millions d'euros avaient déjà été constatés au premier semestre.

- **Les frais financiers nets s'élèvent à 418 millions d'euros, contre 329 millions d'euros en 2011.** Cette augmentation s'explique notamment par l'impact du remboursement de l'emprunt d'État en 2011 qui a généré une reprise exceptionnelle de charges de 73 millions d'euros au premier semestre 2011, par deux nouvelles émissions obligataires de PSA Peugeot Citroën de respectivement 500 millions d'euros en septembre 2011 et 600 millions d'euros en avril 2012 dont les charges sont de 60 millions d'euros sur 2012. À cela s'ajoutent pour Faurecia une nouvelle émission obligataire de 250 millions d'euros et un abondement de 140 millions d'euros sur l'émission de novembre 2011, entraînant une charge de 59 millions d'euros.
- **Le Résultat net part du Groupe ressort à - 5 010 millions d'euros contre un profit de 588 millions d'euros** enregistré en 2011, après dépréciation d'actifs et charges exceptionnelles. Une dépréciation additionnelle de 879 millions d'euros a été enregistrée liée à la perte nette des impôts différés en application de l'IAS 12.

## SOLIDITÉ DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

**La dette nette des activités industrielles et commerciales** au 31 décembre 2012 s'est réduite à 3 148 millions d'euros, contre 3 359 millions d'euros à fin décembre 2011. La dette nette de Faurecia représente 1 892 millions d'euros, en augmentation par rapport à 1 391 millions d'euros en 2011. La dette nette de l'Automobile (sociétés industrielles et commerciales hors Faurecia) s'est réduite de 712 millions d'euros sur la période à 1 256 millions d'euros.

Avec un niveau élevé de sécurité financière à 10,6 milliards d'euros, en augmentation par rapport à fin décembre 2011 à 9,3 milliards d'euros, la structure financière est solide, avec 7,3 milliards d'euros de trésorerie et d'actifs financiers et 3,2 milliards d'euros de lignes de financement non tirées.

Le Groupe a renforcé ses ressources, avec notamment l'augmentation de capital de 1 milliard d'euros, l'émission obligataire de 600 millions d'euros à 5,625 % sur plus de cinq ans et la réalisation du plan de cession d'actifs pour 2 milliards d'euros ainsi que le versement du dividende exceptionnel de BPF. Ces ressources ont compensé la consommation de cash opérationnel de - 2 807 millions d'euros hors éléments exceptionnels (dividende exceptionnel de Banque PSA Finance, cessions immobilières et investissements financiers), après - 1 763 millions d'euros en 2011.

En 2012, le Groupe a dégagé une marge brute d'autofinancement de 1 033 millions d'euros contre 2 395 millions d'euros à fin décembre 2011, qui a été utilisée pour le financement des investissements et dépenses de développement capitalisés de 3 814 millions d'euros pour soutenir le développement du Groupe en Europe et à l'international, la dynamique produits ainsi que 67 millions d'euros d'investissements financiers (JV CAPSA essentiellement). La variation du besoin en fonds de roulement des sociétés industrielles et commerciales s'élève à - 602 millions d'euros, avec un niveau de stock bien contrôlé à +339 millions d'euros, des créances clients reflétant la saisonnalité et des dettes fournisseurs à un niveau moins élevé à - 835 millions d'euros en raison des arrêts de production du dernier trimestre.

Le Groupe a perçu un dividende exceptionnel de 360 millions d'euros de la Banque PSA Finance. Le plan de cession d'actifs est au-dessus des objectifs, avec 448 millions d'euros dégagés pour la vente de Citer, 634 millions d'euros par des cessions immobilières et 897 millions d'euros pour la cession de GEFCO. L'augmentation de capital s'est traduite par une ressource supplémentaire de 967 millions d'euros et 89 millions d'euros au titre de la vente d'actions autodétenues et de droits préférentiels de souscription.

## RENFORCEMENT DE LA STRUCTURE FINANCIÈRE ET DU BILAN

Avec des liquidités de 7,3 milliards d'euros au 31 décembre 2012, et 3,2 milliards d'euros de lignes de financement non tirées, la structure financière des sociétés industrielles et commerciales est

solide. Les capitaux propres s'élèvent à 10 557 millions d'euros au 31 décembre 2012, le taux d'endettement est de 29,8 %, contre 23 % fin 2011.

## PERSPECTIVES DU GROUPE

### FREE CASH FLOW : CONFIRMATION DES OBJECTIFS

Dans ce contexte, le Groupe s'attend à un repli du marché automobile en Europe en 2013 de l'ordre de 3 à 5 %, à une croissance de l'ordre de 8 % en Chine, de 2 % en Amérique latine et de 2 % en Russie.

En 2012, le *free cash flow* est de - 1 387 millions d'euros. Le *free cash flow* opérationnel (hors éléments exceptionnels et hors *restructuring*)

s'élève à - 3 milliards d'euros, dont - 2,5 milliards d'euros pour la division Automobile et - 0,5 milliards d'euros pour Faurecia.

En 2013, le Groupe vise la réduction par deux du rythme de consommation de ce *free cash flow* opérationnel, et confirme son objectif de retour à l'équilibre du *free cash flow* opérationnel à fin 2014.





## INFORMATIONS FINANCIÈRES SÉLECTIONNÉES

(nombre de véhicules)	2012	2011
<b>Ventes mondiales</b>	2 964 910	3 549 400

## CHIFFRE D'AFFAIRES CONSOLIDÉ PAR DIVISION

(en millions d'euros)	2012	2011
Automobile	38 299	42 710
Faurecia	17 365	16 190
Banque PSA Finance	1 910	1 902
Éliminations inter-activités et autres activités	(2 128)	(2 293)
<b>TOTAL</b>	<b>55 446</b>	<b>58 509</b>

## COMPTES DE RÉSULTATS CONSOLIDÉS

(en millions d'euros)	2012				2011			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
Chiffre d'affaires	53 860	1 910	(324)	55 446	56 926	1 902	(319)	58 509
Résultat opérationnel courant	(967)	391	-	(576)	561	532	-	1 093
Produits et (charges) opérationnels non courants	(4 121)	(1)	-	(4 122)	(417)	-	-	(417)
Résultat opérationnel	(5 088)	390	-	(4 698)	144	532	-	676
Résultat net consolidé	(5 218)	293	-	(4 925)	430	354	-	784
Dont part du Groupe	(5 296)	281	5	(5 010)	238	345	5	588
Dont part des minoritaires	78	12	(5)	85	192	9	(5)	196
(en euros)								
Résultat net par action de 1 euro				(15,60)				2,64



## BILANS CONSOLIDÉS

<i>ACTIF</i>	31 décembre 2012				31 décembre 2011			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
Total des actifs non courants	21 172	425	-	21 597	25 286	367	(25)	25 628
Total des actifs courants	17 200	26 699	(656)	43 243	16 550	27 431	(618)	43 363
Total des actifs destinés à être cédés	9	0	0	9	0	0	0	0
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>38 381</b>	<b>27 124</b>	<b>(656)</b>	<b>64 849</b>	<b>41 836</b>	<b>27 798</b>	<b>(643)</b>	<b>68 991</b>

<i>PASSIF</i>	31 décembre 2012				31 décembre 2011			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
<i>(en millions d'euros)</i>								
Total des capitaux propres				10 557				14 494
Total des passifs non courants	12 228	342	-	12 570	12 184	369	-	12 553
Total des passifs courants	18 971	23 361	(656)	41 676	18 849	23 738	(643)	41 944
Passifs destinés à être cédés	46	0	0	46	0	0	0	0
<b>TOTAL PASSIF</b>				<b>64 849</b>				<b>68 991</b>

## TABLEAUX DE FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

<i>(en millions d'euros)</i>	2012				2011			
	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total	Activités industrielles et commerciales	Activités de financement	Éliminations	Total
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>(6 021)</b>	<b>293</b>	<b>-</b>	<b>(5 728)</b>	<b>280</b>	<b>354</b>	<b>-</b>	<b>634</b>
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>1 033</b>	<b>290</b>	<b>-</b>	<b>1 323</b>	<b>2 395</b>	<b>339</b>	<b>-</b>	<b>2 734</b>
<b>Flux liés à l'exploitation</b>	<b>431</b>	<b>1 050</b>	<b>(64)</b>	<b>1 417</b>	<b>1 717</b>	<b>17</b>	<b>(179)</b>	<b>1 555</b>
<b>Flux liés aux investissements</b>	<b>(2 450)</b>	<b>(1)</b>	<b>3</b>	<b>(2 448)</b>	<b>(3 635)</b>	<b>(19)</b>	<b>-</b>	<b>(3 654)</b>
<b>Flux des opérations financières</b>	<b>2 387</b>	<b>(532)</b>	<b>4</b>	<b>1 859</b>	<b>(2 663)</b>	<b>(158)</b>	<b>78</b>	<b>(2 743)</b>
Mouvements de conversion	(6)	(2)	2	(6)	5	(2)	2	5
<b>Augmentation (diminution) de la trésorerie</b>	<b>362</b>	<b>515</b>	<b>(55)</b>	<b>822</b>	<b>(4 576)</b>	<b>(162)</b>	<b>(99)</b>	<b>(4 837)</b>
<b>Trésorerie nette au début de l'exercice</b>	<b>4 692</b>	<b>1 154</b>	<b>(223)</b>	<b>5 623</b>	<b>9 253</b>	<b>1 316</b>	<b>(127)</b>	<b>10 442</b>
<b>TRÉSORERIE NETTE DE CLÔTURE</b>	<b>5 399</b>	<b>1 669</b>	<b>(279)</b>	<b>6 789</b>	<b>4 692</b>	<b>1 154</b>	<b>(223)</b>	<b>5 623</b>



# LISTE DES COMMUNIQUÉS DE PRESSE DIFFUSÉS AU COURS DE L'EXERCICE 2012

28/02/2013	PSA Peugeot Citroën réalise une émission obligataire de 1 milliard d'euros
22/02/2013	Pierre-Louis Colin nommé Directeur Services et Pièces
22/02/2013	Changement de Directeur général de Changan PSA Automobile Co., Ltd (CAPSA)
22/02/2013	Frédéric Fabre nommé Directeur général de Peugeot Scooters (Peugeot Motocycles)
19/02/2013	La Fondation et la FARE lancent le programme « Mouv'UP! » pour favoriser l'emploi par la mobilité
13/02/2013	Résultats financiers 2012
12/02/2013	Confirmation de la cooptation de Louis Gallois en tant que membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.
12/02/2013	Quatre organisations syndicales (CFE/CGC, CFTC, FO, SIA/GSEA) donnent un avis favorable au projet d'accord sur les mesures sociales d'accompagnement des salariés des sites de Rennes et d'Aulnay
11/02/2013	Banque PSA Finance annonce l'autorisation temporaire de la Commission Européenne pour l'utilisation de la garantie de l'État français portant sur les nouvelles émissions obligataires
07/02/2013	Résultat des tests de valeur des actifs de la division Automobile pour l'exercice 2012
06/02/2013	Émission obligataire réalisée avec succès par Banque PSA Finance en Argentine
05/02/2013	PSA Peugeot Citroën récompensé pour sa performance environnementale
31/01/2013	PSA Peugeot Citroën salue l'attitude responsable de l'intersyndicale CFE/CGC – CFTC - FO
30/01/2013	PSA Peugeot Citroën lance la production de la Peugeot 208 au Brésil
29/01/2013	Plan de restructuration industrielle de PSA Peugeot Citroën : la procédure n'est pas suspendue
25/01/2013	Banque PSA Finance a placé sur le marché secondaire des obligations ABS sécurisées par des prêts automobiles
24/01/2013	GM et PSA Peugeot Citroën dévoilent les détails de leur alliance stratégique globale
22/01/2013	Journée de l'Innovation : PSA Peugeot Citroën présente des innovations majeures pour la voiture
18/01/2013	Mobilité et solidarité : la Fondation PSA Peugeot Citroën publie son premier rapport d'activité
14/01/2013	Banque PSA Finance annonce le renouvellement de ses lignes de financement bancaire
09/01/2013	PSA Peugeot Citroën affronte des marchés européens en forte baisse mais progresse à l'international
08/01/2013	Banque PSA Finance a réalisé avec succès 3,1 milliards d'euros de titrisations nouvelles en 2012
07/01/2013	Peugeot 2008, emblématique de la stratégie de PSA Peugeot Citroën
20/12/2012	Banque PSA Finance annonce une émission de £1,08 milliard de titres « Auto ABS UK Loans PLC »
20/12/2012	PSA Peugeot Citroën et General Motors annoncent de nouvelles avancées dans leur alliance
20/12/2012	PSA Peugeot Citroën et JSC Russian Railways réalisent l'acquisition par RZD de 75 % du capital de GEFCO
19/12/2012	Actionnariat – engagements de conservation
18/12/2012	Cooptation de Louis Gallois en tant que membre du Conseil de Surveillance de Peugeot S.A.
13/12/2012	Banque PSA Finance a émis le 13 décembre 2012 des obligations ABS sécurisées par des créances automobiles pour un montant de 266,5 millions d'euros
12/12/2012	Projet de restructuration : fin de la période de consultation sur le volet économique
30/11/2012	Banque PSA Finance a placé sur le marché secondaire des obligations ABS sécurisées par des créances automobiles pour 723,6 millions d'euros
29/11/2012	Banque PSA Finance a émis le 28 novembre 2012 des obligations ABS senior sécurisées par des créances automobiles espagnoles pour un montant de 668 millions d'euros
29/11/2012	IFP School, la Fondation Tuck et PSA Peugeot Citroën créent une chaire sur les biocarburants
23/11/2012	Inauguration de l'OpenLab Competitive Intelligence
23/11/2012	La Fondation PSA Peugeot Citroën et la Croix Rouge Française signent un partenariat inédit « Croix Rouge sur roues »
21/11/2012	PSA Peugeot Citroën et Paris Tech signent un accord cadre pour l'enseignement et la recherche
19/11/2012	Banque PSA Finance a émis des obligations ABS sécurisées par des créances automobiles italiennes pour un montant de 537 millions d'euros
16/11/2012	Émission obligataire réalisée avec succès par Banque PSA Finance en Argentine
08/11/2012	Banque PSA Finance : Révision du modèle de provisionnement statistique des créances <i>retail</i>



08/11/2012	PSA Peugeot Citroën et le GNFA ont signé un accord pour former 4 000 professionnels par an
05/11/2012	PSA Peugeot Citroën et JSC Russian Railways (RZD) signent un contrat de cession d'actions
25/10/2012	Accord PSA Peugeot Citroën – syndicats sur l'engagement de négociations relatives au dispositif social
25/10/2012	Revitalisation du site d'Aulnay : la société ID Logistics prête à créer près de 600 emplois
24/10/2012	PSA Peugeot Citroën et General Motors confirment les prochaines étapes clés de l'Alliance
24/10/2012	Communiqué de presse du Conseil de Surveillance
24/10/2012	Banque PSA Finance : PSA Peugeot Citroën annonce de nouveaux financements
24/10/2012	Chiffre d'affaires Groupe du 3 <sup>e</sup> trimestre 2012
23/10/2012	Banque PSA Finance a placé sur le marché secondaire des obligations ABS sécurisées par des créances automobiles françaises pour un montant de 460 millions d'euros
09/10/2012	PSA Peugeot Citroën : 1 million de véhicules produits au Brésil
05/10/2012	PSA Peugeot Citroën reçoit le Grand Prix 2012 de la Transparence financière
04/10/2012	Projet GIREVE : signature du protocole pour la création du GIREVE
25/09/2012	Nominations à la direction de la Communication de PSA Peugeot Citroën
20/09/2012	PSA Peugeot Citroën est entré en négociation exclusive avec JSC Russian Railways (RZD)
18/09/2012	PSA Peugeot Citroën s'engage pour la mobilité durable
18/09/2012	Nominations au sein des filiales européennes du Groupe
13/09/2012	PSA Peugeot Citroën participe aux Journées européennes du patrimoine
10/09/2012	Le site PSA Peugeot Citroën de Sochaux célèbre ses 100 ans
06/09/2012	De nouvelles évolutions moteurs pour réduire les émissions de CO <sub>2</sub> des véhicules Peugeot et Citroën
03/09/2012	Nomination de Maxime Picat, Directeur général de la marque Peugeot
31/08/2012	Le futur véhicule utilitaire léger du Groupe sera produit en France sur le site de Valenciennes-Hordain
25/07/2012	PSA Peugeot Citroën salue le plan de redressement de la filière automobile du gouvernement français
25/07/2012	Résultats semestriels 2012
25/07/2012	Mise à disposition du rapport financier semestriel au 30 juin 2012
23/07/2012	PSA Peugeot Citroën et Toyota annoncent un nouvel accord de coopération sur le segment des véhicules utilitaires légers en Europe
12/07/2012	PSA Peugeot Citroën présente un projet de réorganisation de sa base industrielle française et de redéploiement de ses effectifs
11/07/2012	FIAT et PSA Peugeot Citroën présentent un projet d'accord relatif à leur coentreprise Sevel
06/07/2012	Ventes mondiales à 1 619 000 unités au 1 <sup>er</sup> semestre 2012
04/07/2012	PSA Peugeot Citroën et Mitsubishi Motors Corporation annoncent le démarrage de la production complète sur le site de Kaluga (Russie)
02/07/2012	Actionnariat – engagements de conservation
02/07/2012	Accord de coopération logistique entre GM et PSA Peugeot Citroën
26/06/2012	La Fondation PSA Peugeot Citroën « Un monde en mouvement » fête son premier anniversaire
20/06/2012	Banque PSA Finance - Émission de 600 millions d'euros d'obligations
20/06/2012	Communiqué de presse du Conseil de Surveillance de PSA Peugeot Citroën
19/06/2012	Banque PSA Finance - Émission inaugurale d'obligations réussie au Brésil pour 200 millions de Reals
13/06/2012	PSA Peugeot Citroën décroche le prix du moteur international 2012 pour la sixième année consécutive
07/06/2012	Quatrième émission obligataire réalisée avec succès par Banque PSA Finance en Argentine
07/06/2012	PSA Peugeot Citroën leader européen en matière de réduction d'émission de CO <sub>2</sub> au premier trimestre 2012
31/05/2012	Nouvelle organisation de la production sur le site PSA Peugeot Citroën de Rennes
30/05/2012	Banque PSA Finance : Émission de 175 millions de francs suisses d'obligations à taux fixe
24/05/2012	Nouvelle Peugeot 301 - La berline tri-corps compacte à vocation internationale
23/05/2012	L'Université Paris-Sud et PSA Peugeot Citroën créent une chaire d'optoélectronique et photonique
25/04/2012	Chiffre d'affaires Groupe du 1 <sup>er</sup> trimestre 2012
25/04/2012	Assemblée Générale des actionnaires du 25 avril 2012
12/04/2012	Nominations à la direction du Commerce Europe



05/04/2012	Évolution de la coopération Ford - PSA Peugeot Citroën dans les moteurs diesel
03/04/2012	PSA Peugeot Citroën : Émission de 600 millions d'euros d'obligations à maturité juillet 2017
03/04/2012	PSA Peugeot Citroën annonce la cession de son siège social situé 75 avenue de la Grande-Armée à Paris
30/03/2012	L'usine TPCA de République Tchèque
30/03/2012	Ajustement du ratio d'attribution d'actions des océanes Peugeot 2016
27/03/2012	PSA Peugeot Citroën, premier déposant français de brevets avec 1 237 brevets publiés en 2011
27/03/2012	PSA Peugeot Citroën annonce le succès de son augmentation de capital
23/03/2012	Comité de Groupe Européen du 23 mars 2012
22/03/2012	GM et PSA Peugeot Citroën annoncent la composition de leur comité de pilotage
19/03/2012	PSA Peugeot Citroën s'associe à la 2 <sup>e</sup> édition de la Semaine de l'Industrie
13/03/2012	Le Conseil de Surveillance nomme deux nouveaux membres au Directoire
13/03/2012	Conseil de Surveillance du 13 mars 2012
09/03/2012	PSA Peugeot Citroën présente une nouvelle version de son concept de tricycle électrique
06/03/2012	PSA Peugeot Citroën annonce le lancement d'une augmentation de capital
06/03/2012	PSA Peugeot Citroën : publication du document de référence 2011
29/02/2012	PSA Peugeot Citroën et General Motors créent une alliance stratégique mondiale
21/02/2012	PSA Peugeot Citroën confirme être en discussion pour des projets de coopération et d'alliances
15/02/2012	Résultats financiers 2011
01/02/2012	PSA Peugeot Citroën et Enterprise Holdings finalisent l'acquisition par Enterprise Holdings, du loueur de véhicules Citer S.A.
27/01/2012	Lancement de la production industrielle à Poissy de la Peugeot 208
27/01/2012	Troisième émission obligataire réalisée avec succès en Argentine
16/01/2012	Un million de véhicules Peugeot et Citroën équipés de l' <i>e-Call</i>
13/01/2012	Nominations au sein de l'état-major du Groupe
12/01/2012	PSA Peugeot Citroën poursuit sa globalisation et la montée en gamme de ses marques ; 3,5 millions de véhicules vendus en 2011
09/01/2012	PSA Peugeot Citroën leader du marché européen du véhicule électrique en 2011
06/01/2012	Banque PSA Finance : Émission de 650 millions d'euros d'obligations à 2,5 ans
04/01/2012	Évolution au sein du Directoire et du Comité de Direction Générale



# RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A. AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

	2012	2011	2010	2009	2008
<b>I - Situation financière en fin d'exercice</b>					
<b>a - Capital social <sup>(1)</sup></b>	354 848 992	234 049 344	234 049 225	234 049 142	234 048 798
<b>b - Nombre d'actions émises</b>	354 848 992	234 049 344	234 049 225	234 049 142	234 048 798
<b>II - Résultat global des opérations de l'exercice</b>					
<b>a - Produits des activités courantes hors taxes</b>	1 555 591 599	816 142 657	618 615 747	706 891 796	638 330 276
<b>b - Résultat avant impôts, participation des salariés, amortissements et provisions</b>	1 884 037 150	663 823 877	199 298 390	393 686 214	518 965 886
<b>c - Participation des salariés (charge de l'exercice)</b>	-	-	-	-	-
<b>d - Impôts sur les bénéfices <sup>(2)</sup></b>	1 284 142 729	45 029 722	180 892 567	46 841 128	121 708 369
<b>e - Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions</b>	61 213 741	444 119 935	647 883 601	537 011 853	47 527 964
<b>f - Dividendes</b>			249 547 952		
<b>III - Résultat des opérations réduit à une seule action <sup>(3)</sup></b>					
<b>a - Résultat après impôts, participation des salariés, mais avant amort. et provisions</b>	8,93	3,03	1,62	1,88	2,74
<b>b - Résultat après impôts, participation des salariés, amortissements et provisions</b>	0,17	1,90	2,77	2,29	0,20
<b>c - Dividende attribué à chaque action :</b>					
• Dividende net distribué	-	-	1,07	-	-
• Impôt déjà payé au Trésor (avoir fiscal) <sup>(3)</sup>	-	-	-	-	-
<b>REVENU GLOBAL</b>	-	-	-	-	-
<b>IV - Personnel</b>					
<b>a - Effectif moyen des salariés</b>	341	344	336	334	355
<b>b - Montant de la masse salariale</b>	33 613 058	40 951 996	33 214 427	35 889 698	38 514 763
<b>c - Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (Sécurité Sociale, œuvres sociales, etc.)</b>	11 183 125	17 307 884	16 148 312	15 272 699	15 865 706

(1) Les mouvements sur le capital résultent de l'augmentation de capital en 2012, et des conversions d'obligations en actions dans le cadre de l'emprunt OCEANE entre 2009 et 2011.

(2) Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990, la société a opté pour le régime de l'intégration fiscale, articles 223 A et suivants du CGI, applicable aux filiales françaises contrôlées à plus de 95 %. Tous les mouvements d'impôt sur les bénéfices sont enregistrés sur la ligne impôts sur les bénéfices y compris les variations de provisions pour impôts.

(3) À compter des dividendes perçus en 2005, l'impôt sur les bénéfices est supprimé et remplacé par un crédit d'impôt.

# RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- ▶ le contrôle des comptes annuels de la société Peugeot S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la justification de nos appréciations ;
- ▶ les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les notes suivantes de l'annexe :

- ▶ la note 5.B.1 « Division Automobile » relative au test de valeur des actifs de la division Automobile qui a conduit à comptabiliser une dépréciation des titres de M€ 3 028 ;
- ▶ la note 16 « Provision pour économie d'impôt à reverser » relative à la reprise de provision pour impôt à reverser pour un montant de M€ 1 256.

### II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- ▶ Votre société détermine à chaque clôture la valeur d'inventaire de ses « Participations » et « Autres titres immobilisés » selon les méthodes décrites dans les notes 1C et 1D de l'annexe et constate des dépréciations lorsque cette valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable, comme précisé dans les notes 5 et 7 de l'annexe. Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis et des estimations significatives retenues pour l'arrêt des comptes, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables décrites dans l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application ainsi que du caractère raisonnable des hypothèses et des estimations retenues pour leur mise en œuvre.
- ▶ En application des modalités décrites dans la note 16 « Provision pour économie d'impôt à reverser », le bilan enregistrait une provision ayant pour origine les économies d'impôt provenant de l'utilisation par votre société de déficits fiscaux de ses filiales intégrées fiscalement. Aucun supplément d'impôt à verser à l'Etat n'étant anticipé dans un avenir proche, cette provision a été intégralement reprise pour M€ 1 256. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, nous avons examiné les prévisions fiscales du Groupe, les échéanciers d'utilisation par les filiales de ces déficits fiscaux et la cohérence d'ensemble des hypothèses retenues pour cette reprise de provision.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Directoire et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.



Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société

ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 18 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Aux Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2012, sur :

- ▶ le contrôle des comptes consolidés de la société Peugeot S.A., tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- ▶ la justification de nos appréciations ;
- ▶ la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I. OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, dans le contexte de l'environnement économique et financier du Groupe tel

qu'exposé dans le rapport de gestion du Groupe, nous attirons votre attention sur les Notes suivantes des comptes :

- ▶ la Note 1.4. relative aux estimations et jugements qui précise les postes comptables pour lesquels les estimations et les hypothèses retenues sont particulièrement sensibles ;
- ▶ la Note 8.1. sur les tests de valeur des actifs de la division Automobile qui ont conduit à enregistrer une dépréciation de 3 009 millions d'euros ;
- ▶ la Note 12.1.C. sur les tests de valeur des impôts différés qui ont conduit à enregistrer une dépréciation nette de 879 millions d'euros ;
- ▶ la Note 37. qui expose la situation de liquidité du Groupe et de Banque PSA Finance.

### II. JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

Les estimations comptables concourant à la préparation des états financiers au 31 décembre 2012 et l'appréciation de la situation de liquidité ont été réalisées dans un contexte de crise économique et financière pesant fortement sur le secteur automobile conduisant à une difficulté certaine à appréhender les perspectives économiques. C'est dans ce contexte que, en application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce, nous avons procédé à nos propres appréciations et que nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- ▶ lors de l'arrêté de ses comptes, votre société est conduite à effectuer des estimations et à formuler des hypothèses concernant notamment la valeur de certains postes d'actif, de passif, de produits et de charges. Ces principaux sujets sont recensés dans la Note 1.4. « Principes comptables - Utilisations d'estimations et hypothèses » de l'annexe. Nous avons, pour l'ensemble de ces éléments, vérifié le caractère approprié des règles et des méthodes comptables suivies et des informations données dans les notes annexes. Nous avons également examiné la cohérence des hypothèses retenues, la traduction chiffrée de celles-ci ainsi que la documentation disponible et procédé sur ces bases à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations réalisées ;



- la Note 1.15. « Principes comptables - Dépréciation des éléments de l'actif immobilisé » indique les modalités de réalisation des tests de perte de valeur. La Note 8.1. « Test de valeur des UGT et provisions pour contrats onéreux de la division Automobile » indique que les tests ainsi réalisés ont conduit à enregistrer pour l'UGT division Automobile une dépréciation de 3 009 millions d'euros. Des dépréciations d'actifs spécifiques et des compléments de provisions pour contrats onéreux ont également été comptabilisés. Concernant le test de l'UGT division Automobile, nous avons examiné les modalités de mise en œuvre du test, procédé à l'appréciation du caractère raisonnable des estimations et des hypothèses utilisées, revu les calculs conduisant à la dépréciation comptabilisée et vérifié que les notes indiquées ci-dessus donnent une information appropriée ;
- en application des modalités décrites dans la Note 1.19. « Principes comptables - Impôts différés » le bilan enregistre des impôts différés actifs et passifs détaillés dans la Note 12. « Impôts sur les résultats ». Cette note indique notamment qu'en l'absence de perspectives de récupération, à l'horizon du plan à moyen terme, les impôts différés sur déficits sur l'intégration fiscale France ont été intégralement dépréciés pour un montant net de 879 millions d'euros. Nous avons examiné les prévisions fiscales du Groupe, les échéanciers des impôts différés actifs et passifs et la cohérence d'ensemble des hypothèses retenues pour cette dépréciation ;

- dans le cadre de notre appréciation de la continuité d'exploitation, nous avons effectué un examen approfondi de la situation de liquidité du Groupe et de Banque PSA Finance détaillée dans les Notes 30 et suivantes et dans la Note 37 de l'annexe. Nous avons examiné notamment les prévisions de trésorerie, les échéanciers des dettes, les covenants qui leur sont applicables ainsi que les dispositions relatives à la garantie de l'État pour le refinancement de Banque PSA Finance.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III. VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations données dans le rapport sur la gestion du Groupe.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 12 février 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

## RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions et engagements dont nous avons été avisés ou que nous aurions découverts à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions et engagements. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 225-58 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R. 225-58 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions et engagements déjà approuvés par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### 1. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS SOUMIS À L'APPROBATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements autorisés au cours  
de l'exercice écoulé

En application de l'article L. 225-88 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements suivants qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil de Surveillance.



## 1.1 CONVENTIONS CONCLUES AVEC DES ACTIONNAIRES DÉTENANT PLUS DE 10 % DES DROITS DE VOTE ET AYANT DES DIRIGEANTS COMMUNS AVEC LA SOCIÉTÉ

### 1.1.1. Acceptation de la lettre d'engagement de souscription d'Etablissements Peugeot Frères (« EPF ») et de FFP

Par délibération du 27 février 2012, le Conseil de Surveillance a autorisé la signature de la lettre d'engagement de souscription d'EPF et de FFP dans le cadre de l'augmentation de capital de Peugeot S.A. réalisée le 29 mars 2012.

Les sociétés FFP et EPF se sont engagées à exercer une fraction de leurs droits préférentiels de souscription et à souscrire à titre irréductible aux actions nouvelles correspondantes, FFP s'étant engagée à souscrire un nombre d'actions nouvelles correspondant à environ la moitié des droits préférentiels de souscription attribués à FFP, et EPF s'étant engagée à souscrire à un nombre d'actions représentant un montant de souscription équivalent au produit de la cession par EPF de ses droits de souscription non exercés à titre irréductible, de telle sorte que l'opération soit neutre pour EPF.

Le nombre de titres soumis à titre irréductible dans le cadre de la mise en œuvre de cet engagement ressort comme suit :

- pour FFP : 13 771 232 actions nouvelles au prix de 8,27 Euros, soit un montant total de souscription de 113 888 089 Euros ;
- pour EPF : 3 196 848 actions nouvelles au prix de 8,27 Euros, soit un montant total de souscription de 26 437 933 Euros.

*Dirigeants communs à la date de signature de la convention et à la date du présent rapport : Madame Marie-Hélène Roncoroni et Messieurs Thierry Peugeot, Jean-Philippe Peugeot et Robert Peugeot.*

## 1.2. CONVENTIONS CONCLUES AVEC UNE SOCIÉTÉ AYANT DES DIRIGEANTS COMMUNS

### 1.2.1. Contrats conclus dans le cadre de la réalisation de la cession du Groupe GEFCO

Dans le cadre de la cession de 75 % du capital et des droits de vote de la société GEFCO à la société JSC Russian Railways (« RZD »), le Conseil de Surveillance a autorisé, par délibération du 18 décembre 2012, les conventions suivantes :

1. Un contrat de prestation de services transitoires intitulé « *Transition Services Agreement* », conclu le 20 décembre 2012, entre Peugeot S.A. et GEFCO concernant la poursuite des services réciproques, pendant une période de six à douze mois en fonction du service concerné, ces services pouvant éventuellement être assurés pour une durée complémentaire de six mois, et ce afin d'assurer, pour Peugeot S.A. et GEFCO, une bonne transition suite à la cession à RZD.

Ces services transitoires portent sur l'assistance en matière notamment juridique, d'achats, de ressources humaines, d'immobilier, de financement et d'informatique.

Suivant leur nature, ces services sont facturés soit à un taux horaire moyen auquel s'ajoute une marge de 5 %, soit à un tarif identique à celui pratiqué entre les parties à la date de signature du « *Share Purchase Agreement* » avec RZD.

Aucune facturation n'a été effectuée à ce titre sur l'exercice 2012.

*Dirigeants communs au moment de l'autorisation de la convention : Messieurs Varin et Chasseloup de Chatillon.*

*Dirigeants communs à la date du présent rapport : Messieurs Thierry Peugeot et Chasseloup de Chatillon.*

2. Une convention intitulée « *Shareholder Loan Agreement* », conclue le 18 décembre 2012, entre Peugeot S.A. et GEFCO concernant la mise à disposition par Peugeot S.A., à titre transitoire, au bénéfice de GEFCO d'une facilité de crédit sous format d'avance en compte courant d'actionnaire.

Cette facilité de crédit s'élève à un montant de 350 millions d'Euros et sera remboursable dès qu'un financement externe sera mis en place par GEFCO, et au plus tard le 30 juin 2013. Il est prévu un intérêt à un taux Euribor 1 mois plus 6 % en base annuelle.

- Les montants comptabilisés en produit par Peugeot S.A. au titre de l'exercice 2012 s'élèvent à 706 044€.

*Dirigeants communs au moment de l'autorisation de la convention : Messieurs Varin et Chasseloup de Chatillon.*

*Dirigeants communs à la date du présent rapport : Messieurs Thierry Peugeot et Chasseloup de Chatillon.*

3. Trois conventions conclues le 18 décembre 2012 par Peugeot S.A. :
  - une convention intitulée « *Delegation Agreement* » conclue avec Automobile Citroën (« AC ») et GEFCO ;
  - une convention intitulée « *Delegation Agreement* » conclue avec Automobile Peugeot (« AP ») et GEFCO ;
  - une convention intitulée « *Delegation Agreement* » conclue avec Peugeot Citroën Automobile SA (« PCA ») et GEFCO ;

Chacune de ces trois conventions a pour objet de sécuriser les droits de Peugeot S.A. au titre de la facilité de crédit visée au point 2. ci-dessus. Ainsi, en cas de défaut de paiement par GEFCO à Peugeot S.A. au titre de cette facilité de crédit AC, AP et PCA pourront chacune être amenées à s'acquitter auprès de Peugeot S.A. des montants dus par elles à GEFCO au titre d'un contrat de prestations de services logistiques par ailleurs signé entre AC, AP et PCA et GEFCO, et ce à hauteur du montant du remboursement de ladite facilité de crédit.

*Dirigeants communs au moment de l'autorisation de la convention :*

- pour PCA : Messieurs Varin, Faury et Chasseloup de Chatillon.
- pour AP : Messieurs Saint-Geours et Chasseloup de Chatillon.
- pour AC : Messieurs Saint-Geours et Chasseloup de Chatillon.
- pour GEFCO : Messieurs Varin et Chasseloup de Chatillon.

*Dirigeants communs à la date du présent rapport :*

- pour PCA, AP, AC : identique aux dirigeants communs au moment de l'autorisation.
- pour GEFCO : Messieurs Thierry Peugeot et Chasseloup de Chatillon.

### 1.2.2. Constitution d'un gage-espèces en garantie d'obligations de paiement des sociétés Automobile Peugeot (« AP »), Automobile Citroën (« AC ») et Peugeot Citroën Automobiles SA (« PCA »)

Par délibération du 18 décembre 2012, le Conseil de Surveillance a autorisé la constitution d'un gage-espèces en garantie d'obligations de paiement des sociétés AP, AC et PCA.

Dans le cadre d'un programme de cession de créances commerciales arrangé par Crédit Agricole Corporate and Investissement Bank et auquel participent les sociétés PCA, AP et AC, Peugeot S.A. a constitué en faveur de la société Ester Finance Titrisation, concessionnaire des créances, un gage-espèces afin de garantir notamment les obligations de paiement de PCA, d'AP et d'AC au titre de la documentation du programme.

À cet effet, une convention de gage-espèces, intitulée « *Cash Collateral Agreement* » a été conclue en date du 20 décembre 2012,





entre Peugeot S.A., Crédit Agricole Corporate and Investissement Bank et Ester Finance Titrisation.

Le gage-espèces d'un montant de 30 millions d'Euros au 2 janvier 2013, a été porté à 42 millions d'Euros au 30 janvier 2013.

Peugeot S.A. refacturera à partir de 2013 une commission de 0,12 % du montant de gage-espèces répartie par tiers entre AP, AC et PCA. Aucune commission n'a été perçue à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2012.

*Dirigeants communs à la date de signature de la convention et à la date du présent rapport : Messieurs Varin, Faury, Chasseloup de Chatillon et Saint-Geours.*

## 2. CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS DÉJÀ APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs

En application de l'article R. 225-57 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, déjà approuvés par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

### 2.1. CONVENTIONS CONCLUES AVEC UNE SOCIÉTÉ AYANT DES DIRIGEANTS COMMUNS

#### 2.1.1. Caution et garantie consenties envers la Banque Européenne d'Investissement (« BEI ») dans le cadre du financement de 400 millions d'euros octroyé à Peugeot Citroën Automobiles SA (« PCA ») en 2009

Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé lors de sa séance du 10 février 2009 la conclusion avec la BEI d'une convention de cautionnement et d'une convention de nantissement de compte-titres dans le cadre d'un financement de 400 millions d'euros octroyé par cette banque à la société PCA sur une durée maximale de 7 ans.

Par ces conventions, votre société s'est portée caution solidaire de sa filiale PCA, envers la BEI, pour le paiement de toutes sommes, en principal, intérêts et accessoires, dues par PCA au titre du financement accordé par la BEI, d'une part, et s'est engagée à nantir en faveur de la BEI un compte-titres en garantie des obligations de paiement et de remboursement de PCA, d'autre part, le nantissement devant couvrir 20 % de 110 % de l'encours du financement.

Une commission de caution annuelle de 0,12 % est facturée par votre société à PCA en rémunération du cautionnement solidaire accordé. La commission facturée à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2012 s'est élevée à 480 milliers d'euros.

*Dirigeants communs au moment de l'autorisation de la convention : Messieurs Streiff, Olivier et Vardanega.*

*Dirigeants communs à la date du présent rapport : Messieurs Varin, Faury et Chasseloup de Chatillon.*

#### 2.1.2. Caution consentie envers la Banque Européenne d'Investissement (« BEI ») dans le cadre du financement de 200 millions d'euros octroyé à Peugeot Citroën Automobiles SA (« PCA ») en 2010

Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé lors de sa séance du 27 juillet 2010 la conclusion avec la BEI d'une convention de cautionnement dans le cadre d'un financement de 200 millions d'euros octroyé par cette banque à la société PCA sur une durée maximale de 7 ans.

Par cette convention, votre société s'est portée caution solidaire de sa filiale PCA, envers la BEI, pour le paiement de toutes sommes, en principal, intérêts et accessoires, dues par PCA au titre du financement accordé par la BEI.

Une commission de caution annuelle de 0,12 % est facturée par votre société à PCA en rémunération du cautionnement solidaire accordé. La commission facturée à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2012 s'est élevée à 240 000 d'euros.

*Dirigeants communs au moment de l'autorisation de la convention : Messieurs Varin, Faury et Saint-Geours.*

*Dirigeants communs à la date du présent rapport : Messieurs Varin, Faury et Chasseloup de Chatillon.*

#### 2.1.3. Caution consentie envers la Banque Européenne d'Investissement (« BEI ») dans le cadre du financement de 125 millions d'euros octroyés à la société Peugeot Citroën Automobiles SA (« PCA ») en novembre 2011

Le Conseil de Surveillance de Peugeot S.A. avait autorisé lors de sa séance du 25 juillet 2011 la conclusion avec la BEI d'une convention de cautionnement dans le cadre d'un financement de 120 millions d'euros octroyé par cette banque à la société PCA sur une durée maximale de 7 ans.

Par cette convention, votre société s'est portée caution solidaire de sa filiale PCA envers la BEI pour le paiement de toutes sommes, en principal, intérêts et accessoires, dues par PCA au titre du financement accordé par la BEI.

Une commission de caution annuelle de 0,12 % est facturée par votre société à PCA en rémunération du cautionnement solidaire accordé. La commission facturée à ce titre par Peugeot S.A. sur l'exercice 2012 s'est élevée à 150 000 d'euros.

*Dirigeants communs au moment de l'autorisation de la convention : Messieurs Varin, Faury et Saint-Geours.*

*Dirigeants communs à la date du présent rapport : Messieurs Varin, Faury et Chasseloup de Chatillon.*





#### 2.1.4. Participation aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du Groupe

Les sommes reçues par votre société au titre de la participation des filiales aux frais d'étude, de gestion et de fonctionnement du Groupe se sont élevées pour l'exercice 2012 à 97 060 520 euros.

*Dirigeants communs en 2012 :*

- pour PCA : Messieurs Varin, Faury, Chasseloup de Chatillon et Saint-Geours.
- pour AP : Messieurs Saint-Geours, Gales et Chasseloup de Chatillon.
- pour AC : Messieurs Saint-Geours, Gales et Chasseloup de Chatillon.
- pour PMTC : Monsieur Gales

- pour BPF : Messieurs Varin, Gales et Saint-Geours.
- pour GEFCO : Messieurs Varin, Saint-Geours, Thierry Peugeot et Chasseloup de Chatillon.

*Dirigeants communs à la date du présent rapport :*

- pour PCA : Messieurs Varin, Faury et Chasseloup de Chatillon.
- pour AP : Messieurs Saint-Geours et Chasseloup de Chatillon.
- pour AC : Messieurs Saint-Geours et Chasseloup de Chatillon.
- pour PMTC : Aucun
- pour BPF : Messieurs Varin et Saint-Geours.
- pour GEFCO : Messieurs Thierry Peugeot et Chasseloup de Chatillon.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 18 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars  
Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres  
Christian Mouillon      Marc Stoessel



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 225-235 DU CODE DE COMMERCE, SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL DE SURVEILLANCE DE LA SOCIÉTÉ PEUGEOT S.A.

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de la société Peugeot S.A. et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du Conseil de Surveillance un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- ▶ de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- ▶ d'attester que ce rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-68 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

## **Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière**

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- ▶ prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- ▶ prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- ▶ déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du Conseil de Surveillance, établi en application des dispositions de l'article L. 225-68 du Code de commerce.

## **Autres informations**

Nous attestons que le rapport du président du Conseil de Surveillance comporte les autres informations requises à l'article L. 225-68 du Code de commerce.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 18 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL (Seizième résolution)

Aux actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue à l'article L. 225-209 du Code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Votre Directoire vous propose de lui déléguer, pour une durée de 24 mois à compter du jour de la présente assemblée, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10 % de son capital, par période de 24 mois, les actions achetées au titre de la mise en œuvre d'une

autorisation d'achat par votre société de ses propres actions dans le cadre des dispositions de l'article précité.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences conduisent à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, qui n'est pas de nature à porter atteinte à l'égalité des actionnaires, sont régulières.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 18 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUTORISATION D'ATTRIBUTION D' ACTIONS GRATUITES EXISTANTES OU À ÉMETTRE (Dix-septième résolution)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 225-197-1 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'autorisation d'attribution d'actions gratuites existantes ou à émettre au profit des salariés, ou de certains d'entre eux, ainsi que des mandataires sociaux, ou de certains d'entre eux, de la société ou des sociétés ou groupements d'intérêt économique qui lui sont liés au sens de l'article L. 225-197-2 du Code de commerce, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le nombre d'actions ainsi attribuées ne pourra représenter plus de 0,85 % du capital social constaté au jour de la décision du Directoire.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de l'autoriser pour une durée de vingt-six mois, à compter de la date de

la présente Assemblée, à attribuer des actions gratuites existantes ou à émettre sous conditions de performance.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport sur cette opération à laquelle il souhaite pouvoir procéder. Il nous appartient de vous faire part, le cas échéant, de nos observations sur les informations qui vous sont ainsi données sur l'opération envisagée.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté notamment à vérifier que les modalités envisagées et données dans le rapport du Directoire s'inscrivent dans le cadre des dispositions prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Directoire portant sur l'opération envisagée d'autorisation d'attribution d'actions gratuites.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 18 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Ernst & Young et Autres

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Christian Mouillon

Marc Stoessel



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ÉMISSION D' ACTIONS ET DE DIVERSES VALEURS MOBILIÈRES AVEC MAINTIEN OU SUPPRESSION DU DROIT PRÉFÉRENTIEL DE SOUSCRIPTION (Dix-huitième, dix-neuvième, vingtième, vingt et unième résolutions)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 228-92 et L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur les propositions de délégation au Directoire de différentes émissions d'actions et de valeurs mobilières, opérations sur lesquelles vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de 26 mois à compter de la date de la présente Assemblée, la compétence pour décider des opérations suivantes et fixer les conditions définitives de ces émissions et vous propose le cas échéant de supprimer votre droit préférentiel de souscription :

- émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme à des actions de la Société ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social, avec maintien du droit préférentiel de souscription (18<sup>e</sup> résolution) ;
- émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme à des actions de la Société ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital social, avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres au public, étant précisé que ces titres pourront être émis à l'effet de rémunérer des titres qui seraient apportés à la Société dans le cadre d'une offre publique d'échange sur titres répondant aux conditions fixées par l'article L. 225-148 du Code de commerce (19<sup>e</sup> résolution) ;
- émission d'actions ordinaires et/ou de toutes valeurs mobilières donnant accès immédiatement et/ou à terme à des actions de la Société ou, conformément à l'article L. 228-93 du Code de commerce, de toute société dont elle possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription par voie d'offres visées au II de l'article L. 411-2 du code monétaire et financier et dans la limite de 20 % du capital social par an (20<sup>e</sup> résolution) ;

Le montant nominal global des augmentations de capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder 177 424 496 euros au titre des 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup>, 20<sup>e</sup>, 23<sup>e</sup> résolutions étant précisé que le montant nominal maximal des augmentations du capital susceptibles d'être réalisées immédiatement ou à terme ne pourra excéder 70 969 799 euros au titre des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> résolutions (émissions réalisées avec suppression du droit préférentiel de souscription).

Le montant nominal global des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra excéder le plafond de 1 500 000 000 euros au titre des 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> résolutions, étant précisé que le montant nominal maximal des titres de créance susceptibles d'être émis ne pourra excéder le plafond de 600 000 000 euros au titre des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> résolutions.

Ces plafonds tiennent compte du nombre supplémentaire de titres à créer dans le cadre de la mise en œuvre des délégations visées aux 18<sup>e</sup>, 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> résolutions, dans les conditions prévues à l'article L. 225-135-1 du Code de commerce, si vous adoptez la 21<sup>e</sup> résolution.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant ces opérations, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Directoire relatif à ces opérations et les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions des émissions qui seraient décidées, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre données dans le rapport du Directoire au titre des 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> résolutions.

Par ailleurs, ce rapport ne précisant pas les modalités de détermination du prix d'émission des titres de capital à émettre dans le cadre de la mise en œuvre de la 18<sup>e</sup> résolution, nous ne pouvons donner notre avis sur le choix des éléments de calcul de ce prix d'émission.

Les conditions définitives dans lesquelles les émissions seront réalisées n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite dans les 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> résolutions.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de ces délégations par votre Directoire en cas d'émissions de valeurs mobilières donnant accès au capital et en cas d'émissions avec suppression du droit préférentiel de souscription.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 18 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'ÉMISSION DE VALEURS MOBILIÈRES DONNANT DROIT À L'ATTRIBUTION DE TITRES DE CRÉANCE (Vingt-deuxième résolution)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 228-92 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Directoire de la compétence de décider une émission de valeurs mobilières donnant droit à l'attribution de titres de créance, pour un montant maximal de € 1.000.000.000, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée la compétence pour décider une émission. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous

appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Directoire relatif à cette opération.

Les conditions définitives dans lesquelles l'émission serait réalisée n'étant pas fixées, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Directoire.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 18 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel





# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'AUGMENTATION DU CAPITAL RÉSERVÉE AUX SALARIÉS ADHÉRENTS D'UN PLAN D'ÉPARGNE ENTREPRISE (Vingt-troisième résolution)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par les articles L. 225-135 et suivants du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur la proposition de délégation au Directoire de la compétence de décider une augmentation du capital par émission d'actions ordinaires avec suppression du droit préférentiel de souscription, réservée aux salariés adhérents d'un plan d'épargne entreprise ou de groupe de Peugeot S.A. ou des sociétés françaises ou étrangères, qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce et L. 3344-1 du Code du travail, opération sur laquelle vous êtes appelés à vous prononcer.

Le montant maximal de l'augmentation du capital susceptible de résulter de cette émission s'élève à € 15.000.000, étant précisé que ce montant viendra s'imputer sur le plafond de € 177.424.496 prévu à la dix-huitième résolution de la présente assemblée.

Cette augmentation du capital est soumise à votre approbation en application des dispositions des articles L. 225-129-6 du Code de commerce et L. 3332-18 et suivants du Code du travail.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, pour une durée de vingt-six mois à compter de la date de la présente Assemblée la compétence pour décider une augmentation du capital et de supprimer votre droit préférentiel de souscription aux actions ordinaires à émettre. Le cas échéant, il lui appartiendra de fixer les conditions définitives d'émission de cette opération.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et R. 225-114 du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription et sur certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du directoire relatif à cette opération et les modalités de détermination du prix d'émission des actions.

Sous réserve de l'examen ultérieur des conditions de l'augmentation du capital qui serait décidée, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les modalités de détermination du prix d'émission des actions ordinaires à émettre données dans le rapport du Directoire.

Les conditions définitives dans lesquelles l'augmentation du capital serait réalisée, nous n'exprimons pas d'avis sur celles-ci et, par voie de conséquence, sur la proposition de suppression du droit préférentiel de souscription qui vous est faite.

Conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Directoire.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 18 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel



# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE PROJET D'ÉMISSION À TITRE GRATUIT DE BONS DE SOUSCRIPTION D' ACTIONS EN CAS D'OFFRE PUBLIQUE VISANT LA SOCIÉTÉ (Vingt-quatrième résolution)

Aux Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux Comptes de votre société et en exécution de la mission prévue par l'article L. 228-92 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le projet d'émission à titre gratuit de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la société, opération sur laquelle vous être appelés à vous prononcer.

Votre Directoire vous propose, sur la base de son rapport, de lui déléguer, dans le cadre de l'article L. 233-32 II du Code de commerce, la compétence à l'effet de :

- décider l'émission de bons soumis au régime de l'article L. 233-32 II du Code de commerce permettant de souscrire, à des conditions préférentielles, à une ou plusieurs actions de la société, ainsi que leur attribution gratuite à tous les actionnaires de la société ayant cette qualité avant l'expiration de la période d'offre publique,
- fixer les conditions d'exercice et les caractéristiques desdits bons.

Le montant nominal maximal des actions qui pourraient être ainsi émises ne pourra dépasser le plafond de € 260 000 000 et le nombre maximal de bons qui pourraient être émis ne pourra excéder un nombre égal au nombre d'actions composant le capital social lors de l'émission des bons.

Il appartient au Directoire d'établir un rapport conformément aux articles R. 225-113 et suivants du Code de commerce. Il nous appartient de donner notre avis sur la sincérité des informations chiffrées tirées des comptes et certaines autres informations concernant l'émission, données dans ce rapport.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier le contenu du rapport du Directoire relatif à cette opération.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données dans le rapport du Directoire portant sur l'opération envisagée d'émission de bons de souscription d'actions en cas d'offre publique visant la société.

Nous établirons un rapport complémentaire, le cas échéant, en vue de la confirmation par une Assemblée Générale prévue à l'article L. 233-32 III du Code de commerce, et conformément à l'article R. 225-116 du Code de commerce, le cas échéant, lors de l'utilisation de cette délégation par votre Directoire.

Courbevoie et Paris-La Défense, le 18 mars 2013

Les Commissaires aux Comptes

Mazars

Loïc Wallaert

Jean-Louis Simon

Ernst & Young et Autres

Christian Mouillon

Marc Stoessel

# DEMANDE D'ENVOI DES DOCUMENTS ET DE RENSEIGNEMENTS

PEUGEOT S.A.  
ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE  
ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE  
LE MERCREDI 24 AVRIL 2013

## CE DOCUMENT EST A RETOURNER À :

La Banque ou l'Intermédiaire financier chargé de la gestion de vos titres  
(à renvoyer dans la même enveloppe que le formulaire de vote)

Je soussigné(e),

Mme ☐ Mlle ☐ M. ☐ Société ☐

Nom (ou dénomination sociale) : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

N° : ..... Rue : .....

Code postal :     Localité : .....

Adresse électronique : .....

Propriétaire de ..... actions nominatives de Peugeot S.A.

et/ou de ..... actions au porteur de Peugeot S.A.

demande l'envoi, en application des dispositions de l'article R. 225-88 du Code de commerce, des documents et renseignements relatifs à l'Assemblée Générale du 24 avril 2013, énumérés à l'article R. 225-83 du Code de commerce.

Mode de diffusion souhaité (par défaut, diffusion électronique par e-mail) :

par e-mail ☐ par courrier postal ☐

Documents souhaités :

en français ☐ en anglais ☐

Fait à : ..... le : ..... 2013

Signature

Conformément à l'article R. 225-88 alinéa 3 du Code de commerce, les actionnaires titulaires d'actions nominatives peuvent, par une demande unique, obtenir de la société l'envoi des documents et renseignements visés aux articles R. 225-81 et R. 225-83 du Code précité à l'occasion de chacune des Assemblées Générales ultérieures. Au cas où l'actionnaire désirerait bénéficier de cette faculté, mention devra en être portée sur la présente demande.

## PEUGEOT S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 354 848 992 euros.

Siège social : 75, avenue de la Grande-Armée – 75116 Paris, France

R.C.S. Paris B 552 100 554 – Siret 552 100 554 00021

Tél. : + 33 (0)1 40 66 55 11 – Fax : + 33 (0)1 40 66 54 14

[www.psa-peugeot-citroen.com](http://www.psa-peugeot-citroen.com)

Ce document a été imprimé en France par un imprimeur  
Imprim'Vert® garantissant la gestion des déchets dangereux  
dans des filières agréées, sur un papier certifié 100 % recyclé.

